



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUEBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 11 NOVEMBRE 1916

QUEBEC, SATURDAY, 11TH NOVEMBER, 1916

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner,—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU qu'en vertu
Procureur-général. } des dispositions de
l'article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, un plan de chaque cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit:

Canada,
Province of
Quebec,
[L.S.]

P.-E. LEBLANC,

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the SEAS KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION

LOMER GOUIN, } WHEREAS in virtue of
Attorney General. } the provisions of
article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec 1909, it is enacted that the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries, shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, showing these places and in which are set forth:

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte;

2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre de la Colonisation, des Mines et Pêcheries reste dans les archives de son bureau.

Et vû les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir:

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une requision ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers;

2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of Colonization, Mines and Fisheries, may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of Colonization, Mines and Fisheries remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit:

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties conterminous thereto; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed: in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily

de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises, et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan et livre de renvoi de la partie du canton d'Amherst, comprise dans le comté de Terrebonne, dans la division d'enregistrement du comté de Terrebonne.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU qu'une copie des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Terrebonne, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir; depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et à celle du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent:

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, de l'avis du

to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168, into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

"2173. If such renewal be not affected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, ever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole-registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our Province of Quebec has caused to be prepared under his superintendence, an official plan and book of reference of that part of Amherst township included in the county of Terrebonne and forming part of registration division of the county of Terrebonne.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the registry office of the registration division of the county of Terrebonne, and there remains open to the inspection of the public during office hours, that is to say between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto:

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice

Conseil Exécutif de la dite province, a fixé le dix-huitième jour du mois de novembre courant comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Terrebonne, relativement à la partie du canton d'Amherst comprise dans ce dit comté, faisant partie de la dite division d'enregistrement :

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit dix-huitième jour du mois de novembre courant les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Terrebonne relativement à la partie du canton d'Amherst comprise dans le comté de Terrebonne;

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement du dit comté de Terrebonne de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit dix-huitième jour du mois de novembre à peine de perdre la priorité conférés par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce SEPTIEME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent seize, de l'ère chrétienne et de Notre règne la septième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

5949

Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province de
Québec.

P.-E. LEBLANC.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU qu'en vertu
Procureur-Général. } des dispositions de l'article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, un plan de chaque cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit:

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte;

2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou

of the Executive Council thereof, has fixed the eighteenth day of the month of November instant, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Terrebonne relating to the cadastre of that part of Amherst township included in said county and forming part of the said registration division ;

NOW KNOW YE, that We do by this Our Proclamation, declare that from the said eighteenth day of the month of November instant, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Terrebonne, relating to the cadastre of that part of Amherst township included in the county of Terrebonne.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division, to renew the same within the period of two years after the said eighteenth day of the month of November instant, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixteenth, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

5950

Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Québec.

P.-E. LEBLANC.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all of whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION

LOMER GOUIN, } WHEREAS in virtue
Attorney-General. } the provisions of article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, it is enacted that the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries, shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, showing these places and in which are set forth:

1. A general description of each lot or parcel of land shown on the plan to which it refers;

2. The name of the owner of each separate lot

lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer; et

3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries reste dans les archives de son bureau.

Et vû les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir:

"2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

"La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

"Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi de la manière prescrite ci-dessus; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

"2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

"2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

"2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro le lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquentement dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

"2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du lieutenant-gouver-

or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of Colonization, Mines and Fisheries may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of Colonization, Mines and Fisheries remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit:

"2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contemninous thereto; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

"The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

"As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

"2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

"2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

"2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

"2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant-Governor's proclamation, bring-

neur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

"Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

"2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

"2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

"Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan et livre de renvoi d'une partie du canton d'Amherst comprise dans le comté de Labelle, dans la division d'enregistrement du comté de Labelle.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; ET ATTENDU qu'une copie, des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Labelle, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent:

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite province, a fixé le dix-huitième jour du mois de novembre courant, comme

ing the provisions in article 2168, into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

"An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

"2173. If such renewal be not affected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

"2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in Council may cause to be filed in the registrar's office of the proper registration division, a correct copy of such plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

"The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the same plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division has been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honourable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our Province of Québec, has caused to be prepared under his superintendence, an official plan and book of reference of that part of Amherst township included in the county of Labelle, and forming part of the registration division of the county of Labelle.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Minister of Colonization, Mines and Fisheries, has been deposited in the registry office of the registration division of the county of Labelle, and there remains open to the inspection of the public during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto:

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Québec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the eighteenth day of the month of November instant, as the day

devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Labelle, relativement à la partie du canton d'Amherst, comprise dans le comté de Labelle, faisant partie de la dite division d'enregistrement :

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit dix-huitième jour du mois de novembre courant, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de Labelle, relativement à la partie du canton d'Amherst dans le dit comté de Labelle.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement du comté de Labelle, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit dix-huitième jour du mois de novembre courant, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR PIERRE-EVARISTE LEBLANC, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur, de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce SEPTIEME jour de NOVEMBRE en l'année mil neuf cent seize, de l'ère chrétienne et de Notre règne la septième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

5951

Sous-secrétaire de la province.

from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Labelle, relating to the cadastre of that part of Amherst township included in the county of Labelle, and forming part of the said registration division :

NOW KNOW YE, that We do by this Our Proclamation, declare that from the said eighteenth day of the month of November instant, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division of the county of Labelle, relating to the cadastre of that part of Amherst township forming part of the said county of Labelle.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division, to renew the same within the period of two years after the said eighteenth day of the month of November instant, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable SIR PIERRE EVARISTE LEBLANC, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this SEVENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixteen, and in the seventh year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

5952

Deputy Provincial Secretary.

Lettres Patentes

Letters Patent

"Canada, Realty, limited".

"Canada, Realty, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date d de xième jour de novembre 1916, constituant en corporation MM. Gui Casimir Papineau Couture, Louis Fitch, avocats, Isidor Friedman, comptable, Ernest W. Morrison, comptable, et Belle Rubinsky, sténographe, de Montréal, pour les fins suivantes:

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of November 1916, incorporating MM. Gui Casimir Papineau-Couture, Louis Fitch, advocates, Isidor Friedman, accountant, Ernest W. Morrison, accountant, and Belle Rubinsky, stenographer, of Montreal, for the following purposes:

Acquérir par achat, louage, échange, donation, concession ou autrement, et détenir, posséder des biens-fonds et immeubles d'aucune nature, et développer, améliorer, exploiter et diviser ces propriétés en rues, en ruelles, en carrés, en lots à bâtir ou autrement, et construire des maisons, bâtisses et d'autres structures sur lesdits immeubles ainsi acquis, vendre, louer, céder à bail, transporter, échanger, aliéner et autrement disposer des terrains, biens-fonds et immeubles ainsi que des édifices y érigés, et disposer des rues, carrés ou ruelles tracés sur ces propriétés en faveur d'aucunes personnes ou municipalités, aux conditions et stipulations que la corporation croira avantageuses;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise, and to erect houses, buildings and other constructions on said real property so acquired, and to sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of and otherwise deal with lands, real estate and immovables, and the buildings thereon erected, and to dispose of any streets, squares or lanes on such property in favour of any persons or municipalities, on such terms and conditions as the company may think fit;

Etre agents d'immeuble et d'assurance et agents pour la perception des loyers;

Prendre et détenir des mortgages, des hypothèques et droits de rétention en garantie du paiement, par les acheteurs ou autre, du prix d'acquisition d'aucune propriété que la compagnie vendra, ou des prêts que la corporation consentira aux acheteurs pour fins de construction ou d'autres améliorations;

Payer aucune propriété mobilière ou immobilière, les droits, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie pourra légalement acquérir, ou, avec l'approbation des actionnaires, les services rendus à la corporation, en parts acquittées, en obligations, en débentures ou avec d'autres valeurs de la compagnie;

Faire tous actes et exercer tous pouvoirs et aucun commerce se rattachant aux objets pour lesquels la présente corporation est constituée;

Emettre des obligations et des débentures garanties sur la totalité ou aucune partie des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures de la compagnie, sous le nom de "Canada Realty, limited", avec un fond social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

5929-45-2 Sous-secrétaire de la province.

To act as real estate and insurance agents, and as agents for the collection of rents;

To take and hold mortgages, hypothecs and liens to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, from purchasers or others, or advances by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To pay for any property, moveable or immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or with the approval of the shareholders, for any services rendered to the company, in fully paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To do all the acts and to exercise all the powers and carry on all business germane to the objects for which this company is incorporated;

To issue bonds and debentures secured upon any or all of the company's property, moveable or immovable, present or future, under the name of "Canada Realty, limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

5930-45-2 Assistant Provincial Secretary.

"Lyburner Brass Works, Incorporated".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 2 novembre 1916, constituant en corporation MM. Frank Callaghan, avocat, François-Xavier Biron, avocat, Alfred Tracey, comptable, Majorie Anderson et Ella Buchan, sténographes, de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer l'industrie de machinistes, forgerons, chaudronniers, fabricants de modèles de mécaniques, d'électriciens, ouvriers du cuivre, lamineurs, fournitures de plomberie, d'automobiles et accessoires de toutes sortes, fondeurs et marchands de métaux de toutes espèces;

Manufacturer, trafiquer et faire le commerce des effets, denrées et machines, à commission ou autrement, et spécialement manufacturer, trafiquer et exercer le commerce de toutes les sortes d'instruments et d'appareils de toutes espèces de mécanismes, machines, outils, engins, machines électriques, fournitures électriques et accessoires d'automobiles et autres objets manufacturés composés totalement ou partiellement du fer, du cuivre et d'autres métaux, du bois et autres substances, y compris les autres fournitures et appareils en usage dans les moulins et sur les navires ainsi que les articles d'aucune description et catégorie faits d'aucun métal ou d'aucune substance;

Acquérir et détenir aucun brevet d'invention et aucune marque de commerce se rattachant à l'industrie de la corporation, et fabriquer, vendre toutes denrées par eux manufacturées et en trafiquer;

Acquérir et assumer les contrats, transporter et céder ou autrement disposer d'aucun contrat ou d'aucune entreprise de la compagnie, en tout ou en partie;

Acquérir et détenir des parts et valeurs d'aucunes autres corporations autorisées à faire affaires;

Faire toutes et chacune des choses nécessaires, convenables, avantageuses ou appropriées à

"Lyburner Brass Works, Incorporated".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1916, incorporating Messrs. Frank Callaghan, advocate, François Xavier Biron, advocate, Alfred Tracey, accountant, Majorie Anderson and Ella Buchan, stenographers, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of machinists, blacksmiths, coppersmiths, pattern makers, electricians, brass finishers, platers, plumbers' supplies, automobile supplies and accessories of all kinds, founders and dealers in metal of all kinds;

To manufacture, trade and deal in goods, wares and machines, either upon commission or otherwise, and particularly to manufacture, trade and deal in any kinds of instruments and apparatus and in all kinds of machinery, machines, tools, engines, electrical machinery, electrical and automobile supplies and other manufactures made in whole or in part from iron, brass and other metals, and wood and other materials, including all mill and ship supplies or apparatus and articles of any description or kind in any metal or material;

To acquire and hold any patent of invention and trade marks germane to the business of the company, and to manufacture, sell and deal in all wares made by them;

To acquire and take over contracts, transfer and assign or otherwise dispose of any contracts or undertaking of the company in whole or in part;

To acquire and hold shares and securities in other companies authorized to carry on business;

To do all and everything necessary, suitable, convenient or proper for the accomplishment of

l'accomplissement des objets ou à la réalisation d'aucune des fins mentionnées aux présentes, ou qui, en aucun temps, sembleront être dans l'intérêt de la compagnie;

Acquérir, construire, louer, acheter, vendre ou aliéner, par aucun moyen quelconque, toute la propriété mobilière ou immobilière nécessaire ou utile aux fins et à l'industrie de la corporation;

Etre agent pour aucune compagnie ou personne adonnée à la fabrication, à la vente, à l'importation ou à l'exportation de marchandises semblables;

Placer les deniers disponibles de la corporation de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Exercer aucune autre industrie que la corporation croira de temps à autre susceptible d'être exercée conjointement avec la sienne, ou propre, directement ou indirectement, à accroître la valeur des biens et droits de la compagnie ou à les rendre profitables, sous le nom de "Lymburner Brass Works, Incorporated", avec un fond social de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

5931—45-2 Sous-secrétaire de la province.

any of the purposes or the attainment of any one or more of the objects herein enumerated, or which shall or may at any time appear to be in the interests of the company;

To acquire, erect, lease, buy, sell or dispose of, in any manner whatsoever, all the moveable or immoveable property as may be necessary or useful for the purposes and the business of the company;

To act as agent of any other company or persons engaged in the manufacture, sale or importation or exportation of similar goods;

To invest moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render valuable any of the company's property or rights, under the name of "Lymburner Brass Works, Incorporated", with a capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00) divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

5932—45-2 Assistant Provincial Secretary.

" Reliance Investments, limited "

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois novembre 1916, constituant en corporation MM. Herbert Henry Field, caissier; James Pollard Rice, gérant; Frederick William James, inspecteur de véhicules; Maurice Arlington Owens, cordonnier, et John Henry Thompson, marchand, de Montréal, pour les fins suivantes :

Souscrire, prendre, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme principaux, soit comme agents, comme propriétaire absolus, en garantie collatérale ou autrement, et vendre, échanger, transporter, céder ou autrement aliéner et négocier des obligations ou des débetures, du capital, des actions ou d'autres valeurs d'aucun gouvernement, d'aucune corporation municipale ou scolaire, d'aucune banque, ou d'aucune autre compagnie légalement constituée ou corporation;

Acquérir par achat ou autrement, et détenir des terres, des concessions forestières ou des permis de coupes, des lots de grève, des chutes, droits de navigation ou des concessions, pouvoirs, droits et intérêts y relatifs, y construire, les développer, les arroser, les cultiver, coloniser et autrement les améliorer et exploiter, et les louer, vendre ou autrement en disposer et trafiquer; et généralement exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble, d'amélioration de terrains et placement sur iceux;

Aider à la promotion, à l'organisation, au développement ou à l'administration d'aucune compagnie ou corporation, prélever et aider à prélever de l'argent, et aider au moyen de prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement, aucune corporation dans le fond social de laquelle la présente compagnie détient des actions, ou avec laquelle elle aura des relations d'affaires; agir comme employé, agent ou gérant d'aucune telle corporation, exercer son commerce et garantir l'exécution de contrats par aucune telle compagnie ou personne avec lesquelles elle transigera;

" Reliance Investments, limited "

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the third of November, 1916, incorporating MM. Herbert Henry Field, cashier; James Pollard Rice, manager; Frederick William James, car inspector; Maurice Arlington Owens, shoe worker, and John Henry Thompson, merchant, of Montreal, for the following purposes:

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as principal or agent, and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds or debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any bank or of any other duly incorporated company or companies of corporation or corporations;

To acquire by purchase or otherwise, and hold lands, timber limits or licenses, water lots, waterfalls, water privileges or concessions and powers and rights and interest therein, and to build upon, develop, irrigate, cultivate, farm settle and otherwise improve and utilize the same, and to lease, sell or otherwise deal with or dispose of the same; and generally to carry on the business of a land and land improvement and investment company;

To assist in the promotion, organization, development or management of any corporation or company, and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any corporation in the capital stock of which the company holds shares, or with which it may have business relations; and to act as employee, agent or manager of any such corporation and to carry on the business thereof and to guarantee the performance of contracts by any such corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations;

Exercer aucun commerce que la corporation croira susceptible d'être convenablement exercé conjointement avec les commerces et objets de la présente compagnie, ou nécessaire à la conduite profitable de son entreprise;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété de la corporation, ou autrement en disposer, en considération de ce qu'elle jugera convenablement, y compris des parts, des débetures ou des valeurs d'aucune corporation;

Se fusionner avec aucune autre corporation dont les fins sont semblables à celles de la présente compagnie;

Distribuer à ses actionnaires, en nature, aucune propriété de la corporation, et spécialement, les actions, les débetures ou les valeurs lui appartenant ou dont elle pourra disposer;

Faire tous actes et exercer tous pouvoirs et commerces tendant à l'accomplissement parfait des objets pour lesquels la présente compagnie est constituée et nécessaires pour la mettre en état de bien conduire son entreprise;

Faire toutes et chacune des choses précitées, soit comme principaux, soit comme agents ou procureurs, sous le nom de "Reliance Investments, limited", avec un fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

5957-45-2 Sous-secrétaire de la province.

"Farnham Realty Company, limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du dix-septième jour d'octobre 1916 constituant en corporation MM. Arthur Reginald Whitney Plimsoll, Reigner Brodeur, et Adolphe Chouinard, avocats, Hector Langevin, comptable, de Montréal et Linton Hossie Ballantyne, étudiant-en-droit, de Westmount, pour les fins suivantes:

Exercer sous toutes ses formes le commerce d'une compagnie d'immeubles et de terrains; acquérir par achat, louage, échange ou autrement, et utiliser, détenir et améliorer les terres, tenements, héritages, immeubles et intérêts en ic eux, avec pouvoir d'acheter, posséder, développer, améliorer, découvrir, coloniser, cultiver, louer, grever, échanger, vendre et autrement faire le commerce et disposer des terres et biens-fonds, cultivés ou non, ainsi que d'aucun intérêt ou droit en ic eux; à cette fin, dépenser de l'argent et employer des capitaux à acheter, arpenter, découvrir, améliorer, développer et rendre propres à l'occupation et à l'établissement les terres qui seront nécessaires aux objets de la dite corporation; et sur ces terres, faire, construire, ériger, bâtir et entretenir des routes, des ponts et autres voies de communication internes, des maisons, des moulins, des usines et des manufactures, ainsi que d'autres structures et installations nécessaires ou avantageuses à l'occupation ou à l'amélioration de ces terres; y faire et accomplir des travaux et améliorations;

Construire des résidences et autres structures sur la totalité ou aucune partie de ces biens-fonds;

Vendre, louer, transporter, échanger, aliéner ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de ces terrains, et les développer, les améliorer, diviser ces propriétés en lots à bâtir, en rues, ruelles, squares, ou autrement;

To carry on any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company and necessary to enable the company to profitably carry on its undertaking;

To lease, sell or otherwise dispose of the property and assets of the company, or any part thereof for such consideration as the company may deem fit including shares, debentures or securities of any company;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated and necessary to enable the company to profitably carry on its undertaking;

To do all or any of the above things, and as principals, agents or attorneys, under the name of "Reliance Investments, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

5958-45-2 Assistant Provincial Secretary.

"Farnham Realty Company, limited".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventeenth of October, 1916, incorporating Messrs. Arthur Reginald Whitney Plimsoll, Reigner Brodeur and Adolphe Chouinard, advocates, Hector Langevin, accountant, of Montreal and Linton Hossie Ballantyne, student-at-law, of Westmount, for the following purposes;

To carry on in all its branches the business of a real estate and land company; to acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to use, hold and improve lands, tenements, hereditaments, immoveables and interests therein, with the power of purchasing, holding, developing, improving, clearing, settling, cultivating, renting, pledging, exchanging, selling and otherwise dealing in and disposing of real estate and lands, whether cultivated or not, and any interest or right therein, and for that purpose to pay out and invest capital in purchasing, surveying, clearing, improving, developing and preparing for occupation and settlement such lands as may be necessary for the purpose of the said company; and in and upon such lands to make, construct, erect, build and maintain roads, bridges and other internal communications, houses, mills, factories and manufactures and other buildings and works necessary or expedient for the occupation or improvement of any such lands, and to operate and carry on any works or improvements thereon;

To construct dwelling houses and other buildings upon such real estate or any part thereof;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

Faire des avances au moyen de prêts aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des terrains de la compagnie pour fins de construction ou autres améliorations, aider par avances de deniers ou autrement à la construction et à l'entretien des chemins, des rues, de l'aqueduc, de l'égout et des autres travaux et améliorations propres à rendre plus accessibles les propriétés de la corporation et à en accroître la valeur;

Prendre et détenir des hypothèques, des mortgages, nantissements, liens et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou d'aucune somme d'argent à elle due par les acheteurs ou qu'elle aura avancée à ces derniers pour fins de construction ou pour d'autres améliorations;

Placer des capitaux sur de la propriété foncière pour l'avantage d'aucune personne ou corporation, assumer la surveillance et l'administration des placements ainsi faits ainsi que des placements semblables, et en garantir la valeur;

Acquérir et posséder des édifices à bureaux, des maisons de rapport ainsi qu'aucune autre catégorie de bâtisses, les vendre ou les louer en tout ou en partie; en être les agents ou administrateurs;

Être une agence ou une association représentant d'autres personnes qui confient à la compagnie des deniers à prêter ou à placer, aussi garantir le remboursement du capital, le service des intérêts, ou les deux, le paiement d'aucun montant d'argent confié à la corporation pour placement, pour assurance contre perte, sur aucune garantie ou obligation, ou le paiement d'aucune avance faite par la compagnie, recevoir et disposer d'aucune espèce de valeurs ou de garanties transportées, données en nantissement, hypothéquées, grevées, cédées ou déposées à la corporation en rapport avec ces garanties, obligation, avance ou placement;

Garantir aucun placement que fera la compagnie comme agent ou autrement;

Exercer le commerce d'agents d'immeubles généralement, acheter, vendre et administrer des propriétés et des successions, aussi louer les propriétés et en percevoir les revenus, le tout à commission ou par une autre manière de rémunération;

Faire vendre aux enchères publiques des propriétés mobilières ou immobilières, d'après les règlements municipaux et gouvernementaux qui s'y appliquent;

S'entremettre en qualité d'agents et courtiers pour préparer, arrêter des conventions, ou autrement obtenir des contrats d'assurances pour les clients et autres personnes en relation avec la compagnie et négocier des prêts et investissements;

Acquérir des terres dans ou près des limites d'aucune municipalité de la province de Québec, et construire sur ces terres des résidences de dimensions moyennes munies d'améliorations convenables;

Acquérir par achat, bail, concession, échange ou autre titre légal et détenir telle propriété mobilière ou immobilière jugée nécessaire et requise aux fins du commerce de la compagnie, et la payer en espèces, en actions libérées, en obligations ou autres valeurs de la corporation, et disposer des dites propriétés;

Acheter, acquérir, détenir, transporter, vendre et aliéner les parts, le capital, les débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente corporation ou qui exerce un commerce susceptible d'exercice profitable à la compagnie;

Emettre, transporter et répartir, comme acquittées, des parts du capital-action de la corporation

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, waterworks, sewers, and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value;

To take and hold hypothecs, mortgages, pledges, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes and or other improvements;

To invest moneys in immoveable property for the benefit of any person or corporation; to undertake the care and management of investments so made and similar investments and guarantee the security of the same;

To acquire and own office buildings, apartment houses and any and all other classes of buildings, and to sell or lease the same or parts thereof and to act as managers or agents for such buildings;

To act as an agency or association for or on behalf of others who entrust the company with money to lend or invest and also to secure the repayment of the principal, or the payment of the interest, or both, of any moneys entrusted with the company for investment, and for the purpose of securing the company against loss, upon any guarantee or obligation, of any advance made by the company and to receive and dispose of any description of assets or security which is conveyed, pledged, hypothecated, mortgaged, or assigned to or warehoused with the company in connection with such guarantee, obligation, advance or investment;

To guarantee any investment made by the company as agent or otherwise;

To carry on the business of real estate agents generally, including buying, selling and managing properties and estates, also renting properties and collecting rents, the whole for a commission, or other remuneration;

To hold auction sales of moveable and immoveable properties, subject to the municipal and government regulations applicable thereto;

To act as agents and brokers in arranging, contracting for or otherwise procuring contracts of insurance for customers and others having dealings with the company and to negotiate loans and investments;

To acquire lands in or near the boundaries of any municipality in the province of Quebec and to build on such lands dwelling houses of reasonable dimensions supply with proper improvements;

To acquire by purchase, lease, concession, exchange or other legal title and to hold such property, moveable or immoveable, as may be deemed necessary and requisite for the purposes of the company's businesses, and to pay for the same in cash, paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company and dispose of the said properties;

To purchase, acquire, hold, transfer, sell and dispose of the shares, stocks, debentures or securities in any other company having objects similar to those of this company or carrying on business capable of being conducted so as to benefit this company;

To issue, hand over and allot as paid up stock, shares of the capital stock of the company in

en paiement du commerce, de la franchise, de l'entreprise, de la propriété, des droits, privilèges, baux, licences, brevets, contrats, bien-fond, capital, créances ou autre propriété que la compagnie pourra légalement acquérir en vertu des présentes;

Vendre ou autrement disposer d'aucune partie des biens fonciers ou d'autre propriété possédés par la corporation en considération, pour les stipulations et conditions que la compagnie jugera avantageuses, et accepter du numéraire, des actions, des débetures, du capital ou des valeurs d'aucune autre compagnie en paiement total ou partiel;

Conclure aucun arrangement pour le partage des bénéfices ou l'union des intérêts avec aucune personne ou corporation exerçant, engagée dans, sur le point d'exercer ou de s'engager dans, aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou dans lesquels elle peut s'engager, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, les remettre avec ou sans garantie ou autrement en disposer;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, désigner les personnes qui, conformément aux lois de ces pays étrangers, devront l'y représenter et recevoir signification, pour elle et en son nom, d'aucune procédure ou action;

Se fusionner avec aucune autre compagnie dont les fins sont totalement ou partiellement semblables à celles de la présente corporation;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie en espèce ou autrement, tel qu'arrêté, aucun bien de la corporation, spécialement les actions, les obligations, les débetures ou les autres valeurs d'aucune autre compagnie appartenant à la corporation, ou dont elle pourra disposer;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer, ou aider à promouvoir, organiser, administrer ou développer aucune corporation, compagnie, aucun syndicat, aucune entreprise, et accomplir tous actes nécessaires ou s'y rattachant; souscrire, acquérir, garantir, émettre, détenir et aliéner la totalité ou aucune partie des parts ou valeurs d'aucune telle compagnie ou association;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercé en rapport avec le commerce et les objets de la corporation, ou propre à rendre profitables les biens et droits de la compagnie et à accroître leur valeur;

Les pouvoirs énumérés dans chaque paragraphe des présentes ne sont en aucune manière limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou inférence d'iceux, sous le nom de "Farnham Realty Company, limited", avec un fond social de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour d'octobre 1916.

C. J. SIMARD,

5681-43-2 Assistant-secrétaire de la province.

N. B.—Lire au treizième paragraphe des pouvoirs demandés de cette lettre patente, version française, dans la *Gazette Officielle* du 28 octobre 1916, page 2741, tel que dans celle-ci, au lieu de Emettre, céder, etc., etc.

payment of any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, licenses, patents, contracts, real estate, stock, assets and or other property or rights which the company may lawfully acquire by virtue hereof;

To sell or otherwise dispose of any portion of the real estate immovable or other property owned by the company such consideration and upon such terms and conditions as the company shall see fit, and to accept cash, shares, debentures, stock or securities of any other company in payment or part payment thereof;

To enter into any arrangement for sharing of profits or union of interest with any person or company carrying on, or engaged in, or about to carry on, or engage in any business or transaction, which this company is authorized to engage in or carry on, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without warranty or otherwise deal in the same;

To secure the registration and recognition of the company in any foreign country, and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on its behalf of any process or suit;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To distribute amongst the shareholders of the company in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company; particularly the shares, bonds, debentures or other securities of any other company belonging to the company, or which the company have the power to dispose of;

To promote, organize, manage or develop, or assist in the promotion, organisation, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking and to do all acts, necessary or incidental thereto; and to underwrite, acquire, guarantee, issue, hold and dispose of all or any of the shares or securities of any such company or association;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company, or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights;

The powers in each paragraph hereof are to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Farnham Realty Company, limited", with a capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of October, 1916.

C. J. SIMARD,

5682-43-2 Assistant Provincial Secretary.

N. B.—In the thirteenth paragraph of the powers granted by these letters patent, french version, in the *Official Gazette* of the 28th October, 1916, page 2741, read as published above, instead of :—Emettre, céder, etc., etc.

"Medical & Surgical Supply Company".

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour d'octobre 1916, constituant en corporation MM. Hubert Cecil George Mariotti, avocat; Isabella Stewart Macfarlane, sténographe, de Montréal; Egbert William Westover, Charles Mackay Cotton et Frederick Thomas Enright, avocats, de la cité de Westmount, pour les fins suivantes:

Fabriquer, importer, acheter, vendre et faire le commerce de l'alcool, des peintures, des huiles, des matières colorantes, de la verrerie, des articles de toilette, du tabac, des liqueurs, des cigares, de la papeterie, de la bibeloterie, des parfums, appareils de chirurgie, accessoires de médecine et de clinique, des bouteilles, canettes, bocaux, récipients, étiquettes, ainsi que de tous objets semblables ou de même espèce, des fournitures et effets de pharmacie et de magasin général, et des articles qui en font partie;

Exercer généralement et sous toutes ses formes le commerce d'importation;

Exercer généralement et sous toutes ses formes l'industrie de la fabrication des produits chimiques;

Exercer un commerce général en gros de pharmacie et de propriétaires d'un négoce de drogues;

Exercer le commerce d'agents de manufacturiers;

Acheter, vendre, louer, acquérir et aliéner d'aucune manière la propriété immobilière nécessaire aux fins de son commerce;

Acquérir et disposer des marques de commerce, brevets et droits de faire affaires, dont la corporation trafique ou dont elle pourra trafiquer, ou qui s'y rattachent;

Acheter, acquérir, posséder, détenir, ou autrement faire commerce et disposer des valeurs, actions, obligations, débiteures ou parts d'aucune compagnie quelconque dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Conclure aucun arrangement relatif à la fusion, à l'union des intérêts ou à la concession réciproque avec aucune corporation, société ou personne exerçant aucun commerce totalement ou partiellement semblable à celui de la présente compagnie;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de l'actif et du passif, comme commerce en opération ou autrement, d'aucune corporation ou personne exerçant aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou qui est en possession d'aucune propriété qui convient aux objets de la présente corporation, et payer ce commerce ou cette propriété totalement ou partiellement avec des actions et des obligations de la présente compagnie;

Faire toutes et chacune des autres choses, ou exercer aucun autre commerce, avantageux ou se rattachant à la bonne réalisation des objets précités;

Faire toutes les choses susdites que la corporation est autorisée à faire, soit comme principaux soit comme agents, sous le nom de "Medical & Surgical Supply Company", avec un fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) parts de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'octobre 1916.

C. J. SIMARD,

5835—44-2 Sous-secrétaire de la province.

"Medical & Surgical Supply Company".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of October, 1916, incorporating Messrs. Hubert Cecil George Mariotti, advocate; Isabella Stewart Macfarlane, stenographer, of Montreal; Egbert William Westover; Charles Mackay Cotton and Frederick Thomas Enright, advocates, of the city of Westmount, for the following purposes:

To manufacture, import, purchase, sell and deal in alcohol, paints, oils, dye stuffs, glassware, toilet articles, tobaccos, liquors, cigars, stationery, fancy goods, perfumeries, surgical apparatus, physicians and hospital supplies, bottles, cans, jars, boxes, containers, labels, and all similar or kindred articles, and druggist and general-store sundries and supplies and articles entering into the composition thereof;

To carry on generally the business of importers in all its branches;

To carry on the business of manufacturing chemists generally, in all its branches;

To carry on a general wholesale druggist's sundries and proprietary druggs business;

To carry on the business of manufacturers' agent;

To buy, sell, lease, acquire and dispose of, in any manner whatsoever, real estate necessary for the purposes of its business;

To acquire and dispose of trade marks, patent and trade rights in any article of commerce dealt in or which may be dealt in by the company or connected therewith;

To purchase, acquire, possess and hold or otherwise deal in and deal with any securities, stocks, bonds, debentures or shares of any company whatsoever having objects in whole or in part similar to this company;

To enter into any arrangement for amalgamation, joinder of interest or reciprocal concession with any company, firm or person carrying on business in whole or in part similar to that of this company;

To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, assets and liabilities, as a going concern or otherwise, of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of any property suitable for the purposes of this company, and to pay for such business or property, in whole or in part, with the stock and bonds of this company;

To do any and all other things or to carry on any other business that may be expedient for or incidental to the due carrying out of the above purposes;

To do any of the above things that the company is authorized to do either as principal or agent, under the name of "Medical & Surgical Supply Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of the business, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of October, 1916.

C. J. SIMARD,

5836—44-2 Assistant Provincial Secretary.

"La Fonderie de l'Islet, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1916, constituant en corporation M.M. Henri Laberge, comptable, Joseph Edouard Thibault, industriel, Joseph Polydore Guay, agent commercial, Emile Després, fondeur, Aimé M. Dechêne, avocat, et Alexandre Talbot, cultivateur, de Montmagny, dans les buts suivants:

Acquérir et prendre charge du commerce actuellement exercé dans la paroisse de l'Islet, sous la raison sociale "La Fonderie de l'Islet enregistrée" ainsi que de la totalité ou d'aucune partie de l'actif ou du passif des propriétaires du dit commerce;

Acquérir, opérer toute fonderie, atelier mécanique, usine, pour la fonte, l'affinage, le plaquage, la préparation industrielle du fer, du cuivre, du nickel, du manganèse et des divers métaux, et de leurs sous-produits, en faire le commerce sous leurs différentes formes, soit comme principal ou agents en gros et en détail;

Acheter, vendre, manufacturer des instruments agricoles, des voitures de toutes sortes, des matériaux de construction et en faire le commerce généralement, comme principal ou agent;

Acheter, vendre, échanger, hypothéquer ou autrement aliéner tout immeuble, lot de terre, terrains boisés, pouvoirs hydrauliques que la compagnie jugera propres au développement de son commerce et industrie;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets d'invention, permis ou droits de même nature ou autres informations concernant toute invention, brevet ou permis qui sembleront capables d'être utilisés aux fins de la compagnie ou en disposer;

Emettre et répartir des actions acquittées de la présente compagnie en plein paiement ou paiement partiel de toute propriété, mobilière ou immobilière, biens, droits, bail, commerce, franchise, entreprise, pouvoirs, privilèges, licences, concessions, raison sociale ou autres droits de propriété qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes;

Payer en actions acquittées ou en partie acquittées de la compagnie, tout service en rapport avec la promotion, l'organisation et la mise en opération de la compagnie;

Acheter, louer, opérer toute usine, machine, pouvoirs nécessaires à la préparation, fabrication des bois utiles aux fins de la compagnie, faire le commerce de tout bois préparé ou à son état naturel, sous ses différentes formes, suivant qu'elle le jugera utile et à propos;

Les pouvoirs contenus dans chacun des paragraphes de la présente charte ne seront ni limités ni restreints par induction ni déduction des termes de tout paragraphe précédent, sous le nom de "La Fonderie de l'Islet, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à l'Islet.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour d'octobre 1916.

C. J. SIMARD,

5837-44-2 Sous-secrétaire de la province.

"La Fonderie de l'Islet, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth of October, 1916, incorporating Henri Laberge, accountant, Joseph Edouard Thibault, manufacturer, Joseph Polydore Guay, commercial agent, Emile Després, founder, Aimé M. Dechêne, advocate and Alexandre Talbot, farmer, of Montmagny, for the following purposes:

To acquire and take over the business now being carried on in the parish of l'Islet, under the firm name and style of "La Fonderie de l'Islet, enregistrée" together with the whole or any part of the assets and goodwill of the owners of said business;

To acquire and operate any foundry, machine shop and works for the smelting, refining, plating and the preparing for trade of iron, copper, nickel, manganese and various metals and by-products thereof, to deal therewith under all forms either as principal or agent, wholesale and retail;

To buy, sell, manufacture agricultural implements, vehicles of every kind, building materials and generally deal therein as principal or agent;

To buy, sell, exchange, hypothecate or otherwise alienate any immoveable, lot of land, timber land, water powers which the company may think suitable for the development of its business and industry;

To apply for, buy or otherwise acquire or dispose of any patents, permits or rights of a like nature or other informations as to any inventions, patents or permits which may seem capable of being used for the company's purposes;

To issue and allot paid up shares of the present company in full or part payment of any property, moveable or immoveable, assets, rights, leases, business, franchise, undertaking, powers, privileges, licenses, concessions, trade names or other rights of ownership which it may legally acquire by virtue hereof;

To pay in paid up shares or partly in paid up shares any services incidental to the promotion, organization and the putting into operation of the company;

To buy, lease, operate any shop, machine, powers necessary for the preparation and manufacturing of wood suitable for the company's purposes, to deal in wood prepared or in the natural state, under the various forms thereof which it may think suitable and proper to do so;

The powers in each of the clauses of the present charter to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any preceding clause, under the name of "La Fonderie de l'Islet, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars, (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at l'Islet.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of October, 1916.

C. J. SIMARD,

5838-44-2 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie Electrique de Trois-Pistoles, limitée".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec,

"La Compagnie Electrique de Trois-Pistoles, limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Prov-

des lettres patentes, en date du 26 octobre 1916, constituant en corporation MM. Joseph Ouellet, industriel, Léon Beauchemin gérant de banque, Léon D'amours, industriel, Joseph Simon Gagnon, hôtelier, et L. Gonzague Belzil, rentier, de Trois-Pistoles, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail d'importation et d'exportation de tous articles, appareils, machineries concernant l'électricité dans toutes ses applications industrielles et scientifiques;

Faire le commerce en gros et en détail d'importation et d'exportation de tous articles, marchandises, objets d'art pouvant servir à l'ornementation ou décoration des places et édifices publics ou des résidences;

Faire le commerce en gros et en détail d'importation et d'exportation de tous appareils, machineries, pouvoirs moteurs hydrauliques, à vapeur, à gaz ou gazoline, à l'huile, pouvant servir à la production de l'électricité sous toutes ses formes;

Construire, acquérir par achat ou par titre équivalent des immeubles, des établissements, ateliers, entrepôts, hangars pour l'emmagasinage des marchandises nécessaires au commerce de la compagnie ou à son industrie;

Construire, acquérir par achat ou par titres équivalents des immeubles, manufactures, usines; manufacturer, fabriquer en tout ou en partie des articles, marchandises, machineries faisant partie du commerce de la compagnie ou de son industrie;

Fabriquer ou acquérir, à quelque titre que ce soit, les instruments, les matériaux et tout l'outillage nécessaire pour l'exploitation, sous toutes ses formes, des travaux d'éclairage à la lumière électrique et faire à l'entreprise, tous les travaux qui concernent l'électricité du commerce ou de l'industrie de la compagnie;

Construire, acquérir, posséder, vendre, louer des meubles, immeubles, pouvoirs hydrauliques ou à vapeur, au gaz, à la gazoline ou à l'huile; construire et installer des lignes de transmission électrique; utiliser, vendre, louer la force motrice électrique tant pour les terrains de la compagnie que pour les services publics, le commerce et l'industrie dans les districts de Rimouski et Kamouraska;

Acquérir toutes entreprises semblables, en tout ou en partie, à celle de la compagnie, ainsi que le matériel, la clientèle et droits de toutes personnes ou sociétés;

Faire l'étude, l'acquisition, l'exploitation ou la vente de tous brevets, inventions ou procédés d'amélioration ayant trait aux entreprises de la compagnie;

De payer pour tous services rendus à la compagnie ou requis par elle ou pour toutes acquisitions de la compagnie en deniers comptants, en billets, actions libérées ou en obligations de la compagnie en partie ou chacune de ces manières;

Faire le commerce d'immeubles en général et tout commerce s'y rattachant;

Construire ou louer ou acheter tout immeuble devant servir à favoriser des représentations théâtrales ou autres et faire l'exploitation des dits théâtres, sous le nom de "La Compagnie Electrique de Trois-Pistoles, limitée", avec un fonds social de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en trois cents (300) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune;

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Trois-Pistoles.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour d'octobre 1916.

C. J. SIMARD,

5843—44—2

Sous-secrétaire de la province

ince of Quebec, bearing date the twenty sixth October, 1916, incorporating Joseph Ouellet, manufacturer, Léon Beauchemin, bank manager, Léon D'amours, manufacturer, Joseph Simon Gagnon, hotelkeeper, and L. Gonzague Belzil, annuitant, of Trois-Pistoles, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of importers and exporters of all electrical supplies, appliances and machinery for all manufacturing and scientific uses to which electricity may be applied;

To carry on the wholesale and retail business of importers and exporters of all articles, goods and objects of art suitable for the ornamentation and decoration of public squares and buildings and residences;

To carry on the wholesale and retail business of importers and exporters of all hydraulic, steam, gas, or gasoline and oil apparatuses, machinery and motive powers suitable for the production of electricity under all forms;

To construct, acquire by purchase or equivalent title, immoveables, establishments, workshops, warehouses and stores for the storing of all merchandise requisite for the business and industry of the company;

To construct, acquire by purchase or equivalent title, immoveables, manufactories, shops;

To manufacture, fabricate, in whole or in part, appliances, merchandise and machinery forming part of the business or industry of the company;

To manufacture or acquire under any title whatever the appliances, materials and equipment necessary for the general exploitation of electric works and light and to execute, by contract, all works relating to electricity incidental to the business or industry of the company;

To construct, acquire, own, sell, lease moveables and immoveables, and hydraulic or steam, gas, gasoline or oil power; to construct and instal electric transmission lines; to utilize, sell, lease electric motive power both for the lands of the company and for public services, trade and industry within the districts of Rimouski and Kamouraska;

To acquire all undertakings, wholly or partly similar to that of the company and the equipment, goodwill and rights of any persons or partnerships;

To study, acquire, operate or sell any patents, inventions or improvement processes, relating to the company's undertakings;

To pay for all services rendered to the company or required by it or for all acquisitions of the company in cash, notes, paid up shares or in bonds of the company or partly in any of the above means;

To generally deal in real estate and carry on any other business incidental thereto;

To construct, lease or buy any immovable to be used for the giving of theatrical or other representations and to operate said theatres, under the name of "La Compagnie Electrique de Trois-Pistoles, limitée", with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into three hundred (300) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Trois-Pistoles.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of October, 1916.

C. J. SIMARD,

5844—44—2

Deputy Provincial Secretary.

Avis de l'Assemblée législative, relativement aux bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session

Notice of the legislative Assembly, relating to private bills to be introduced during the coming session

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 octobre et présentés avant le 28 novembre 1916, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 17 et reçues avant le 22 novembre 1916, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 12 décembre 1916.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 24th October and introduced before the 28th November, 1916; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 17th and received before the 22nd November, 1916; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 12th December, 1916.

Le greffier.
L.-P. GEOFFRION,
Québec, ce 27 septembre 1916. 5179—39-7

L.-P. GEOFFRION,
Clerk.
Quebec, the 27th September, 1916. 5180—39-7

Bills privés, parlement fédéral

Private bills, federal parliament

CHAMBRE DES COMMUNES

HOUSE OF COMMONS

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

All applications to Parliament for Private Bills, shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter, to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such work, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows;

1. Pour des lois de constitution en corporation.

1. For acts of Incorporation.

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilège spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate;

(c) ou d'une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de garantie; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without any special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation:

2. For amendments to acts of incorporation:

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé;

(a) For the extension of a line or railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continua-

(b) For the revival or continuation of charter

tion d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives: et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statutaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés, tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
Greffier de la Chambre des Communes.
5509—41-13

or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons. Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,
Clerk of the House of Commons.
5510—41-13

Demandes à la Législature

Applications to the Legislature

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine législature de la province de Québec, pour fins d'incorporer la "National Exhibition Society", dans le but d'organiser, contrôler des exhibitions agricoles, horticoles et industrielles, des exhibitions de bestiaux et de produits canadiens et autres, et d'autres exhibitions du même genre; tenir des foires et des exhibitions et entretenir des places d'amusement et de récréation pour le public, ainsi qu'à établir et faire des luttes à la course s'y rattachant, obtenir des licences spéciales pour la vente des spiritueux et autres fins.

5925—45-5
LEON GARNEAU,
Avocat des requérants.

Notice is hereby given that application will be made at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act to incorporate the "National Exhibition Society", with power to organize and control agricultural, horticultural and industrial exhibitions, farm stock shows, exhibitions of canadian and other products and other exhibitions of a like nature; to conduct fairs and exhibitions and keep places of amusement and recreation for the public and to establish and conduct running and trotting races in connection therewith, to obtain special licenses for the sale of spirituous liquors and other purposes.

5926—45-5
LEON GARNEAU,
Attorney for Applicants.

Avis est par les présentes donné que les Révérendes Dames Marie Troney, en religion Sœur Saint-Idéphonse; Christine Durix, en religion sœur Marie de l'Incarnation; Rose Debrois, en religion sœur Marie Marcellin; Marie Bonnetain, en religion sœur Saint-Cyr; Benoite Bassel, en religion sœur Emérence, actuellement résidant à la Pointe aux Esquimaux, comté de Saguenay, feront application à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un bill pour les incorporer en corporation civile, sous le nom de "La Congrégation des Sœurs du Saint-Enfant Jésus", pour les objets suivants, savoir: enseignement élémentaire et supérieur, création de noviciats, établissements pour des œuvres pieuses, de charité et d'éducation, avec tous les autres droits et pouvoirs conférés aux établissements du même genre dans la province de Québec, le tout avec le consentement et l'autorisation de l'autorité ecclésiastique.

S. C. RIOU,
Procureur des requérantes.
Fraserville, 30^e octobre 1916. 5855—44-4

Notice is hereby given that the Reverend Marie Troney, in religion sister Saint Idéphonse; Christine Durix, in religion sister Marie de l'Incarnation; Rose Debrois, in religion sister Marie Marcellin; Marie Bonnetain, in religion sister Saint Cyr, Benoite Bassel, in religion sister Emérence, actually residing at the Pointe aux Esquimaux, county of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an Act incorporating them into a civil corporation under the name of "La Congrégation des Sœurs du Saint Enfant Jésus", for the following purposes: elementary and superior education, creation of noviciates, foundations for pious, charity and education purposes, with all other rights and powers enjoyed by similar establishments in the province of Quebec, the whole with the consent and authorization of the Ecclesiastical Authority.

S. C. RIOU,
Attorney for petitioners.
Fraserville, 30th October, 1916. 5856—44-4

Avis est donné que lors de l'étude du projet de loi que la Cité de Verdun soumettra à la Législature de Québec, à sa prochaine session, une demande sera faite d'annexer la dite cité à la cité de Montréal, de fixer les conditions de cette annexion, et pour autres fins.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER,
Avocats des requérants.
Montréal, 30 octobre 1916. 5911—44-4

Avis public est donné que lors de l'étude du projet de loi que la cité de Montréal soumettra à la Législature de Québec, à sa prochaine session, tendant à amender sa charte, une demande sera faite d'abroger les dispositions de sa charte se rapportant au mode d'expropriation, et de décréter que toutes les expropriations faites par la cité seront régies par les articles 7581 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909.

DESSAULLES, GARNEAU
& VANIER
Avocats des requérants.
Montréal, 30 octobre 1916 5913—44-4

Avis public est donné, que lors de l'étude du projet de loi que la cité de Montréal soumettra à la Législature de Québec, à sa prochaine session, tendant à amender sa charte, une demande sera faite d'annexer à la cité de Montréal, la cité de Verdun et la ville de Cartierville, de fixer les conditions de ces annexions et pour autres fins.

DESSAULLES, GARNEAU
& VANIER,
Avocats des requérants.
Montréal, 30 octobre 1916. 5915—44-4

Avis public est donné que demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, lors de la prise en considération du bill de la cité de Montréal, aux fins d'amender sa charte, d'annexer la ville du Sault-au-Recollet et la ville de Montréal-Nord à la cité de Montréal, de déterminer les conditions de ces annexions, et pour autres fins.

J. A. LAMARCHE,
Avocat des requérants.
Montréal, 30 octobre 1916. 5859—44-4

Avis public est par le présent donné que la Banque Molson demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit passée amendant la loi 6 George V, chapitre 65, relativement à l'annulation de l'émission d'obligations des commissaires d'écoles de la ville de Maisonneuve, et pour autres fins.

MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
SHAUGHNESSY & HEWARD,
Procureurs de la Banque Molson.
Montréal, 24 octobre 1916. 5813—43-4

Avis public est par les présents donné que Charles Henry Barr, des cité et district de Montréal, docteur ès science dentaire (université McGill), demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi l'autorisant à être admis à la profession de dentiste et à exercer l'art dentaire, après examen final pour l'admission à la pratique, devant le Bureau des gouverneurs du Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

HIBBARD, GOSSELIN & MOYSE,
Procureurs du requérant.
Montréal, 25 octobre 1916. 5801—43-4

Public notice is hereby given that upon the consideration of the bill to be submitted by the city of Verdun to the Quebec Legislature, at the next session thereof, to amend its charter, application will be made for the annexation of the said city to the City of Montreal, to determine the conditions of such annexation, and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER,
Solicitors for applicants.
Montreal, 30th October, 1916. 5912—44-4

Public notice is hereby given that upon the consideration of the bill to be submitted by the city of Montreal to the Quebec Legislature, at the next session thereof, for the amendment of its charter, application will be made to repeal the provisions contained in the said charter, concerning expropriation proceedings, and to enact that all expropriations made by the City of Montreal shall be governed by sections 7581 and following of the Revised Statutes of Quebec, 1909.

DESSAULLES, GARNEAU
& VANIER
Solicitors for applicants.
Montreal, 30th October, 1916. 5914—44-4

Public notice is hereby given that upon the consideration of the bill to be submitted by the city of Montreal to the Quebec Legislature, at the next session thereof, for the amendment of its charter, application will be made for the annexation of the city of Verdun and of the town of Cartierville to the city of Montreal, to determine the conditions on which such annexations will be made, and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU
& VANIER,
Solicitors for applicants.
Montreal, 30th October, 1916. 5916—44-4

Public notice is hereby given that an application will be made to the Quebec Legislature, at its next session, upon the consideration of the city of Montreal's bill, to amend its charter, to annex the town of Sault-au-Recollet and the town of Montreal-North to the city of Montreal, to determine the conditions of such annexations and for other purposes.

J. A. LAMARCHE,
Solicitors for applicants.
Montreal, 30th October, 1916. 5860—44-4

Public notice is hereby given that the Molson's Bank, will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for a bill to amend the Act 6, George V, chapter 65, relating to the cancellation of the bond issue of the school commissioners of the town of Maisonneuve and for other purposes.

MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
SHAUGHNESSY & HEWARD,
Attorneys for Molson's Bank.
Montreal, 24th October, 1916. 5814—43-4

Public notice is hereby given that Charles Henry Barr, of the city and district of Montreal, doctor of dental science (Mc Gill University), will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing him to be admitted to the profession of dentist and to practise dentistry, after final examination to practise by the board of Governors of the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec.

HIBBARD, GOSSELIN & MOYSE,
Attorneys for Petitioner.
Montreal, 25th October, 1916. 5802—43-4

Avis public est par le présent donné que la "Anglo-American Trust Company", demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit passée prolongeant le délai auquel il est pourvu dans la loi 5 George V, chapitre 124, et pour autres fins.

MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
SHAUGHNESSY & HEWARD,
Procureurs de la Anglo-American Trust Company.
Montréal, 24 octobre 1916. 5815—43-4

Avis public est par les présentes donné que Frédéric William Saunders, des cité et district de Montréal, docteur ès science dentaire (université McGill), demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi l'autorisant à être admis à la profession de dentiste et à exercer l'art dentaire, après examen final pour l'admission à la pratique, devant le Bureau des gouverneurs du Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

HIBBARD, GOSSELIN & MOYSE,
Procureurs du requérant.
Montréal, ce 24 octobre 1916. 5803—43-4

Avis est par les présentes donné que Joseph Orphir Brunet, des cité et district de Montréal, dûment autorisé par le Collège des chirurgiens et dentistes de la province de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, et présentera un bill l'autorisant à être admis à la profession de dentiste, après avoir passé l'examen requis.

Z. FONTAINE,
Procureur du requérant.
Edifice La Presse,
Montréal, 23 octobre 1916. 5805—43-4

CITÉ DE QUÉBEC.

HOTEL DE VILLE.

BUREAU DU GREFFIER DE LA CITÉ.

Québec, 12 octobre 1916.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Québec, s'adressera à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation: et pour demander d'être autorisée à emprunter une somme de \$796,000. (sept cent quatre-vingt-seize mille piastres) pour payer le coût de travaux permanents dans les rues et places publiques de la cité; pour travaux permanents sur les terrains de la Commission de l'Exposition; pour l'ouverture de la rue Lockwell; pour souscription au Monument de la Foi; pour trottoirs permanents; pour montants payés pour fins de guerre; et de plus pour modifier la largeur de la chaussée dans certaines rues de la ville; pour amender la loi relativement à la liste des employés qui doit être fournie par chaque employeur; pour imposer une taxe spéciale pour l'enlèvement des vidanges et de la neige par la cité, ou par contrats; pour faire appliquer au Greffier de la Cour du Recorder de la cité la disposition 5821 des statuts refondus de la province; pour faire administrer la ville par des commissaires; pour faire abroger la loi empêchant d'imposer une taxe sur les ouvriers non résidents; pour autoriser la ville à imposer une taxe sur les automobiles; pour être autorisée à imposer une taxe de un pour cent (1%) sur les revenus du Téléphone Bell; pour être autorisée à imposer une taxe de un pour cent (1%) sur les primes perçues par les Compagnies d'assurance contre le feu; pour être autorisée à porter le taux de l'intérêt à

Public notice is hereby given that the Anglo-American Trust Company will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for a bill to extend the delay provided for in the Act 5 George V, chapter 124, and for other purposes.

MEREDITH, HOLDEN, HAGUE,
SHAUGHNESSY & HEWARD,
Attorneys for the Anglo American Trust Coy.
Montreal, 24th October, 1916. 5816—43-4

Public notice is hereby given that Frederic William Saunders, of the city and district of Montréal, doctor of dental science (McGill University), will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing him to be admitted to the profession of dentis and to practise dentistry, after final examination to practise by the Board of Governors of the college of dental surgeons of the province of Quebec.

HIBBARD, GOSSELIN & MOYSE,
Attorneys for petitioner.
Montreal, this 24th day of October, 1916.
5804—43-4

Notice is given, by these presents, that Joseph Orphir Emile Brunet, of the city and district of Montreal, duly authorized by the College of dental Surgeons of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, and will present a bill authorizing him to be admitted to the profession of dentist, after having passed the required examinations.

Z. FONTAINE,
Attorney for petitioner.
La Presse, building.
Montreal, 23th October, 1916. 5806—43-4

CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

CITY CLERK-S OFFICE.

Quebec, 12th October, 1916.

Public notice is hereby given that the city of Quebec, will apply to the Legislature of this Province, at its next session, for certain amendments to its charter of incorporation: for authorization to borrow a sum of \$796,000. (seven hundred and ninety six thousand dollars), to pay the cost of permanent works in the streets and public places of the city; for permanent works on the grounds of the Exhibition Commission; for the opening of Lockwell street; for a subscription to the Monument of the Faith; for permanent sidewalks; for amounts paid for war purposes; and moreover, to modify the width of the roadway in certain streets of the City; to amend the law concerning the list of employees to be supplied by each employer; to impose a special tax for the removal of garbage and snow by the City or by contracts; to make applicable to the Clerk of the Recorder's Court of this City the provisions of article 5821 of the Revised Statutes of the Province; to place the city under the administration of commissioners; to repeal the law prohibiting the imposition of a tax on non-resident workmen; to authorize the city to impose a tax upon automobiles; to obtain authorization to levy a tax of one per cent (1%) on the revenues of the Bell Telephone; to obtain authorization to impose a tax of one per cent (1%) upon the premium perceived by the Fire Insurance Companies; to obtain authorization to increase the rate of interest to seven per cent (7 p.c.) on sums over-due, to obtain authorization to build a

sept pour cent (7%) sur les sommes passées dues; pour être autorisée à construire un viaduc sur la rue Octave, et pour autres fins.

Par ordre,
H. J. J. B. CHOUINARD,
5533-42-4 Greffier de la Cité.

viaduct over Octave street, and for other purposes.

By order,
H. J. J. B. CHOUINARD,
5534-42-4 City Clerk.

Avis public est par les présentes donné que la National Jockey Club Limitée, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant sa charte, et pour autres fins.

PAUL LUCIEN TREMPE,
Secrétaire de la National Jockey Club, Limitée.
Montréal, 30 septembre 1916. 5555-42-4

Public notice is hereby given that the National Jockey Club Limitée, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act ratifying and confirming its charter, and for other purposes.

PAUL LUCIEN TREMPE,
Secretary of the National Jockey Club Limitée.
Montreal, 30th September, 1916. 5556-42-4

Avis public est par les présentes donné que Jean-Baptiste Forget, marchand, Aldéric Ouellette, commerçant, tous deux du village de Mont-Laurier, Cyrille Lafontaine, cultivateur, de Ferme-Neuve, Auguste L'Allier, cultivateur, du canton de Robertson, Evariste Forget, cultivateur, du canton de Campbell et Anthime Dubreuil, notaire, du village de Mont-Laurier, comté de Labelle, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée afin de créer une nouvelle division d'enregistrement et une nouvelle municipalité de comté, avec bureau et chef-lieu au village de Mont-Laurier, de tout ce territoire compris dans la partie nord du comté de Labelle et d'Ottawa, savoir: de tous ces cantons, paroisses, villages ainsi que district non organisés situés au-dessus d'une ligne traversant ces comtés de l'est à l'ouest, au sud des cantons de Amherst, Addington, Preston, Papineau, Wells, Bigelow, Blake dans le comté de Labelle et des cantons de Cameron et Bouchette dans le comté d'Ottawa.

A. DUBREUIL,
Procureur des requérants.
Mont Laurier, 7 octobre 1916. 5541-42-4

Public notice is hereby given that Jean Baptiste Forget, merchant, Aldéric Ouellette, trader, both of the village of Mont Laurier, Cyrille Lafontaine, farmer, of Ferme-Neuve, Auguste L'Allier, farmer, of the township of Robertson, Evariste Forget, farmer, of the township of Campbell and Anthime Dubreuil, notary, of the village of Mont Laurier in the county of Labelle, will apply to the Legislature of Quebec at the next session for an act creating a new division of registration and a new municipality of County, both with a chef-lieu in the village of Mont Laurier, of all that territory comprised in the Northern parts of the County of Labelle and of the county of Ottawa and being all townships, parishes, villages and inorganized districts being above a line running from east to west south of the township of Amherst, Addington, Preston, Papineau, Wells, Bigelow, Blake in the county of Labelle and south of the townships of Cameron, Bouchette in the county of Ottawa.

A. DUBREUIL,
Attorney for petitioners.
Mont Laurier, 7th October, 1916. 5542-42-4

Avis est par le présent donné pour certains propriétaires et contribuables de la cité de Montréal, que demande sera faite à la Législature de la province, à sa prochaine session, lors de la présentation du bill de la cité de Montréal, qu'un amendement soit fait à sa charte pourvoyant à l'élection de quatre commissaires à être choisis par un comité électoral nommé à cette fin par les divers corps publics, et à qui l'administration des affaires de la cité sera confiée.

H. A. HUTCHINS,
5587-42-4 Procureurs des requérants.

Public notice is hereby given on behalf of certain proprietors and rate payers in the city of Montreal, that application will be made at the next session of the Provincial Legislature, when the bill concerning the city of Montreal is presented, for an amendment to the charter providing for the election of four commissioners to be selected by an electoral committee nominated by various public bodies, for that purpose and to whom the conduct of the city affairs will be entrusted.

H. A. HUTCHINS,
5588-42-4 Attorney for Applicants.

Canada,
Province de Québec.

Avis public est par les présentes donné que les Ecoles Royales d'Agriculture, corporation légalement constituée, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'augmenter son capital-actions, de permettre l'admission, dans ses écoles, des fils de soldats et marins, à des conditions spéciales et de l'autoriser à construire pour son usage particulier une ligne de Tramways raccordant son école à Saint Adolphe de Howard, dans la province de Québec, à la ligne de chemin de fer la plus rapprochée, avec pouvoirs à ces fins d'exproprier les terrains requis suivant les articles 6467 et suivants, S. R. Q., 1909, et autres pouvoirs.

BEAUREGARD & LABELLE,
Avocats de la requérante.
Montréal, 7 octobre 1916. 5651-42-4

Canada,
Province of Quebec.

Public notice is hereby given that, "The Royal Agricultural Schools", will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of an act to amend its act of incorporation by increasing the Capital of the Company, providing for the education of sons of soldiers and sailors, at special terms, and authorizing the construction of a private line of Tramways to connect to the property of the Company at Saint Adolphe of Howard, of the Province of Quebec, with the nearest to Railway Station and for so doing to have the power to expropriate according to the provisions of Articles 6467 and following, R. S. Q., 1909, and other powers.

BEAUREGARD & LABELLE,
Attorneys for petitioner.
Montreal, 7th October, 1916. 5652-42-4

Avis public est par les présentes donné par la corporation du village de Sainte-Thérèse de Blainville, qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi l'incorporant comme ville, en vertu des dispositions de la loi des cités et villes, avec certains pouvoirs spéciaux additionnels relatifs aux sens et listes électorales; tenue des élections; biens imposables; approbation des règlements par les propriétaires; licences et permis; taxes sur salles de vues animées; santé publiques; visite des maisons et inspection des bâtiments et industries insalubres et nuisibles; abat-toirs; publicité; bonis; débits de boissons et tempérance; terrains de jeux, parcs, hôtel de ville, stations de pompes à incendies, emprunts pour leur acquisition, améliorations et maintien; taxes spéciales pour améliorations locales ou autres; emprunts généralement; taxes et licences d'affaires; rues, ruelles, voies publiques, trottoirs; égouts, drains et aqueduc; approvisionnement d'eau, éclairage et chauffage; taxes des compagnies de téléphone, télégraphe et de pouvoirs électriques; avis aux débiteurs de taxes; expropriations; terrains en culture; et pour autres fins.

ALPHONSE DECARY,
Procureur de la requérante.

Village Sainte-Thérèse de Blainville, 18 octobre 1916. 5641—42-2

Public notice is hereby given by the corporation of the village of Sainte Thérèse de Blainville, that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act incorporating the said village of Sainte Thérèse de Blainville, as a town, in virtue of the dispositions of the cities and towns act, with further additional special powers respecting qualifications for municipal offices; lists of electors; holding of elections; taxable properties; approbation of by-laws by the proprietors; licenses and permits; taxes on moving pictures; public health, visit and inspection of houses and buildings; unwholesome and noxious establishments and industries; abattoirs; advertising, bonis; licensed establishments and temperance; play grounds, parks, city hall, fire stations, loans for their purchase, improvements and maintenance; special taxes for local improvements and others; loans generally; business taxes and licenses; streets, lanes, public roads, sidewalks, sewers, drains and waterworks; water supply; lighting and heating; taxes on telephone, telegraph and electric powers companies; notices to tax debtors; expropriations; land under cultivation, and for other purposes.

ALPHONSE DECARY,
Attorney for the Petitioner.

Village of Sainte Thérèse de Blainville, 18th October, 1916. 5642—42-4

Province de Québec,)
District de Montréal.)

Avis public est par le présent donné que Léonidas-François Lavigne, médecin, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, dans le but de faire passer une loi autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre à la pratique de la médecine, de la chirurgie et de l'obstétrique.

LEO.-F. LAVIGNE.

JOSEPH JEAN,
Procureur.

Montréal, le 16 octobre 1916. 5589—42-4

Province of Quebec,)
District of Montreal.)

Public notice is hereby given that Léonidas-François Lavigne, physician, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, for the purpose of passing an act to authorize the College of Physicians and Surgeons of the province of Quebec, to admit him to the practice of medicine, surgery and obstetrics.

LEO.-F. LAVIGNE.

JOSEPH JEAN,
Attorney.

Montreal, 16th October, 1916. 5590—42-4

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, la corporation de "La ville Baie Saint-Paul" fera application pour l'adoption d'une loi:

1. Divisant la dite municipalité de ville en trois quartiers avec représentation de deux échevins pour chaque quartier;

2. Déclarant que le pont public appelé "Pont Saint-Pierre" sur la rivière du Gouffre, dans les limites de la dite ville, et tout pont érigé à l'avenir dans ses dites limites, pour en tenir lieu, est et sera un pont de comté sous le contrôle et la direction de la corporation de la deuxième division du comté de Charlevoix, et que les travaux d'entretien, réparations, construction et reconstruction du dit pont, ou de tout pont érigé pour en tenir lieu, seront à la charge des municipalités de "La Ville Baie Saint-Paul" et de la municipalité de "La paroisse de la Baie Saint-Paul" et réparés entre ces deux municipalités, sous l'autorité du conseil municipal de la dite corporation de la deuxième division du comté de Charlevoix, suivant le montant de l'évaluation respective de leurs biens fonds imposables.

EMILE GAGNON,

Procureur de la ville Baie Saint-Paul.
Québec, 16 octobre 1916. 5573—42-4

Public notice is hereby given that the "Corporation de la Ville Baie Saint-Paul" will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session for an act:

1. Dividing the said town municipality into three wards, each ward represented by two aldermen;

2. Declaring the public bridge named: "Pont Saint-Pierre" on river du Gouffre within the boundaries of the said town and any bridge hereafter erected within its said boundaries, to take the place of same, is and shall be a county bridge under the control and management of the corporation of the second division of the county of Charlevoix, and that the works of maintenance, repairs, erection and re-building thereof, or of any bridge erected to take its place, shall be at the charge of the municipalities of "La Ville Baie Saint-Paul" and of "La paroisse de la Baie Saint-Paul" and divided between those two municipalities, under the authority of the municipal council of the said corporation of the second division of the county of Charlevoix, according to the amount of the respective valuation of their assessable property.

EMILE GAGNON,

Attorney for Ville Baie Saint-Paul.
Québec, 16th October, 1916. 5574—42-4

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la Législature de Québec à l'effet d'incorporer la "Mount Sinai Foundation" dans le but de faire des recherches sur l'hygiène en général, d'en faire connaître l'utilité, donner des refuges, hôpitaux, dispensaires, cours spéciaux et pour toutes autres fins.

A. H. TANNER,
5635—42-4 Procureur des pétitionnaires.

Public notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature, at the next session thereof, for an act to incorporate the "Mount Sinai Foundation", for the purposes of making researches on hygiene generally to impress its utility upon the public, found homes, hospitals, dispensaries, special courses and for other purposes.

A. H. TANNER,
5636—42-4 Attorney for applicant.

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec à sa prochaine session à l'effet d'incorporer "The Wounded Soldiers Institute" dans le but d'un refuge pour les soldats blessés afin d'avoir soin des veuves et des orphelins, créer des maisons de santé, hôpitaux, sanatorium, dispensaires et pour toutes autres fins.

A. H. TANNER,
5637—42-4 Procureur des pétitionnaires.

Public notice is hereby given that application will be made to the Quebec Legislature, at the next session thereof for an act to incorporate "The Wounded Soldiers Institute", for the purposes of giving shelter to wounded soldiers, taking care of widows and orphans, creating asylums, hospitals, sanatoriums dispensaries and for other purposes.

A. H. TANNER,
5638—42-4 Attorney for applicants.

Avis est donné que l'hôpital Sainte-Justine, corps politique et incorporé ayant son principal siège d'affaires dans les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la section 22, du chapitre 44 de la loi 6 George V, modifiant la charte de la cité de Montréal, de manière à faire entrer l'hôpital Sainte-Justine qui hospitalise les enfants des deux sexes, de toute nationalité ou religion atteints d'une maladie quelconque, dans la première catégorie décrite sous la dénomination "d'Hôpitaux Généraux".

KAVANAGH, LAJOIE, & LACOSTE,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 18 octobre 1916. 5649—42-4

Notice is hereby given that l'Hôpital Sainte Justine, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to amend section 22 of chapter 44 of the Act 6 George V, amending the charter of the city of Montreal in order to place in the first class described under the name of "General Hospitals", l'Hôpital Sainte Justine which gives shelter to children of both sexes, of any race or religion, stricken with any kind of disease.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys for applicant.
Montreal, 18th October, 1916. 5650—42-4

Avis public est par les présentes donné que Dame Elodie Gauthier, des cité et district de Montréal, veuve de Louis Herménégilde Hébert, en son vivant du même lieu, négociant en gros, en sa qualité de tutrice à sa fille mineure Magdeleine, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant l'exécutrice testamentaire nommée en vertu du testament du dit feu Louis Herménégilde Hébert, à augmenter la part des revenus qu'elle a le droit de retirer jusqu'à sa majorité, à même la part de la dite succession à elle léguée en pleine propriété, et pour autres fins.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER,
Procureurs de la requérante.
Montréal, 17 octobre 1916. 5639—42-4

Public notice is hereby given that Dame Elodie Gauthier, of the city and district of Montreal, widow of Louis Herménégilde Hébert, in his lifetime of the same place, wholesale merchant, the said Dame Elodie Gauthier, acting in her quality of tutrix to her minor daughter Magdeleine, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its coming session to secure the enactment of a law authorizing the testamentary executrix named in virtue of the last will and testament of the said late Louis Herménégilde Hébert, to increase the annuity payable to the said Magdeleine Hébert until she attains the age of majority, such annuity to be payable out of that share of the said estate bequeathed to her in full ownership, and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER,
Attorneys for Applicant.
Montreal, 17th October, 1916. 5640—42-4

Avis est par les présentes donné par le soussigné Georges Shink, étudiant en droit, des cité et district de Québec, que, ayant obtenu la permission du conseil général du Barreau de la province de Québec, il présentera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un bill pour qu'il soit admis à la pratique du droit après examen.

GEORGES SHINK, E. E. D.
Québec, ce 10 octobre 1916. 5525—42-4

Notice is hereby given by the undersigned Georges Shink, student in law, of the city and district of Quebec, that after having obtained permission from the general council of the bar of the province, he will present a bill to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to be admitted to the practise of Law after examination.

GEORGES SHINK, E. E. D.
Quebec, 10th October, 1916. 5526—42-4

Avis est par les présentes donné que le soussigné demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'un bill autorisant la vente des lots Nos 416 et 501 des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Timothée.

ACHILLE GERVAIS,
Valleyfield, 10 octobre 1916. 5535—42-4

Notice is hereby given that the undersigned will apply to the Quebec Legislature, at the next session thereof, for the passing of an act authorizing the sale of lots Nos. 416 and 501 of the official plan and book of reference of the parish of Saint Timothée.

ACHILLE GERVAIS,
Valleyfield, 10th October, 1916. 5536—42-4

Avis est par les présentes donné de la part de M.M. Joseph Lallier, échevin; François Laroche, échevin; Denis S. Bachand, marchand; Edmond P. Dupuis, marchand; Dr Achille Comtois, M. D.; J.-B. Durocher, officier de douanes; Adjudor Vaillancourt, marchand; Arthur L'Heureux, industriel et autres, tous contribuables de la ville de Coaticook, qu'ils s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, afin d'obtenir des modifications législatives qui s'appliquent à l'Île de Coaticook au sujet:

(a) De la division de la municipalité en quartiers de façon que la ville de Coaticook élise désormais son maire et ses échevins à la majorité des électeurs municipaux votant sans division de quartiers;

(b) De conserver leur droit de vote à tous les électeurs municipaux qui n'ont pas payé leurs taxes.

(c) De donner à la dite municipalité le pouvoir de vendre de l'énergie électrique en dehors de ses limites, sur une étendue de territoire de quinze milles, pourvu que tel privilège n'empiète pas sur des droits déjà établis.

J. H. LEMAY,

Procureur des requérants.

Sherbrooke, 11 octobre 1916. 5653—41-4

Notice is hereby given on behalf of Messrs. Joseph Lallier, alderman; François Laroche, alderman; Denis S. Bachand, trader; Edmond P. Dupuis, trader; Dr. Achille Comtois, M. D.; J.-B. Durocher, customs officer; A judor Vaillancourt, trader; Arthur L'Heureux, industrial and others, all ratepayers of the town of Coaticook, that they will petition the Legislature, at its next session, to obtain certain changes in the legislative enactments that now govern the town of Coaticook, for the following purposes, to wit:

(a) That the town of Coaticook should in the future elect its mayor and its aldermen by a majority at large of its electors, with no more division by wards;

(b) To abrogate the clause which sets aside the right of vote of those who have not paid their taxes on the first day of November.

(c) To give to the town of Coaticook power to develop and sell electric power outside its limits, within a radius of fifteen miles, providing the privilege is not encroaching upon any established rights.

J. H. LEMAY,

Attorney for petitioners.

Sherbrooke, 11th October, 1916. 5654—41-4

Avis public est par le présent donné, par la soussignée, La Corporation de la Cité des Trois-Rivières, qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte, (5 Geo. V, c. 90), comme suit:

Que la version anglaise de la section 87 de sa dite charte soit corrigée de manière à concorder avec la version française;

Que l'article 5380 S.R.Q., 1909, ne s'applique pas à la cité des Trois-Rivières et que les sections 84 et 85 de sa charte soit abrogées;

Que la dite corporation soit autorisée à emprunter certaines sommes et que l'autorisation d'imposer certaines taxes soit modifiée.

ARTHUR BELIVEAU,

Greffier.

Trois-Rivières, 17 octobre 1916. 5591—42-4

Public notice is hereby given by the undersigned, the Corporation of the city of Three-Rivers, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter (5 Geo. V, c. 90) as follows:—

That the english version of section 87 of its said charter be rectified so as to agree with the french version;

That article 5380 Q.R.S., 1909, does not apply to the city of Three Rivers and sections 84 and 85 of its charter be abrogated;

That the said corporation be authorized to borrow certain amounts and that the authorization to levy certain taxes be modified.

ARTHUR BELIVEAU,

Clerk.

Three Rivers, 17th October, 1916. 5592—42-4

Avis public est par les présentes donné que Henri Kieffer, bourgeois, Joseph-Oscar Maurice, prêtre, V.-Elzéar Beaupré, ingénieur-civil, tous trois de la ville de Montréal, Frobisher Valentine, courtier d'assurance, de la ville d'Outremont, Alfred Jeannotte, marchand, Thomas-Taggart Smyth, comptable, Alexandre Dupuis, courtier d'immeubles, Joseph-Alfred Julien, avocat et Guy Vanier, avocat, tous cinq de la ville de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi incorporant les requérants en une société de bienfaisance sous le nom de La Société de Saint-Vincent de Paul de Montréal, avec pouvoir d'avoir succession perpétuelle, d'ester en justice, d'acquérir et de posséder des biens meubles et immeubles, jusqu'à concurrence d'une valeur de cent mille piastres, de les vendre hypothéquer, louer, échanger, engager ou aliéner, des recevoir des dons et des legs, de les placer, de les distribuer aux pauvres, de faire, amender ou révoquer des règlements; et avec tous autres pouvoirs nécessaires à la dite société pour atteindre sa fin; et aussi, pour autres fins.

GUY VANIER,

Avocat des requérants.

Montréal, 12 octobre 1916. 5631—42-4

Public notice is hereby given that Henri Kieffer, gentleman, Joseph Oscar Maurice, priest, V.-Elzéar Beaupré, civil engineer, all three of the city of Montreal, Frobisher Valentine, insurance agent, of the city of Outremont, Alfred Jeannotte, merchant, Thomas-Taggart Smyth, accountant, Alexandre Dupuis, real estate agent, Joseph Alfred Julien, advocate, and Guy Vanier, advocate, all five of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act incorporating the petitioners as a benevolent society, under the name of The Society of Saint Vincent de Paul of Montreal, with powers to have perpetual succession, to act before any court of justice, acquire and possess moveables and immoveables up to a value of one hundred thousand dollars, to sell, hypothecate, lease, exchange, engage or alienate same, to receive gifts and legacies and place same or distribute same to the poor, to make by-laws, to amend or revoke same and possess all other powers necessary to obtain the end of the said society; and for other purposes.

GUY VANIER,

Attorney for petitioners.

Montreal, October 12th, 1916. 5632—42-4

Avis public est par le présent donné que "The Eastern Townships Telephone Company", demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit passée apportant à sa charte les amendements suivants: réduire le fond social de la compagnie de \$500,000.00 à \$200,000.00 ainsi que la valeur au pair de ses actions de \$25.00 à \$10.00, celle de ses obligations de \$100.00 \$ 50.00; et, avec le consentement et l'autorisation des obligataires, échanger une partie de la présente émission d'actions-obligations pour des bons de revenu; et autres amendements.

FRASER & RUGG.

Procureurs des Requérants.

Sherbrooke, 10 octobre 1916. 5575-42-4

Public notice is hereby given that The Eastern Townships Telephone Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to amend its charter, by reducing the capital stock of the Company from \$500,000.00 to \$200,000.00, and the par value of its shares from \$25.00 to \$10.00, and by reducing the par value of its bonds from \$100.00 to \$50.00; and, with the consent and authority of the bondholders, to exchange a portion of the present issue of debenture bonds for income bonds, and for other purposes.

FRASER & RUGG,

Attorneys for Applicants.

Sherbrooke, 10th October, 1916. 5576-42-4

Avis public est par les présentes donné que Georges-Hermyle Baril, médecin, Arthur Saint-Pierre, publiciste, Guy Vanier, avocat, Emile Girard, courtier d'assurance, Jean-Chrysostôme Martineau, étudiant en droit, et Alphonse De la Rochelle, notaire, tous de la ville de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi constituant les requérants en corporation sous le nom de l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française, avec pouvoir de fonder des cercles d'études, d'organiser des cours, bibliothèques, concours et congrès, d'imprimer, éditer, publier, acheter, vendre des revues, journaux et livres; d'avoir succession perpétuelle, ester en justice, acquérir et recevoir par tout titre légal et posséder des biens meubles et immeubles jusqu'à concurrence d'une valeur de cent mille piastres, de les vendre, hypothéquer, louer, échanger, aliéner et engager généralement; d'emprunter, émettre des obligations (débitures), garanties par hypothèque, et par gage et nantissement, s'il y a lieu; de percevoir de ses membres des cotisations, abonnements et contributions; de faire, amender ou révoquer des règlements pour la direction de la corporation et de ses œuvres et pour l'administration de ses affaires; et avec tous autres pouvoirs nécessaires à la dite corporation pour atteindre sa fin; et aussi, pour autres fins.

GUY VANIER,

Avocat des requérants.

Montréal, 12 octobre 1916. 5633-42-4

Public notice is hereby given that Georges-Hermyle Baril, physician, Arthur Saint-Pierre, publicist, Guy Vanier, advocate, Emile Girard, insurance agent, Jean Chrysostôme Martineau, student at law, and Alphonse De la Rochelle, notary, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act incorporating the petitioners under the name of "L'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française", with powers to organize study guilds, lectures, libraries, competitions and congresses; to print, edit, publish, buy, sell reviews, newspapers and books; to have perpetual succession, to act before any court of justice, acquire, receive, by any legal title, and possess moveables and immovables up to a value of one hundred thousand dollars, to sell, hypothecate, lease, exchange, alienate and mortgage same generally; to borrow, issue debentures secured by hypothecs, mortgages and liens, if necessary; to collect from its members any fees, contributions and subscriptions; to make by-laws, amend or revoke same for the direction of the corporation and of its undertakings and for the management of its affairs; and with all other powers necessary to obtain the end of the said corporation; and for other purposes.

GUY VANIER,

Attorney for Petitioners.

Montreal, 12th October, 1916. 5634-42-4

Avis public est par les présentes donné que Georges W. Parent, courtier d'immeubles des cités et district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, lors de la prise en considération de la loi pour amender la charte de la cité de Montréal, dans le but de faire reconnaître ses droits de propriété et d'usage du lot de subdivision No 1 du lot 477 du quartier Saint-Jean-Baptiste, dans la cité de Montréal, ou de contraindre cette dernière à lui payer une indemnité par voie d'expropriation ou autrement, et pour autres fins en rapport avec cette demande.

GEORGES W. PARENT.

Montréal, 7 octobre 1916. 5643-42-4

Public notice is hereby given that Georges W. Parent, real estate agent of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, when the amendments to the charter of the city of Montreal will be under discussion, in order to have his rights of ownership and of usage recognized and affirmed, on subdivision lot No. 1 of original lot 477 of Saint Jean Baptiste ward, in the city of Montreal, or to compel the said city to pay him an indemnity by way of expropriation or otherwise, or for other purposes relative to the said matter.

GEORGES W. PARENT.

Montreal, 7th October, 1916. 5644-42-4

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'incorporer le "Royal Dental School, dans le but de promouvoir l'Art Dentaire, de fonder des cours pour les étudiants et autres, de répandre la science de l'hygiène, de s'affilier à toute université canadienne, britannique ou étrangère, accorder des diplômes et pour toutes autres fins.

LEON GARNEAU,

Avocat des requérants.

5669-42-4

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature, at its next session, to incorporate the "Royal Dental School" for the promotion of Dental Surgery, to establish lectures for students, to diffuse health science, to affiliate with any canadian, british or foreign university, to grant diplomas, and for other purposes.

LEON GARNEAU,

Advocate for plaintiffs.

5670-42-4

Avis public est par les présentes donné que l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée aux fins d'amender la loi 55-56 Victoria, chapitre 88, qui la régit, en ajoutant à l'article 4 de la dite loi les mots "ainsi qu'à chacun des dits membres eux-mêmes, au cas de précédés de son épouse", et en remplaçant, dans l'article 9, les mots "les trois-quarts" par ceux "la majorité", lui permettant ainsi de secourir ses membres au cas du précédés des épouses, et de faire modifier ou abroger des règlements avec le consentement de la majorité seulement des membres présents à une assemblée générale convoquée à cette fin, au lieu de celui des trois-quarts des dits membres.

LUSSIER, FLYNN & GENDRON,
Procureurs des requérants.
Saint-Hyacinthe, 16 octobre 1916.

5645—42-4

Public notice is hereby given that "l'Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe", a body politic and corporated, having its principal place of business in the city of Saint Hyacinthe, district of Saint Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, to amend the statute 55-56 Victoria, chapter 88, being his charter of incorporation, by adding to the article 4 of said law the words "and to each of said members themselves, in case of predecease of his wife", and by replacing, in article 9, the words "the three quarters" by those "the majority", thus permitting to said corporation to give assistance to its members in case of the wives predecease, and to make, modify or abrogate by-laws with the consent of the majority of the members being present at a general session called for the purpose, instead of that of the three quarters of said members.

LUSSIER, FLYNN & GENDRON,
Attorneys for petitioners.
Saint Hyacinthe, 16th October, 1916.

5646—42-2

Avis public est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires de la cité de Montréal s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements aux sections VI, XIV, XV et XVI de la loi 62 Victoria, chap. 58, telle qu'amendée, relativement aux finances, emprunts, contributions foncières et taxes ainsi qu'au sujet de la préparation et de l'adoption du budget par le Conseil, ou demandera, lors de la prise en considération du bill de la cité de Montréal, que lesdits amendements soient insérés dans ledit bill.

Par ordre,

L. N. SENECAI,
Secrétaire du Bureau des Commissaires.
Bureau des Commissaires,
Hôtel de Ville.
Montréal, 19 octobre 1916.

5667—42-4

Public notice is hereby given that the Board of Commissioners of the city of Montreal will apply to the Provincial Legislature, at its next session, in order to obtain certain amendments to sections VI, XIV, XV and XVI of the act 62 Victoria, chap. 58, as amended, in connection with finances, loans, assessments and taxes, and also as regards the preparation and adoption of the budget by the Council, or will ask, when the bill of the city of Montreal will be considered, that said amendments be inserted in said bill.

By order,

L. N. SENECAI,
Secretary of the Board of Commissioners.
Board of Commissioners,
City Hall.
Montreal, 19th October, 1916.

5668—42-4

Avis public est par les présentes donné que la Ville Laval des Rapides, dans le comté de Laval, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée lui conférant les pouvoirs suivants:

(1) Pour lui accorder un pouvoir d'emprunt pour le montant d'au moins \$35,000.00, pour fins municipales;

(2) Pour lui accorder le pouvoir d'emprunter temporairement jusqu'à concurrence de 50%, des arrérages des taxes dues par les contribuables, par billet à un taux n'excédant pas 7%;

(3) Pour l'autoriser de charger un taux de 7% d'intérêt aux contribuables, sur tous les arrérages de taxes municipales;

(4) Pour lui accorder le pouvoir d'emprunter par billet, à un taux ne devant pas excéder 7%, à court ou long terme, jusqu'à concurrence du montant de ses débentures, en attendant qu'elle puisse les vendre avantageusement et en lui laissant la discrétion de donner ou non ses débentures en garantie des dits billets;

(5) D'Amender l'article 5664 des Statuts refondus, Québec, 1909, aux fins de l'autoriser à faire des contrats avec les municipalités environnantes, pour leur vendre ou fournir de l'eau, aux conditions qui seront déterminées par son Conseil, et, réciproquement, aux fins de sanctionner généralement les contrats ou marchés que les dites municipalités pourront transiger avec la dite ville Laval des Rapides;

(6) De décréter légales les appropriations de deniers que la dite ville a faites à même l'em-

Public notice is hereby given that the town of Laval des Rapides, in the county of Laval, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an Act to grant said town the following additional powers:

(1) The power to borrow a sum of not less than \$35,000.00, for municipal purposes;

(2) The power to borrow temporarily, on notes, a sum amounting up to 50% of the arrears of taxes due by the ratepayers, at a rate of interest not exceeding 7%;

(3) The power to charge a rate of interest of 7% to ratepayers on all over due municipal taxes;

(4) The power to borrow on notes at a rate of interest not exceeding 7%, on short or long term, a sum equal to the amount of its debentures, awaiting the time it may place same advantageously, giving it the liberty to give or not to give such debentures as security for such notes;

5. To amend article 5664 of the Quebec Revised statutes, 1909, so as to be authorized to enter into contracts with adjacent municipalities, to sell or supply their water, on such conditions as may be fixed by its Council, and, reciprocally, for the purposes of sanctioning generally all contracts or agreements, which the said municipalities may enter into with the said town of Laval des Rapides;

6. To declare legal the appropriations of monies made by the town out of the loan authorized

prunt autorisé à la dernière session de la Législature, et qu'elle a fait servir à d'autres fins municipales;

(7) De soustraire la ville Laval des Rapides à la juridiction du conseil du comté de Laval.

ZEPHIRIN GAUTHIER,

Procureur de la dite ville Laval des Rapides.
Montréal, 17 octobre 1916. 5629-42-4

AVIS PUBLIC.

Est par les présentes donné, que la cité de Montréal s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et aux différentes lois qui l'amendent et à certaines lois spéciales ci-après mentionnées, sur les matières suivantes:

1. Pour changer le mode de vente d'immeubles par le shérif pour non-paiement des taxes, de façon à réduire les frais occasionnés par telles ventes;

2. Pour corriger une erreur qui s'est glissée dans la loi 6 Geo. V, chap. 44, sec. 12, au sujet de la fermeture des boutiques de barbiers;

3. Pour donner le droit à la cité ou à une commission d'ingénieurs de contrôler et réglementer l'érection de poteaux dans les rues de la cité par différentes compagnies et pour amender à ce sujet les lois constituant en corporation les compagnies Montreal Light, Heat & Power, Montreal Public Service Corporation, Montreal Tramways et leurs compagnies subsidiaires;

4. Pour que la cité puisse ordonner l'enlèvement des poteaux, fils et installation aérienne des compagnies, après que les conduits souterrains sont posés, sans que ladite cité soit tenue de payer d'indemnités aux compagnies intéressées et pour amender la même loi relativement aux conduits pour fils à haute tension;

5. Pour autoriser la cité à convertir en ruelle ou rue publique une rue ou ruelle privée, sans payer d'indemnités aux propriétaires;

6. Pour décréter qu'une personne qui reçoit de la cité une pension, un traitement, salaire ou indemnité, ne peut occuper d'emploi ou remplir des fonctions contraires aux intérêts de la cité;

7. Pour réglementer ou prohiber dans certains cas, les tag-days, collectes publiques et les parties de cartes publiques, donnés pour des fins de charité ou dans un but philanthropique quelconque;

8. Pour imposer certaines taxes additionnelles sur les compagnies d'assurance contre les incendies;

9. Pour obliger les propriétaires d'immeubles et les compagnies d'utilité publique à faire les raccordements avec tuyaux à l'eau, à gaz et égouts, et à poser leurs tuyaux dans les rues, avant que la ville pave la rue ou fasse les trottoirs;

10. Au sujet de la publication des avis publics dans les journaux quotidiens;

11. Pour permettre à la Cité d'accorder des réductions aux propriétaires qui sont tenus de payer le coût de certains égouts;

12. Pour ratifier une cession de terrain faite à la cité de Montréal par l'Asile Protestant de Verdun, en rapport avec l'élargissement de l'aqueduc;

13. Pour changer le système d'administration et de gouvernement de la cité;

14. Au sujet du paiement du coût des terrains requis pour l'élargissement du canal de l'aqueduc et pour l'établissement de boulevards le long de ce canal et au sujet de la procédure à suivre pour l'expropriation desdits terrains; pour légaliser les cessions de terrain faites à ce sujet;

15. Au sujet de la description des immeubles

at the last session of the Legislature, and used for other municipal purposes;

(7) To free the town of Laval des Rapides from the jurisdiction of the county council of Laval.

ZEPHIRIN GAUTHIER,

Attorney for the town of Laval des Rapides.
Montreal, 17th October, 1916. 5630-42-4

PUBLIC NOTICE.

Is hereby given that the city of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for certain amendments to its charter, the Act 62 Victoria, chap. 58, and to the different Acts amending the same and to certain special Acts hereinafter mentioned, on the following matters:

1. To change the mode of sale of immovables by the Sheriff for nonpayment of taxes, so as to reduce the costs occasioned by such sales;

2. To correct an error which slipped in the Act 6 Geo. V, chap. 44, sec. 12, in connection with the closing of barbers shops;

3. To give the city or a commission of engineers the rights to control and regulate the erection of poles in the streets of the city by different companies, and to amend, in this connection, the acts incorporating the Montreal Light, Heat and Power Co., the Montreal Public Service Corporation, the Montreal Tramways Co. and their subsidiary companies;

4. To empower the city to order the removal of the poles, wires and overhead equipment belonging to companies, after the underground conduits have been laid, without the said city being held to pay any indemnity to the interested companies, and to amend the law as regards the conduits for high tension wires;

5. To authorize the city to convert any private street or lane into a public street or lane, without being held to pay any indemnity to the proprietors;

6. To enact that any person receiving a pension, salary or indemnity from the city shall not hold any position or exercise any functions contrary to the city's interests;

7. To regulate or prohibit, in certain cases, tag-days, public collections and public card-parties held or organized for charitable purposes or for any philanthropic purpose whatsoever;

8. To levy certain additional taxes on fire insurance companies;

9. To compel owners of immovables and public utility companies to make connections with water and gas mains and sewers, and to lay their pipes in the streets before the street is paved or the sidewalks are laid by the city;

10. In connection with the publication of public notices in the daily newspapers;

11. To allow the city to grant reductions to the proprietors who are held to pay the cost of certain sewers;

12. To ratify a cession of land made to the city of Montreal by the Verdun protestant Asylum, in connection with the widening of the aqueduct;

13. To change the system of administration and government of the city;

14. In connection with the payment of the cost of the land required for the widening of the Aqueduct and for the establishment of boulevards along the same, and in connection with the procedure to be followed for the expropriation of said land; to legalize the cessions of land made in this connection;

15. In connection with the description of im-

dans les rôles d'évaluation et de répartition et dans les avis de vente;

16. Pour donner au maire de la cité le droit de contrôle et de surveillance sur tous les départements et officiers municipaux;

17. Pour donner pouvoir au maire de permettre, dans des cas spéciaux, la circulation d'automobiles dans le parc Mont-Royal;

18. Pour abroger le paragraphe 11 de la section 21 (L) de la loi 62 Victoria, chapitre 58, telle qu'amendée, au sujet de l'adoption automatique des rapports;

19. Pour faire payer aux compagnies qui ont des avertisseurs privés, une amende n'excédant pas \$50. chaque fois qu'une alarme sera donnée auxdits avertisseurs pour toute autre cause que celle d'incendie;

20. Pour obliger les Commissions scolaires de Montréal à payer le coût de l'inspection médicale des écoles;

21. Pour exempter la cité de Montréal du paiement des taxes imposées par le gouvernement provincial sur les camions-automobiles qui servent au transport de matériaux pour l'exécution de travaux municipaux dans les rues de ladite cité;

22. Au sujet des effets légaux des ventes par le shérif pour taxes;

23. Pour obliger les maisons d'assistance publique, subventionnées ou non, à faire rapport à la cité tous les ans du travail qu'elles ont accompli;

24. Pour obliger les municipalités intéressées à contribuer au coût des travaux à faire pour l'assainissement de la petite rivière Saint-Pierre;

25. Pour ratifier le contrat entre la cité de Montréal et la compagnie des tramways au sujet de la pose de conduits souterrains;

26. Pour obliger les compagnies d'assurance contre l'incendie à faire rapport du chiffre des pertes dans la cité de Montréal;

27. Pour changer le système de votation;

28. Pour annuler toute loi et tout contrat ou arrangement accordant une exemption ou une commutation de taxes à certains propriétaires dans les quartiers Mont-Royal, côte des Neiges, Notre-Dame de Grâce, formant actuellement le quartier Notre-Dame de Grâce, Rosemont, Mercier et Ahuntsic-Bordeaux, sauf les exemptions ou commutations de taxes accordées à des compagnies industrielles;

29. Pour autoriser la cité à faire un emprunt pour construire un égout collecteur avec système d'épuration le long de la rivière des Prairies et pour acquérir les terrains et droits de passage nécessaires à cette fin;

30. Pour décréter que les hypothèques revivent dans certains cas, lorsque des immeubles sont vendus par le shérif pour taxes municipales;

31. Pour faire payer au gouvernement de la province une partie des dépenses faites pour donner un service d'eau à la prison de Bordeaux afin de la protéger contre les incendies;

32. Pour défendre aux magasins de seconde-main et à toutes personnes d'acheter des outils d'ouvriers;

33. Pour modifier la méthode au sujet de la préparation des rôles et pour donner avis aux propriétaires lorsque l'évaluation de leurs immeubles est augmentée.

Par ordre,

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Bureau du Greffier de la cité,
Hôtel de ville.
Montréal, 19 octobre 1916.

5665-42-4

moveables on the assesment and apportionment rolls and in the notices of sale;

16. To give the Mayor of the city the right of control and supervision over all the municipal departments and officials;

17. To give the Mayor the power to allow, in special cases, the traffic of automobiles in Mount Royal Park;

18. To repeal paragraph 11 of section 21 (L) of the Act 62 Victoria, chap. 58, as amended, in connection with the automatic adoption of reports;

19. To impose on companies having private alarm boxes a fine not exceeding \$50 each time an alarm is given at said boxes in any case other than that of a fire;

20. To compel the school boards of Montreal to pay the cost of the medical inspection of schools;

21. To exempt the city of Montreal from paying the taxes imposed by the provincial Government on auto-trucks used for conveying materials for the carrying out of municipal works in the streets of the said city;

22. In connection with the legal effects of the sales by the Sheriff for taxes;

23. To compel the institutions of public assistance, receiving a grant or not, to report to the city every year on the work done by them;

24. To compel the interested municipalities to contribute to the cost of the works to be performed for improving the sanitary condition of the little Saint Peter river;

25. To ratify the contract between the city of Montreal and the Tramways Company, in connection with the laying of underground conduits;

26. To compel fire insurance companies to report on the amount of losses in the city of Montreal;

27. To change the mode of voting;

28. To annul every law and any contract or agreement granting an exemption from or a commutation of taxes to certain proprietors in Mount-Royal, cote des Neiges, Notre-Dame de Grâce (now forming Notre-Dame de Grâce ward, Rosemont, Mercier and Ahuntsic-Bordeaux wards, except the exemptions from or commutations of taxes granted to industrial companies;

29. To authorize the city to issue a loan for the construction of a main sewer, with epuration system, along the river des Prairies, and for the acquisition of the land and rights of way required for such purpose;

30. To enact that the mortgages shall revive in certain cases, when immoveables are sold by the sheriff for municipal taxes;

31. To recover from the provincial Government a portion of the expenditure incurred to give a water service to the Bordeaux jail in order to protect it from fire;

32. To forbid second hand stores and all persons to purchase workmen's tools;

33. To change the method of preparing rolls and to give notice to proprietors when the valuation of their immoveables has been increased.

By order,

L. O. DAVID,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall.

Montreal, 19th October, 1916. 5666-42-4

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la ville de Magog, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, pour être autorisée à vendre la lumière et l'énergie électrique hors de la municipalité; à emprunter sur billets et débentures une somme n'excédant pas \$100,000.00 pour payer la dette flottante; à imposer une taxe d'affaires; à faire des travaux municipaux sur des rues que les propriétaires de terrains subdivisés ont établis sur ces terrains et en répartir le coût; pour que le prix de lumière et d'énergie électrique fournies par la ville soit une créance privilégiée, pour abroger la section 20 de la loi 53 Victoria, chapitre 79, telle qu'amendée par la loi 60 Victoria, chapitre 68, section 9; pour que les articles 5735 et suivants jusqu'à l'article 5745 inclusivement des Statuts Refondus 1909, s'appliquent à la ville de Magog, et pour autres fins.

A. TOURIGNY,

Secrétaire-trésorier et procureur de la requérante, la corporation de la ville de Magog.

Magog, le 20 octobre 1916. 5647—43-4

Notice is hereby given that the corporation of the town of Magog, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session for certain amendments to its charter, to be authorized to sell electric light and power to parties outside the municipality; to borrow on notes and debentures an amount not exceeding \$100,000.00 in order to pay out the floating debt; to levy a business tax; to undertake municipal improvements on streets laid upon subdivided lands by the owners thereof and distribute the cost of same; to make a privileged claim the rates for electric light and power supplied by the town, to repeal section 20 of the Act 53, Victoria, chapter 79, as amended by the Act 60 Victoria, chapter 68, section 9. To render applicable to the town of Magog, articles 5735 and following to article 5745, inclusively, of the Revised Statutes, 1909, and for other purposes.

A. TOURIGNY,

Secretary-treasurer and Attorney for applicant, the corporation of the Town of Magog.

Magog, 20th October, 1916. 5648—43-4

Avis public est par les présentes donné, que la "Commission du Parc Maisonneuve", s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants:

Pour compléter le pavage du Boulevard Pie IX. Pour faire homologuer le plan officiel du "Parc Maisonneuve", pour définir sa juridiction sur le parc, et obtenir certains amendements relativement à l'émission de ses obligations, et pour toutes autres fins concernant l'administration des affaires de la commission.

TAILLON, BONIN,

MORIN & LARAMEE,

Avocats pour la "Commission du Parc Maisonneuve".

Montréal, 11 octobre 1916. 5497—41-4

Public notice is hereby given, that the "commission of Maisonneuve Park", will apply at the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to have its charter amended and to obtain the following additional powers:

To complete the paving of Pie IX Boulevard. To have the official plan of "Maisonneuve Park", homologated and to define its jurisdiction on the park, and to obtain certain amendments concerning the issue of its bonds, and for all other purposes concerning the administration of the affairs of the Commission.

TAILLON, BONIN,

MORIN & LARAMEE,

Attorneys for the "Commission of Maisonneuve Park".

Montreal, 11th October, 1916. 5498—41-4

Avis public est par le présent donné que la ville de Hampstead demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit votée amendant sa charte relativement à la qualification, à la résidence et à la place d'affaires des candidats aux fonctions de maire et d'échevins et autres emplois municipaux, ainsi que pour amender les dispositions de la loi des cités et villes en tant qu'elle affecte la dite ville sur ces matières.

LAFLEUR, MACDOUGALL,

MACFARLANE & POPE,

Procureurs de la requérante.

Montréal, 18 octobre 1916. 5671—43-4

Public notice is hereby given that the town of Hampstead will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter with reference to the qualification, as to residence and place of business of candidates for the offices of mayor and aldermen or other municipal offices, and to modify the provisions of the cities' and towns' act as affecting the said town in these particulars.

LAFLEUR, MACDOUGALL,

MACFARLANE & POPE,

Solicitors for applicant.

Montreal, 18th October, 1916. 5672—43-4

Avis public est par le présent donné que les commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent, se présenteront à la législature, à sa prochaine session, pour l'obtention d'une loi, les autorisant à faire un rôle annuel d'évaluation de tous les biens fonds imposables situés dans les limites de la dite municipalité scolaire, pour servir de base au rôle de perception des taxes, pour les fins de la dite municipalité scolaire et d'emprunter sur billets sous la signature du président et du secrétaire, à ce autorisés par simple résolution, diverses sommes d'argent n'excédant pas un total de cinq mille dollars.

DEGUIRE & NANTEL,

Procureurs des commissaires d'écoles de la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent.

Montréal, 23 octobre 1916. 5721—43-2

Public notice is hereby given that the commissioners for the school municipality of the village of Saint Laurent, shall apply to the Legislature, at its next session, for an act authorizing them to make annual valuation roll of all immovable properties situate within the limits of the said school municipality, to do as the basis for the perception roll of the said school municipality, and to borrow by note under the signature of the chair man and the secretary treasurer, for that purpose duly authorized by a mere resolution, different sums of money not exceeding a total amount of five thousand dollars.

DEGUIRE & NANTEL,

Attorneys for the Commissioners of the School Municipality for the village of Saint-Laurent

Montreal, 23rd October, 1916. 5722—43-2

Avis est par les présentes donné que George Thomas Langan, Frederick Francis Langan, Stella Frances McCready Langan, (enfants de Dame Margaret McCready), et Robert Bertie Stuart, des cité et district de Montréal, voyageur de commerce, agissant en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs, et Dame Charlotte Catherine McCready, veuve de William Mulligan, en son vivant des cité et district de Montréal, secrétaire privé, agissant en sa qualité de tutrice à leurs enfants mineurs, issus de son mariage avec le dit feu William Mulligan, et Melle Kathleen Gladys Dolan, fille majeure, et Dame Mary McCready, veuve de James McGill, en son vivant des cité et district de Montréal, contracteur, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer un acte amendement le testament de James McCready, en son vivant des cité et district de Montréal.

SURVEYER, ACHIM & COONAN,
5571-43-4 Procureurs des requérants.

Avis public est par le présent donné que la corporation des Hébreux espagnols et portugais "Shearith Israel", de Montréal, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit passée amendement la charte les constituant en corporation pour: dissiper les doutes qui existent relativement à son pouvoir d'emprunter sur la garantie de ses biens; accorder à la dite corporation l'immunité contre toutes taxes et cotisations sur la propriété actuellement affectée comme cimetière, ou sur celle qu'elle pourra acquérir ou utiliser comme cimetière, y compris les terrains ou emplacements que la dite corporation a cédés ou cédera à des particuliers, et formant partie de la propriété qu'elle a affectée ou affectera comme cimetière.

DE SOLA & MACNAUGHTON,
Procureurs de la corporation des Hébreux espagnols et portugais "Shearith Israel", de Montréal.

Montréal, 21 octobre 1916. 5689-43-4

"THE SCOTTISH TRUST COMPANY".

Avis public est par le présent donné que "The Scottish Trust Company", demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit passée pour amender la charte de la corporation, prolonger le délai dans lequel elle doit commencer ses opérations, et pour autres fins.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Avocats de la requérante.

Montréal, 20 octobre 1916. 5737-43-4

Avis public est par les présentes donné que Mme Marie-Joséphine-Jeanne Comte, épouse de Maxime Raymond, avocat, de la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

(a) Autoriser le partage en nature des biens de la succession Jean de la Croix-Joseph Comte entre ses héritières, ses trois filles, et déterminer le mode à suivre pour opérer ce partage;

(b) Autoriser le paiement de certaines dettes à même le capital de la succession et à cet effet autoriser la vente de certaines valeurs.

ANTONIO PERRAULT,
Procureur de la requérante.
Montréal, 3 octobre 1916. 5303

Public notice is hereby given that George Thomas Langan, Frederick Francis Langan, Stella Frances McCready Langan, (children of Dame Margaret McCready), and Robert Bertie Stuart, of the city and district of Montreal, commercial traveller, in his capacity of tutor to his minor children, and Dame Catherine Charlotte McCready, widow of William Mulligan, in his lifetime of the city and district of Montreal, private secretary, acting in her capacity as tutrix to the minor children, issue of her marriage with the said late William Mulligan, and Miss Kathleen Gladys Dolan, spinster, and Dame Mary McCready, widow of James McGill, in his lifetime of the city and district of Montreal, contractor, will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending the last will of James McCready, in his lifetime of the city and district of Montreal.

SURVEYER, ACHIM & COONAN,
5572-43-4 Attorneys for applicants.

Public notice is hereby given that the Corporation of Spanish and Portuguese Jews "Shearith Israel" of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its act of incorporation in order to remove ambiguity as to its power to borrow money on the security of its property; and granting the said corporation exemption from all taxation and assessments on property presently used by it as a cemetery, or which it may acquire and use as a cemetery, including the lots or plots which the said corporation has conveyed or may convey to individual proprietors in such property presently used or to be used by it as a cemetery.

DE SOLA & MACNAUGHTON,
Attorneys for the Corporation of Spanish and Portuguese Jews "Shearith Israel" of Montreal.

Montreal, 21st October, 1916. 5690-43-4

THE SCOTTISH TRUST COMPANY.

Public notice is hereby given that The Scottish Trust Company, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act amending the charte of the Company and extending the delay fixed for its commencement of business and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for Applicant.

Montreal, 20th October, 1916. 5738-43-4

Public notice is hereby given that Dame Marie Joséphine Jeanne Comte, wife of Maxime Raymond, advocate, of the city of Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an Act for the following purposes:

(a) Authorizing the partition in kind of the assets of the Jean de la Croix Joseph Comte estate between the heirs, his three daughters, and determining the manner in which said partition shall be made;

(b) Authorizing the payment of certain debts out of the capital of such estate and to that end authorizing the sale of certain securities.

ANTONIO PERREAULT,
Attorney for Petitioner.
Montreal, 3rd October, 1916. 5304

Avis public est par les présentes donné qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, la "Saint Maurice Lumber Company", fera application pour une loi confirmant et ratifiant son certificat d'incorporation et lui accordant les pouvoirs additionnels suivants:

a. Acquérir, développer et utiliser des pouvoirs hydrauliques, électriques et autres et vendre de l'électricité;

b. Construire et exploiter des lignes de chemins de fer et tramways;

c. Acquérir par voie d'expropriation et le mode de ce faire;

d. Faire toutes sortes d'entreprises manufacturières, de flottaison de bois et autres;

e. Acheter, détenir et disposer d'actions et valeurs de toutes autres compagnies;

f. Garantir l'exécution de contrats pour toute corporation ou personne;

g. Pourvoir à ses pouvoirs d'emprunt, les déterminer et d'une manière générale exercer tels pouvoirs qui sont ordinairement accordés à des compagnies à fond social et pour autres fins.

Fait et signé à Québec, ce 18 octobre 1916.

DEMERS & DEMERS,

5733-43-4

Procureurs de la requérante.

"MONTREAL TRUST COMPANY".

Avis public est par le présent donné que la "Montreal Trust Company", demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit passée pour amender la charte de la corporation, définir ses attributions, et pour autres fins.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Avocats de la requérante.

Montréal, 20 octobre 1916.

5735-43-4

"BANKERS' TRUST COMPANY".

Avis public est par le présent donné que la "Bankers' Trust Company", demandera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, qu'une loi soit passée pour amender sa charte, prolonger le délai dans lequel elle doit commencer ses opérations, et pour autres fins.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Avocats de la requérante.

Montréal, 20 octobre 1916.

5739-43-4

Avis public est par le présent donné que la Back River Power Company présentera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un projet de loi pour faire ratifier et confirmer un contrat intervenu entre ladite corporation et la ville du Sault-au-Récollet, ledit contrat devant donner plus d'effet à une convention antérieure avec ladite ville garantissant les obligations de ladite corporation jusqu'à concurrence de \$25,000.00.

HENEKER, CHAUVIN, BAKER & WALKER,
5785-43-4 Procureurs de la

Back River Power Company.

Avis public est donné par le soussigné, Ernest Brault, médecin, des cité et district de Montréal, qu'il présentera à la prochaine session de la Législature de Québec une pétition demandant qu'une loi soit passée l'autorisant à pratiquer la médecine dans la province, après examens, et ce du consentement du collège des Médecins et Chirurgiens de la Province.

ERNEST BRAULT.

Barnard, McKeown & Choquette,

145, rue Saint-Jacques, Montréal. 5787-43-4

Public notice is hereby given that the Saint Maurice Lumber Company, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act to confirm and ratify its articles of Association or incorporation and to grant additional powers so as to permit it:

a. To acquire, develop and operate water-powers, electric plants and other and also to sell electricity derived therefrom;

b. To own, build and operate railways and tramways;

c. To acquire by way of expropriation and the mode to do so;

d. To carry on all kinds of manufacturing, wood-driving and other enterprises;

e. To acquire, own, and dispose of shares and securities of other Companies;

f. To guarantee the performance of contracts by any corporation or person;

g. To provide for and determine its borrowing power and generally to exercise all such powers as are generally conferred by letters patent upon joint stock companies, and for other purposes.

Done and sign at Quebec, this 18th October 1916.

DEMERS & DEMERS,

5734-43-4

Attorneys for Petitioner.

MONTREAL TRUST COMPANY.

Public notice is hereby given that Montreal Trust Company, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act amending the charter of the Company and defining its powers and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for Applicant.

Montreal, 20th October, 1916. 5736-43-4

BANKER'S TRUST COMPANY.

Public notice is hereby given that the Bankers' Trust Company, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act amending the charter of the company and extending the delay fixed for its commencement of business and for other purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for Applicant.

Montreal, 20th October, 1916. 5740-43-4

Public notice is hereby given that the Back River Power Company will, at the coming session of the Legislature of the Province of Quebec, present a bill for the purpose of having ratified and confirmed an agreement between the said company and the town of Sault au Recollet, said agreement being for the purpose of giving more effect to a previous agreement by the said town to guarantee bonds of the said company to the extent of \$25,000.00.

HENEKER, CHAUVIN, BAKER & WALKER,
5786-43-4 Attorneys for the

Back River Power Company.

Public notice is hereby given by the undersigned Ernest Brault, physician, of the city and district of Montreal, that he will petition the Quebec Legislature, at the next session thereof, for an act to authorize him to practise as a physician in the province of Quebec, after due examination and that with the consent of the college of Physicians and Surgeons of the province.

ERNEST BRAULT.

Barnard, McKeown & Choquette,

145 Saint James street, Montreal. 5788-43-3

Avis public est par le présent donné que, lors de l'étude du projet de loi que la cité de Lachine soumettra à la législature de Québec, à sa prochaine session, on demandera l'insertion d'une clause exemptant de taxe les machines et autres appareils employés dans l'industrie.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Avocats des requérants.
Montréal, 24 octobre 1916. 5741-43-4

Public notice is hereby given that upon the consideration of the bill to be submitted by the city of Lachine, to the Quebec Legislature at the next session thereof, for the amendment of its charter, application will be made for the insertion of a clause providing for the exemption from taxation of machinery and other apparatus used for industrial purposes.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Solicitors for Applicant.
Montreal, 24th October, 1916. 5742-43-4

Avis public est donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, d'une loi constituant une corporation sous le nom de "Southern Canada Power Company", avec tous les pouvoirs nécessaires pour développer, produire et distribuer l'énergie électrique, le gaz ou toute autre force productrice de chaleur, de lumière ou de force motrice; avec pouvoirs d'expropriation dans les endroits où ses usines et travaux sont situés, et pour établir des lignes de transmission à tout point dans la province de Québec, au sud du Saint-Laurent ou sur la rive sud du Saint-Laurent; avec pouvoir spécial d'acquiescer l'entreprise et les travaux et l'actif et le passif d'une compagnie constituée par lettres patentes du Secrétaire d'Etat du Canada, émises le 18 août 1913, et y faisant affaires sous le nom de "Southern Canada Power Company Limited", et de continuer à exercer tous les pouvoirs de la dite compagnie; de confirmer et ratifier les contrats intervenus entre la dite compagnie et la Compagnie de Gaz, d'Electricité et de Pouvoir de Saint-Hyacinthe, la Compagnie de Lumière Eléctrique de Saint-Jean Limitée, The South Shore Power & Paper Company Limited, la Ville de Drummondville, la Ville d'Iberville et toutes autres municipalités, corporations, sociétés ou personnes; de ratifier et confirmer les titres, contrats, franchises, privilèges et autres droits de la dite compagnie et de toutes compagnies subsidiaires dont elle a pu acquiescer les actions en tout ou en partie, et d'exercer les pouvoirs des dites compagnies et de se fusionner avec elles, et pour d'autres fins.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER,
Procureurs des Requérants.
Montréal, 27 octobre 1916. 5783-44-4

Public notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act of incorporation of a company under the name of "Southern Canada Power Company", with all powers necessary for carrying on the business of developing, generating and distributing electric power, gas, steam or other power whether for lighting, heating or motive power purposes; with powers of expropriation in the localities where its works may be situated, and for the purpose of establishing transmission lines to any point or points south of the river Saint Lawrence or on the south shore thereof, in the province of Quebec; with the special power of acquiring and taking over as a going concern the enterprise and works and the assets and liabilities of the company incorporated by letters patent of the Dominion of Canada of the 18th August, 1913, and now operating under the name of "Southern Canada Power Company Limited", and to use and enjoy all the powers of said company; to confirm and ratify the agreements entered into by said company with the Gas, Electricity and Power Company of Saint Hyacinthe, the Saint Johns Electric Light Company, Limited, the South Shore Power & Paper Company, Limited, the town of Drummondville, the town of Iberville and any other municipality, corporation, partnership or person; to ratify and confirm the titles, contracts, franchises, privileges and other rights of said company and any of its subsidiary companies, the shares of which it may have acquired in whole or in part, and to exercise the powers of any said companies and to amalgamate with said companies; and for other purposes.

DESSAULLES, GARNEAU & VANIER
Solicitors for Applicants.
Montreal, 27th October, 1916. 5784-44-4

Avis public est par les présentes donné que Les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander qu'une loi soit passée, aux fins de mieux définir ses droits et pouvoirs, et lui en accorder de nouveaux, particulièrement en ce qui concerne le caractère corporatif de la dite communauté, ses fins, sa régie interne et sa capacité légale de contracter, d'acquiescer des meubles et immeubles, les aliéner, hypothéquer et engager généralement, emprunter et émettre des obligations garanties par hypothèque et par gages et nantissement, s'il y a lieu, et aux fins d'ériger en paroisse civile et en corporation municipale le territoire appartenant à la dite communauté, et situé dans la ville de Laval des Rapides, dans le comté de Laval, et pour toutes autres fins que de droit.

LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITE DU BON-PASTEUR,
Par
MERE MARIE DE SAINT-JOSEPH DE BETHLÉEM,
Supérieure provinciale.
Montréal, 25 octobre 1916. 5789-43-4

Public notice is hereby given that "Les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, de Montréal", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act more clearly defining its rights and powers and granting it additional rights and powers, especially respecting the corporate character of the said Communauté, its purposes, internal management and legal capacity of contracting, to acquire moveable and immoveables, alienate, hypothecate and generally pledge the same, borrow, issue bonds guaranteed by hypothecs, liens and charges if necessary; and for the erection into a civil parish and a municipal corporation of the territory belonging to said Communauté, situated in the town of Laval des Rapides, in the county of Laval.

LES DAMES RELIGIEUSES DE NOTRE-DAME DE CHARITE DU BON-PASTEUR,
Per
MERE MARIE DE SAINT-JOSEPH DE BETHLÉEM,
Supérieure Provinciale.
Montreal, 25th October, 1916. 5790-43-4

Département de l'Instruction publique

Department of Public Instruction

1889.16.

Québec, 6 novembre 1916.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 26 octobre 1916, de former une municipalité scolaire de tout le territoire suivant, savoir:

1. Une partie du canton Courville, dans le comté de Témiscamingue, de la ligne centrale du dit canton Courville, jusqu'au canton Carpentier au nord;

2. Plus une partie du canton Senneterre, même comté, à l'ouest jusqu'au lot No 10 inclus des rangs IV, V, VI, VII, VIII, IX et X jusqu'au lot No 9 du rang III et jusqu'au lot No 7 des rangs I et II inclusivement du dit canton Senneterre, dans le comté de Témiscamingue, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire, sous le nom de "Courville".

Le dit territoire n'est pas organisé. 5941

No 676—Elec.

Nomination d'un Commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 3 novembre 1916, de nommer M. Raoul Raynaud, cultivateur, commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Gérard-de-Magella, dans le comté de L'Assomption. 5945

2017-16

Québec, 27 octobre 1916.

Le Surintendant donne avis qu'une demande lui est faite par résolution des commissaires d'écoles de la municipalité de La Macaza, dans le comté de Labelle, d'abolir la corporation scolaire dissidente de la même municipalité. 5827-44-2

1889.16.

Quebec, 6th November, 1916.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council bearing date the 26th October, 1916, to erect into a district school municipality, under the name of Courville, the following territory, to wit:

1. That part of Courville township, in the county of Temiscaming, from the middle line of said Courville township, northerly to Carpentier township;

2. Plus that part of Senneterre township, same county, westerly up to lot No. 10 inclusive of ranges IV, V, VI, VII, VIII, IX and X, lot No. 9 of range III and to lot No. 7 of ranges I and II of said Senneterre township, in the county of Temiscaming.

The above does not form part of any organized territory. 5942

No. 676—Elec.

Appointment of one school commissioner.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council bearing date the 3rd November, 1916, to appoint Mr. Raoul Raynaud, farmer, school commissioner for the municipality of Saint Gerard de Magella, in the county of L'Assomption. 5946

2017-16

Quebec, 27th October, 1916.

Notice is hereby given by the Superintendent that application is made by resolution of the school commissioners of the municipality of La Macaza, in the county of Labelle, to abolish the dissentient school corporation of same municipality. 5828-44-2

Département du Trésor (Branche des Assurances)

Treasury Department (Insurance Branch)

Avis est par le présent donné que "The Insurance Company of the State of Pennsylvania", de Philadelphia, U. S. A., a été enregistrée pour transiger dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu.

Les noms et adresse de l'agent chef dans la province de Québec sont: Godfrey C. White, Montréal, Qué.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce troisième jour de novembre 1916.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

5933-45-2 Surintendant des assurances.

Notice is hereby given that the Insurance Company of the State of Pennsylvania of Philadelphia, U. S. A., has been registered to transact in the province of Quebec, the business of fire insurance.

The name and address of the chief agent for the province of Quebec, are: Godfrey C. White, Montreal, Que.

Given pursuant to article 6950 R. S. Q., 1909, this third day of November, 1916.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

5934-45-2 Superintendent of Insurance.

Avis est par le présent donné que La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare, ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII chapitre III, titre XI des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformée aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, formée en vertu des dits articles du dit paragraphe, peut légalement transiger relativement au genre d'affaires mentionné

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare", has been established in conformity with article 6886 and following, sub-section VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company, formed under the said articles of the said sub-section, may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their

dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu, des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hasardé), dans les limites du comté de Joliette, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce quatrième jour de novembre 1916.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

5947-45-2 Surintendant des assurances.

declaration to the Inspector, namely: mutual insurance against fire on farm buildings and isolated risks, (such risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hasardous), within the limits of the county of Joliette, in the province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this fourth day of November 1916.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

5948-45-2 Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS DE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS EN FAVEUR DE "L'ASSOCIATION DE SECOURS MUTUELS DU DIOCÈSE DE SHERBROOKE".

Avis est par le présent donné que l'Association de secours mutuels du diocèse de Sherbrooke, incorporée en vertu du chapitre 71 des Statuts refondus du Canada (1859), tel qu'amendé par la loi 45, Victoria, (Québec), chapitre 37, section 1, a obtenu un permis et a été enregistrée comme société de secours mutuels pourvoyant à secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'infirmité ou d'incapacité, tel que mentionné dans la déclaration déposée au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure pour la province de Québec, dans le district de Saint-François, le 24 septembre 1883.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce sixième jour de novembre 1916.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec.

5959-45-2

Re: LICENCE OF MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION ISSUED TO "L'ASSOCIATION DE SECOURS MUTUELS DU DIOCÈSE DE SHERBROOKE".

Notice is hereby given that l'Association de secours mutuels du diocèse de Sherbrooke, incorporated in virtue of Chapter 71 of the Revised Statutes of Canada (1859), as amended by the Act. 45, Victoria, (Quebec), Chapter 37, section 1, has been licenced and registered as a mutual benefit association providing for those of its members who are afflicted by sickness, infirmity or disability, as set forth in the declaration deposited in the office of the Prothonotary of the Superior Court of the Province of Quebec, for the district of Saint François, on the 24th September, 1883.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of revised Statutes of the province of Quebec, 1909, this sixth day of November, 1916.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec.

5960-45-2

Avis est par le présent donné que l'Association des Gardes-Malades de Ville-Marie a obtenu un permis et a été enregistrée comme société charitable, à l'effet de pourvoir, au moyen de contributions volontaires ou souscriptions, dons ou offrandes de ses membres ou du public, et à secourir ceux qui sont affligés par suite de maladie ou d'accident, et de les secourir à domicile.

Le bureau principal de la dite société est dans la cité de Montréal.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-septième jour d'octobre 1916.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

5845-44-2 Surintendant des assurances.

Notice is hereby given that the "Association des Gardes-Malades de Ville-Marie" has been licensed and registered as a charitable association for the purposes, by means of voluntary contributions or subscriptions, gifts or donations from its members or the public, of making provision for those afflicted by sickness or accident, and to attend to them at their homes.

The head office of the association is in the city of Montreal.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, this twenty seventh day of October, 1916.

For the treasurer of the Province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of insurance.

5846-44-2

Ministère de l'Agriculture

Department of Agriculture

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Horace Jean, cultivateur, de la paroisse de Saint-Pamphile, comté de l'Islet, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Pamphile", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Pamphile, dans le comté de l'Islet.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: L'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre et du fro-

Public notice is hereby given that under the act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Horace Jean, farmer, of the parish of Saint Pamphile, county of L'Islet, and others, have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint-Pamphile", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint Pamphile, in the county of l'Islet.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the

mage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 6 novembre 1916.

JOS. ED. CARON,
5953 Ministre de l'Agriculture.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Jules Thibeault, cultivateur, de la paroisse de Mont-Laurier, comté de Labelle, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Mont-Laurier", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité du village de Mont-Laurier, dans le comté de Labelle.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : L'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre et du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 6 novembre 1916.

JOS. ED. CARON,
5955 Ministre de l'Agriculture.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. Charles Pellerin, cultivateur, de la paroisse de Saint-Etienne des Grès, comté de Saint-Maurice, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Etienne des Grès", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Etienne des Grès, dans le comté de Saint-Maurice.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre et du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le 7 novembre 1916.

JOS. ED. CARON,
5971 Ministre de l'Agriculture.

purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned minister of agriculture of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 6th November, 1916.

JOS. ED. CARON,
5954 Minister of Agriculture.

Public notice is hereby given that under the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Jules Thibeault, farmer, of the parish of Mont Laurier, county of Labelle, and others, have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Société Coopérative Agricole de Mont-Laurier", with its chief place of business in the municipality of the village of Mont-Laurier, in the county of Labelle.

The objects for which the association is formed are: The improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, minister of agriculture of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 6 h November, 1916.

JOS. ED. CARON,
5956 Minister of Agriculture.

Public notice is hereby given that under the Act respecting cooperative agricultural associations, 1908, Mr. Charles Pellerin, farmer, of the parish of Saint Etienne des Grès, county of Saint Maurice, and others, have formed a cooperative agricultural association, under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint Etienne des Grès" with its chief place of business in the parish of Saint Etienne des Grès, in the county of Saint Maurice.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, minister of Agriculture of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the 7th November, 1916.

JOS. ED. CARON,
5972 Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 2718. Dame Alphonsine Marchand, épouse commune en biens de Napoléon Robichaud, boulanger, avec qui elle demeure, à Montréal, a formé une demande en séparation de biens contre son mari, le 20 octobre 1916.

GUSTAVE RENAUD,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 20 octobre 1916. 5923—45-5

Actions for separation as to property

Province of Quebec. District of Montreal, Superior Court. No. 2718. Dame Alphonsine Marchand, wife common as to property of Napoléon Robichaud, baker, with whom she resides at Montreal, has instituted an action in separation as to property against her husband, on the 20th October, 1916.

GUSTAVE RENAUD,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 20th October, 1916. 5924—45-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. No 2450. Dame Aurélie Nadon, de la paroisse de Belœil, district de Montréal, épouse de François-Xavier Dalpé dit Pariseau, père, journaliste, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit François-Xavier Dalpé dit Pariseau, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23 octobre 1916.

PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & MERCIER,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 23 octobre 1916. 5963—45-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 2450. Dame Aurélie Nadon, of the parish of Belœil, district of Montreal, wife of François Xavier Dalpé dit Pariseau, senior, laborer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said François Xavier Dalpé dit Pariseau, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 23rd October, 1916.

PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & MERCIER,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 23rd October, 1916. 5964—45-5

Province de Québec. District de Bedford. Dans la Cour supérieure. No 9817. Dame Amanda Jobin, épouse de Arsène Mady, restaurateur, de la ville de Farnham, district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse, vs Le dit Arsène Mady, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le huitième jour de novembre 1916.

ANATOLE GAUDET,
Procureur de la demanderesse.
Sweetsburg, 8 novembre 1916. 5975—45-5

Province of Quebec. District of Bedford. In the Superior Court. No. 9817. Dame Amanda Jobin, wife of Arsene Mady, trader, of the town of Farnham, district of Bedford, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff, vs The said Arsene Mady, Defendant.

An action in separation as to property, has been instituted in this affair, on the 8th November 1916.

ANATOLE GAUDET,
Attorney for the Plaintiff.
Sweetsburg, 8th November, 1916. 5976—45-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 4076. Dame Belzémire Laquerre, épouse commune en biens de Joseph Epiphane Dusablon, mécanicien, de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse, vs Joseph Epiphane Dusablon, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause.

TRUDEAU & GUERIN,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 8 novembre 1916. 5977—45-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 4076. Dame Belzémire Laquerre, wife common as to property of Joseph Epiphane Dusablon, engineer, of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff, vs Joseph Epiphane Dusablon, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

TRUDEAU & GUERIN,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 8th November, 1916. 5978—45-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. Dame Yetta Khaner, de la cité et du district de Montréal, épouse de Bernard Gross, boucher, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit B. Gross, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 18 octobre 1916.

LYON W. JACOBS,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 2 novembre 1916. 5853—44-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. Dame Yetta Khaner, of the city and district of Montreal, wife of Bernard Gross, butcher, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs The said B. Gross, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 18th day of October, 1916.

LYON W. JACOBS,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 2nd November, 1916. 5834—44-4

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 1734. Dame Hectorine Labelle, de Montréal, épouse de Charles Léopold Alluisi, courtier d'assurance, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Charles L. Alluisi, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 24 octobre 1916.

EMILE BEAUCHAMP,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 31 octobre 1916. 5857—44-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 1734. Dame Hectorine Labelle, of Montreal, wife of Charles Leopold Alluisi, Insurance broker, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs The said Charles L. Alluisi, Defendant.

An action of separation as to property has been entered on October 24th, 1916.

EMILE BEAUCHAMP,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 31st October, 1916. 5858—44-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. Dame Emilie Vallée, de la ville de Rigaud, district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Cholette, cultivateur du même lieu, dûment autorisée, demanderesse, vs le dit Joseph Cholette, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le sixième jour d'octobre 1916.

ARTHUR GIBEAULT,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 23 octobre 1916. 5699—43-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. Dame Emilie Vallée, of the city of Rigaud, district of Montreal, wife common as to property of Joseph Cholette, farmer of the same place, duly authorized, Plaintiff; vs the said Joseph Cholette, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant, on the 6th day of October 1916.

ARTHUR GIBEAULT,
Attorney of Plaintiff.
Montreal, 23rd October, 1916. 5700—43-5

Province de Québec. District de Saint-François. Cour supérieure. No 433. Dame Maria Lussier, demanderesse, vs Siméon Fontaine, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour contre le défendeur.

O'BREADY & PANNETON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 27 septembre 1916. 5697—43-5

Province of Quebec. District of Saint Francis. Superior Court. No. 433. Dame Maria Lussier, Plaintiff; vs Simeon Fontaine, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day against the defendant.

O'BREADY & PANNETON,
Attorneys for Plaintiff.
Sherbrooke, 27th September, 1916. 5698—43-5

Cour Supérieure. District de Kamouraska, No 6014. Dame Hénédine Dionne, Demanderesse; épouse commune en biens de Sieur Stanislas Caron, marchand, de Rivière Bleue, canton Estcourt, dit district, a, le seizième jour de septembre mil neuf cent seize, institué une action en séparation de biens contre le dit Stanislas Caron, son époux, défendeur.

POTVIN & LANGLAIS,
Procureurs de la Demanderesse.
Fraserville, 7 octobre 1916. 5483—41-5

Sweetsburg, 30th September, 1916. 5276—40-5 Superior Court. District of Kamouraska. No. 6014. Dionne, Plaintiff, wife common as to properties of Stanislas Caron, merchant, of Blue River, Escourt township, in the said district has, on the sixteenth day of September 1916, instituted an action for separation as to properties against the said Stanislas Caron, her husband defendant.

POTVIN & LANGLAIS,
Solicitors for the Plaintiff.
Fraserville, 7th October, 1916. 5484—41-5

Action en séparation de corps et biens

Action for separation as to bed and board

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure. Dame Hazel Morris, épouse commune en biens de Charles Johnson, dessinateur, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse; vs le dit Charles Johnson, Défendeur.

Une action en séparation de corps et biens a été intentée contre le défendeur, ce 4 novembre 1916.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 3 novembre 1916. 5965—45-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. Dame Hazel Morris, wife common as to property of Charles Johnson, pattern-maker, of the city and district of Montreal, duly authorized for the purposes of these presents, Plaintiff; vs the said Charles Johnson, Defendant.

An action for separation as to bed and board has been taken against the Defendant on this 4th day of November, 1916.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 3rd November, 1916. 5966—45-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 1696. Dame Minnie Lorene Warnke, de la cité de Hamilton, dans la province d'Ontario, épouse commune en biens de Robert George Campbell Nicholson, des cité et district de Montréal, boucher, dûment autorisé à ester en justice par jugement de la Cour supérieure rendu le 2 octobre 1916 par M. le juge Allard, un des juges de la Cour supérieure du district de Montréal, Demanderesse; vs Robert George Campbell Nicholson, de Montréal susdit, boucher, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur.

WHITE & BUCHANAN,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 2 octobre 1916. 5425—41-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 1696. Dame Minnie Lorene Warnke, of the City of Hamilton in the Province of Ontario, wife common as to property of Robert George Campbell Nicholson of the City and district of Montreal, butcher, duly authorized to *ester en justice* by judgment rendered on the 2nd October, 1916, by Mr. Justice Allard, one of the judges of the Superior Court for the District of Montreal, Plaintiff; vs Robert George Campbell Nicholson, of Montreal aforesaid, butcher, Defendant.

An action in separation as to property, bed and board has been instituted by Plaintiff against the Defendant.

WHITE & BUCHANAN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 2nd October, 1916. 5426—41-5

En Liquidation

Winding Up Act

Canada, }
Province de Québec, }
District de Montréal. }
No 97.

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS
Dans l'affaire de la Compagnie Brodeur, Limitée,
En liquidation;

et
John J. Robson et Edouard Henri Merrill,
comptables de la cité de Montréal,
Liquidateurs-conjoints.

Canada, }
Province of Quebec, }
District of Montreal. }

UNDER THE WINDING-UP ACT.
In the matter of The Brodeur Company, Limited,
In liquidation;

and
John J. Robson and Edouard Henri Merrill,
Accountants of the city of Montreal,
Joint liquidators.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé chez Edouard Henri Merrill, l'un des liquidateurs de la dite compagnie en liquidation, à son bureau, 97 rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant Georges Antoine Bourdeau, notaire public, le onzième jour d'octobre, 1916, sous le numéro 8193 des minutes du dit notaire de la part de la compagnie Brodeur, limitée, en liquidation, à Ernest Guimond dans lequel acte de vente la propriété transportée est plus particulièrement décrite comme suit, à savoir:

Cet emplacement ayant front sur la rue Sainte-Catherine-Est, en la cité de Montréal, contenant quarante pieds de largeur sur cent quarante pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec la maison et autres dépendances dessus construites, portant ci-devant les numéros 1488-1490 et 1492 de la dite rue Sainte-Catherine Est et maintenant les numéros 568-570 et 572 de la dite rue Sainte-Catherine-Est; le dit emplacement composé:

1. De tout le lot de terre connu et désigné sous le numéro six cent (600) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, contenant d'après les dits plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques de la cité de Montréal, quarante pieds et six pouces de largeur par soixante et dix-neuf pieds dans une ligne et soixante et dix-neuf pieds et trois pouces dans l'autre ligne soit une superficie de trois mille deux cent quatre pieds.

2. De la moitié sud-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq cent quatre-vingt-dix-neuf (599), sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Jacques de la cité de Montréal, situé en arrière du dit lot numéro six cent sur le dit plan, contenant icelle partie de lot environ quarante pieds de largeur sur soixante et un pieds et six pouces de profondeur et étant borné: d'un bout par le lot de terre sus-décrit, numéro six cent sur le dit plan; d'autre bout par partie de lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-huit sur le dit plan; d'un côté partie par le lot numéro cinq cent soixante et dix-neuf, partie par le lot numéro cinq cent quatre-vingt sur le dit plan et partie par le lot numéro cinq cent quatre-vingt-un sur le dit plan; d'un autre côté, partie par le lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-neuf sur le dit plan, ayant front sur la rue Wolfe, et partie par le lot numéro six cent un sur le même plan.

Et avec aussi et sujet à un droit de passage à perpétuité à pieds et en voiture dans une ruelle ou passage de dix pieds de largeur, mesure anglaise, établi sur le lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-neuf sur le dit plan le long de la ligne sud-est de ce lot pour communiquer de la rue Wolfe, jusqu'à l'arrière partie du dit lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-neuf sur le dit plan, en commun avec le propriétaire de la moitié nord-est de ce lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-neuf sur le dit plan.

Et de plus, prenez avis que le certificat du registrateur sur la dite propriété immobilière a aussi été déposé chez le dit liquidateur, à son bureau, à Montréal.

Que la propriété immobilière ci-haut décrite a été possédée et détenue par la Compagnie Brodeur Limitée, depuis le 25 octobre 1912, et que antérieurement à cette date la dite propriété a été détenue et possédée par Alphonse Narcisse Brodeur, marchand de la cité de Montréal.

Que les dits actes de vente et certificat du

Notice is hereby given that there has been deposited with Edouard Henri Merrill, one of the liquidators of the said company in liquidation, at his office, 97 Saint James street, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before Georges Antoine Bourdeau, notary public, on the 11th day of October, 1916, and numbered 8193 of the minutes of the said notary, from Brodeur Company, Limited, in liquidation, to Ernest Guimond, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit:

That emplacement fronting on Saint Catherine street east, in the city of Montreal, containing forty feet in width by one hundred and forty five feet in depth, english measure and more or less—with the house and other dependances thereon erected and heretofore bearing Nos. 1488-1490 and 1492 of the said Sainte Catherine street east, and know being Nos. 568-570 and 572, on the said Saint Catherine East street, the said emplacement composed as follows:

1. Of all the lot of land known and designated as number six hundred (600) of the official plan and book of reference for Saint James ward, in the city of Montreal, containing as per the said official plan and book of reference for the said Saint James ward, of the city of Montreal, forty feet and six inches in width by seventy nine feet in one line and seventy nines feet and three inches in the other line, namely a superficies of three thousand two hundred and four feet.

2. Of the south west half of the lot of land known and designated as number five hundred and ninety nine (599), of the official plan and book of reference for the said Saint James ward of the city of Montreal, situate at the rear of the said lot number six hundred of the said plan and book of reference, this part of lot containing about forty feet in width by sixty one feet and six inches in depth and being bounded; at one end, by the lot of land above described number six hundred of the said plan and book of reference; at other end, by part of lot number five hundred and ninety-eight, of the said plan and book of reference; on one side, part by the lot number five hundred and seventy-nine, part by the lot number five hundred and eighty of the said plan and book of reference, and part of the lot No. five hundred and eighty one, of the said plan and book of reference; and on the other side, part by the lot number five hundred and ninety-nine, of the said plan and book of reference, fronting on Wolfe street, and part by the lot number six hundred and one of the same plan and book of reference.

And with also and subject to a right of passage forever on foot or driving in a lane or passage of ten feet in width, english measure, established on the lot number five hundred and ninety-nine of the said plan and book of reference along the south east line of the said lot to communicate from Wolfe street to the rear part of the said lot number five hundred and ninety nine, of the said plan and book of reference, in common with the Landlord of the north east part of this lot number five hundred and ninety nine, of the said plan and book of reference.

And further take notice that the Registrar's certificate of search against the said immoveable property has also been deposited with the said liquidator, at his office, in Montreal.

That the immoveable property above described has been owned and possessed by the Brodeur Company, Limited, from the 25th of October, 1912, and that prior to that date the said property was owned and possessed by Alphonse Narcisse Brodeur, merchant, of the city of Montreal.

That the said deed of sale and Registrar's

régistrateur ont été aussi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus, de la province de Québec, 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec les dispositions des dits articles et afin de donner à la dite vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce dix-huitième jour d'octobre 1916.

JOHN J. ROBSON,
EDOUARD HENRI MERRILL,
Liquidateurs-conjoints
5625-42-4

certificate have been so deposited an in pursuance of the provisions of articles 7552 and following of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles and for the purposes of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at the city of Montreal, in the province of Quebec, this 18th day of October, 1916.

JOHN J. ROBSON,
EDOUARD HENRI MERRILL,
Joint liquidator.
5626-42-4

Examens

Les examens pour l'admission à l'étude et à la pratique de l'Architecture dans cette Province auront lieu le 22 janvier 1917 et les jours suivants, dans les Salles de l'Association des Architectes de la province de Québec, 367 sq. du Beaver Hall, Montréal, à neuf heures de l'avant midi de chaque jour.

Les témoignages d'étude, item "A" des examens, (Voir Charte et Règlements) devront être remis au bureau de l'Association, le ou avant le 22 Décembre de l'année courante. Ces témoignages d'étude devront être accompagnés d'un honoraire de dix dollars (\$10.00) pour les examens d'Immatriculation et d'un honoraire de vingt-cinq dollars (\$25.00) pour les examens d'enregistrement.

5985

Examinations

The examinations for admission to study of architecture or registration in this Province, will be held the 22nd January 1917 and the following days, at the rooms of the Province of Quebec Association of Architects, 367 Beaver Hall square, Montreal, at nine o'clock in the forenoon each day.

Testimonies of study, item "A" of the examinations, (see Charter and By-laws) shall have to be in the rooms of the Association, on or before the 22nd December next. The said Testimonies to be accompanied by a fee of ten dollars (\$10.00) for candidates for matriculation and a fee of twenty five dollars (\$25.00) for registration.

5986

Faillis

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour supérieure.*
In re : Mme. Ed. Ladouceur, Sainte-Julie de Verchères, Qué., Insolvable.

Avis est donné par la présente que le 2eme jour de novembre 1916, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la Cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers de la dite insolvable sont requis de filer leur réclamation à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis s'ils ne l'ont déjà fait.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux, 820 Edifice "Power".
Montréal, 2 novembre 1916. 5935

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour supérieure.*
No. 239.

Dans l'affaire de Emmanuel Cofsky, 2720, rue Saint-Hubert, Montréal, Qué., Insolvable.

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs à la susdite succession insolvable, par jugement de la Cour supérieure rendu le 30 octobre 1916.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau sous trente jours de la présente date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de :
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92 rue Notre-Dame Est.
Montréal, Qué., 30 octobre 1916. 5943

Insolvents

{Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re : Lady Ed. Ladouceur, Sainte Julie de Vercheres, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that on the 2nd day of November 1916, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of this Court, curator of the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claim at my office, 83 Craig street West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820 "Power" Bldg.
Montreal, 2nd November, 1916. 5936

Province of Quebec, }
District of Montreal, } *Superior Court.*
No. 239.

In the matter of Emmanuel Cofsky, 2720, Saint-Hubert street, Montreal, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that, by a judgment of the Superior Court rendered this 30th day of October, 1916, the undersigned have been appointed curators to the above named insolvent estate.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of :
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92 Notre Dame street East.
Montreal, Que., 30th October, 1916. 5944

Province de Québec, }
 District de Beauce, } *Cour supérieure.*
 No 3079.
 Dans l'affaire de Alfred Pomerleau, boulanger, de
 Sainte-Hénédine, Débiteur insolvable;
 et
 Thos. Pomerleau, Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débi-
 teur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses
 biens pour le bénéfice de ses créanciers, au
 bureau du protonotaire de la Cour supérieure.

D. MIVILLE DECHENE,
 Gardien provisoire.
 Saint-Joseph, Beauce, 2 novembre 1916. 5937

District d'Arthabaska.

Dans l'affaire de Louis Roberge, Thetford Mines,
 Failli.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu
 d'un jugement de la Cour supérieure, rendu le
 3 novembre 1916, nous avons été nommés cura-
 teurs conjoints aux biens du dit failli.

Les réclamations dûment assermentées devront
 être produites à notre bureau dans les trente
 jours de cette date.

TELESPHORE BELANGER,
 GEDEON E. BEGIN,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,
 155 rue Wellington.
 Sherbrooke, 4 novembre 1916. 5939

Province de Québec. }
 District d'Arthabaska. } *Cour supérieure.*

Dans l'affaire de J.-A. Pepin, Victoriaville.

Avis est par le présent donné qu'un premier
 dividende a été déclaré et sera payable à mon
 bureau, le 27 novembre 1916.

Toute contestation de ce dernier doit être
 déposée entre mes mains avant la date susmen-
 tionnée.

J.-A. TURCOTTE,
 Curateur.

Bureaux de Turcotte & Merrill,
 97, rue Saint-Jacques, Montréal. 5961

Province de Québec. }
 District de Montréal, } *Cour supérieure.*
 No 93.

Dans l'affaire de Alfred Rochette, Delorimier
 Hardware, 1145 Mont-Royal Est, Montréal,
 Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende
 a été préparé en cette affaire et sera sujet à objec-
 tion jusqu'au 25 Novembre 1916 après laquelle
 date, s'il n'y a pas de contestation, il sera payable
 à mes bureaux.

OSCAR BEAUCHAMP,
 Curateur.

Suites 13-15 Edifices "La Presse"
 51 rue Saint-Jacques, Montréal. 5979

Province de Québec, }
 District de Joliette, } *Cour supérieure.*
 No 7379.

In re Azarie Archambault, Saint-Lin,
 Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende
 a été préparé et sera payable à mon bureau le
 ou après le 30 novembre 1916.

Toute contestation de tel dividende doit être
 déposée entre mes mains avant la dite date ci-haut
 mentionnée.

J. N. GAMACHE,
 Curateur.
 Joliette, 8 novembre 1916. 5983

Province of Quebec, }
 District of Beauce, } *Superior Court.*
 No. 3079.

In the matter of Alfred Pomerleau, baker, of
 Saint Henedine, Insolvent Debtor;
 and
 Thos. Pomerleau, Creditor Petitioner for
 assignment.

Notice is hereby given that the aforesaid deb-
 tor has, this day, made a judicial assignment of
 his property for the benefit of his creditors, at
 the office of the Prothonotary of the Superior
 Court.

D. MIVILLE DECHENE,
 Provisional Guardian.
 Saint Joseph, Beauce, 2nd November, 1916. 5938

District of Arthabaska.

In the matter of Louis Roberge, Thetford Mines,
 Insolvent.

Notice is hereby given that under a judgment
 of the Superior Court, rendered on the 3rd Novem-
 ber, 1916, we were appointed joint curators to the
 property of said insolvent.

All claims duly attested under oath must be
 filed at our office within thirty days from this
 date.

TELESPHORE BELANGER,
 GEDEON E. BEGIN,
 Joint curators.

Office of Belanger & Begin,
 155 Wellington street.
 Sherbrooke, 4th November, 1916. 5940

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*

In the matter of J. A. Pepin, Victoriaville.

Notice is hereby given that a first dividend has
 been declared and will be paid at my office, on the
 27th of November, 1916.

Any contestation of this dividend must be
 deposited with me before the date above men-
 tioned.

J.-A. TURCOTTE,
 Curator.

Office of Turcotte & Merrill,
 97, Saint James street, Montreal. 5962

Province of Quebec, }
 District of Montréal, } *Superior Court.*
 No. 93.

In the matter of Alfred Rochette, Delorimier
 Hardware, 1145 Mont Royal East, Montreal,
 Insolvent.

A first and final dividend has been prepared in
 this matter and will open to objection until the
 25th of November 1916, after which date the
 dividend will be payable at my office in case of
 no contestation.

OSCAR BEAUCHAMP,
 Curator.

Rooms 13-15 "La Presse Bldg",
 51 Saint James street, Montreal. 5980

Province of Quebec, }
 District of Joliette, } *Superior Court.*
 No. 7379.

In re Azarie Archambault, Saint-Lin,
 Insolvent.

A first and final dividend sheet has been
 prepared which will be payable at my office, on
 or after the 30th November, 1916.

Any objection to said dividend sheet must be
 filed with me before the aforesaid date.

J. N. GAMACHE,
 Curator.
 Joliette, 8th November, 1916. 5984

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS

"United Photographic Stores, Limited,"

En liquidation.

Avis est par le présent donné que, sous l'autorité des ordonnances de la Cour, un premier dividende de trente sous dans la piastres est déclaré payable aux créanciers chirographaires de la corporation en liquidation, au bureau des liquidateurs, 511 Immeuble "Power", Montréal, le 27 novembre 1916.

F. W. SHARP,
T. COUTTS MILNE,
Liquidateurs conjoints.

Sharp, Milne & Cie,
Comptables licenciés,
511 Immeubles "Power", à Montréal. 5987

UNDER THE WINDING UP ACT.

United Photographic Stores, Limited,

In liquidation.

Notice is hereby given that, under orders of the Court, a first dividend of thirty cents on the dollar is declared payable to the ordinary creditors of the Company in liquidation, at the office of the liquidators, 511, Power Building, Montreal, on the 27th day of November, 1916.

F. W. SHARP,
T. COUTTS MILNE,
Joint Liquidators.

Sharp, Milne & Co.,
Chartered Accountants,
511 Power Building, Montreal. 5988

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS

Canada,
Province de Québec, } Dans la Cour supérieure.
District de Montréal, }
No 307.

Dans l'affaire de "Fisk, limited",

En liquidation.

Conformément à l'ordonnance de la Cour supérieure de Montréal, avis est par le présent donné que le premier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, le dividende payable au bureau du liquidateur, en la cité de Montréal, numéro civique 6 de la rue Sainte-Hélène, le ou après le 28ième jour de novembre 1916.

Toute contestation contre le dit bordereau de dividende doit être produite légalement avant la date précitée.

EDWARD STILL,
Liquidateur.

Montréal, 9 novembre 1916. 5989

UNDER THE WINDING UP ACT

Canada,
Province of Quebec, } In the Superior Court.
District of Montreal, }
No. 307.

In the matter of Fisk, limited,

In liquidation.

Pursuant to the order of the Superior Court, Montreal, notice is hereby given that the first dividend sheet has been prepared in this matter, the dividend to be payable at the office of the Liquidator, in the city of Montreal, civic No. 6, Sainte Elen street, on or after the 28th day of November, 1916.

Any contestation of said dividend sheet must be duly filed before the above date.

EDWARD STILL,
Liquidator.

Montreal, 9th November, 1916. 5990

Province de Québec, }
District de Saint-François, } Cour supérieure.
In re Oscar Riopelle, Sherbrooke, Qué., }
Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 7 novembre 1916, par ordre de la Cour supérieure, nous avons été dûment nommé curateurs aux biens et effets du susdit insolvable.

Les réclamations dûment attestées doivent nous être produites dans les trente jours de cette date.

ALLAIRE & LEBLANC,
Curateurs.

Bureau de Allaire & Leblanc,
87 rue Wellington,
Sherbrooke, Qué. 6033

Province of Quebec, }
District of Saint Francis, } Superior Court.
In re Oscar Riopelle, Sherbrooke, Que., }
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 7th November, 1916, by order of the Superior Court, we were appointed curators to the property and assets of the above insolvent.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

ALLAIRE & LEBLANC,
Curators.

Office of Allaire & Leblanc,
87, Wellington street,
Sherbrooke, Que. 6034

Canada,
Province de Québec, } Cour supérieure.
District de Québec, }
In re : Arthur Chainé, Saint-Appollinaire,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la Cour en date du 6 novembre, 1916, j'ai été nommé curateur aux biens de cette faillite.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi, dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie. Richelieu,
Québec, 8 novembre 1916. 5981

Canada,
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Quebec, }
In re : Arthur Chainé, Saint-Appollinaire,
Insolvent.

In virtue of an order of the Court, dated 6th of November, 1916, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me, within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ontario Building,
Quebec, 8th November, 1916. 5982

Séance générale

General sitting

AVIS

La Cour de l'Echiquier du Canada tiendra, à partir du mardi, le 16 janvier A. D. 1917, à 11 hrs a. m., au Palais de Justice, en la ville de Fraserville, P. Q., une séance générale d'audition des causes, etc., en vertu des dispositions de la règle de pratique 166.

Daté à Ottawa, ce 27 octobre A. D., 1916.

Par ordre,

CHAS. MORSE,

5829—44-4

Régistratre.

NOTICE.

A general sitting of The Exchequer Court of Canada under the provisions of Rule 166, for the trial of cases, etc., will be holden at the Court House, in the town of Fraserville, P. Q., commencing on Tuesday, the 16th day of January, A. D., 1917, at 11 A. M.

Dated at Ottawa, this 27th day of October, A. D., 1916.

By order,

CHAS. MORSE,

5830—44-4

Registrar.

Vente d'effets non réclamés

Sale of unclaimed baggages

Avis public est par le présent donné que la Compagnie du Chemin de fer du Canadien Pacifique, vendra aux enchères publiques, jeudi, le quatorzième jour de décembre, 1916, à dix heures a.m. dans la partie ouest de sa gare, rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue Osborne, dans la cité de Montréal, les effets de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze mois.

La Compagnie de chemin de fer Canadien du Pacifique, par

J. O. APPS,

Agent Général du Bagage.

5553—42-6

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company, will sell by public auction, on Thursday, the 14th day of December, 1916, at ten o'clock a. m. in the west end of its Windsor street station baggage room, with entrance on Osborne street, in the city of Montreal, the articles of unclaimed baggage which have remained in the possession of the company unclaimed for a space of twelve months.

The Canadian Pacific Railway Company,

Per

J. O. APPS,

General baggage agent.

5554—42-6

Vente par Encan

Auction Sale

Canada,
Province of Québec,
District of Québec.

Cour Supérieure.

No 1177.

Re: Emile Bélanger, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné que MARDI, le 21 NOVEMBRE 1916, à 11 hrs A. M., sera vendu à nos bureaux l'actif de cette succession, comme suit:

Deux terrains situés à Limoilou en la cité de Québec, connus et désignés sous les numéros mille soixante-trois et mille soixante-quatre (1063-1064) subdivision du lot numéro cinq cent huit (508) du cadastre officiel de Saint-Roch-Nord—avec bâtisses dessus construites, aussi compris la machinerie attachée à une boutique, pour l'exploitation du commerce d'entrepreneur menuisier.

Un terrain étant le lot deux mille quatre-vingt-dix-huit (2098) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur de Québec—avec bâtisses dessus construites, sujet à une rente de \$12.00 payable le 1er août de chaque année, à la succession J.-B. Renaud.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Curateurs.

Bureaux: Edifice "Dominion",
126 rue Saint-Pierre.
Québec, 31 octobre 1916.

5861—44-3

Canada,
Province of Québec,
District of Québec.

Superior Court.

No. 1177.

Re: Emile Bélanger, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that on TUESDAY, 21st NOVEMBER, 1916, at 11 o'clock A. M. will be sold at our offices the assets of the insolvent as follows:

Two pieces of land situated at Limoilou, known and designated under number one thousand sixty three and one thousand sixty four (1063-1064) subdivisions of lot number five hundred eight (508) of official cadastre of Saint Roch North—with building thereon erected, also machineries attached to the joiner shop.

One piece of land being lot designated in official cadastre of Saint Sauveur, under number two thousand ninety eight (2098) —with building thereon erected, subject to a rent of \$12.00 payable to estate J.-B. Renaud 1st on August, yearly.

LARUE, TRUDEL & PICHER,
Curators.

Offices: Dominion Building,
126 Saint Peter street.

Québec, 31st October, 1916. 5862—44-3

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } J. ALPHONSE GENDRON,
No. 2881. } J. de Saint-Georges, deman-
deur; contre ALDERIC FORTIN, de Saint-
Zacharie, Défendeur.

Les lots numéros soixante et soixante-un (60 et 61) du cadastre du septième rang de Metgermette Nord, Beauce—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zacharie, le VINGT-DEUX NOVEMBRE prochain 1916, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph Beauce, 16 octobre 1916.

5565—42-2

[Première publication, 16 octobre 1916.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } J. ALPHONSE GENDRON,
No. 2881. } J. of Saint Georges, Plaintiff;
against ALDERIC FORTIN, of Saint Zacharie,
Defendant.

Those certain lots numbers sixty and sixty one (60 and 61) of the cadastre of the seventh range of North Metgermette, Beauce—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Zacharie, on the TWENTY SECOND day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph Beauce, 16th October, 1916.

5566—42-2

[First published, 21st October, 1916.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } VICTOR JOAN-
District de Beauharnois. } NETTE, De-
No 2988. } mandeur; vs
MOISE GALARNEAU, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Timothé et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse comme partie du numéro 234 avec—les bâtisses dessus construites et borné comme suit: Au sud-est et au sud-ouest par le No 231, au nord-ouest partie par le canal de Beauharnois et partie par le résidu du No 234 appartenant à V. Joannette; au nord-est, partie par le dit résidu et partie par le No 235 et mesurant environ 9 arpents en superficies plus ou moins."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Timothé, VENDREDI, le VINGT-QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain 1916, à DIX heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE. DAMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 16 octobre 1916.

5563—42-2

[Première publication, 21 octobre 1916.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } VICTOR JOAN-
District of Beauharnois. } NETTE, Plain-
No. 2988. } tiff; vs MOISE
GALARNEAU, Defendant.

As belonging to said defendant.

"That certain lot of land lying and situate in the parish of Saint Timothée, and known and designated on the official plan and book of reference of said parish as part of lot number 234—with the buildings thereon, and bounded as follows: to the south east and south west by lot No. 231, to the north west partly by Beauharnois canal and partly by the residue of lot No. 234, belonging to V. Joannette; to the north east partly by said residue and partly by lot No. 235, and containing about 9 arpents in superficies, more or less.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Timothe, on FRIDAY, the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER next, 1916, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE. DAMOUR,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 16th October, 1916.

5564—42-2

[First published, 21st October, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

Province de Québec, } P. T. LEGARE LIM-
District de Québec. } TEE, corporation
No 5392. } légale ayant son
principal bureau d'affaires en la cité de Québec,
Demandeurs; vs JOSEPH LATENDRESSE, de
Saint-Agnès de Dundee, comté de Huntingdon,

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

Province of Quebec, } P. T. LEGARE LIM-
District of Quebec. } TEE, a body poli-
No. 5392. } tic and corporate,
having its head-office in the city of Quebec,
Plaintiffs; vs JOSEPH LATENDRESSE, de
Saint-Agnès de Dundee, county of Huntingdon,

ET W. F. MORRIS, de Huntingdon, conjointement et solidairement, Défendeurs.

"Le lot No 73-C du cadastre officiel pour le village de Huntingdon—avec bâtisses".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Huntingdon, district de Beauharnois, JEUDI, le VINGT-TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain 1916, à ONZE heures de l'avant-midi.

JEAN BTE. DAMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 17 octobre 1916.

5583—42-2

[Première publication, 21 octobre 1916.]

AND W. F. MORRIS, of Huntingdon, jointly and severally Defendants.

"Lot No. 73-C of the official cadastre for the village of Huntingdon—with buildings."

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Joseph of Huntingdon, district of Beauharnois, THURSDAY, the TWENTY THIRD day of NOVEMBER next, 1916, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE. DAMOUR,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 17th October, 1916.

5584—42-2

[First published, 21st October, 1916.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, à savoir: } PH Y D I M E L E-
No 4771. } CLERC, de Chicoutimi, cultivateur, contre GABELUS TREMBLAY, du même lieu.

Contre le demandeur:

Un terrain ou emplacement mesurant 184 pieds de l'est à l'ouest sur 75 pieds du nord au sud et faisant partie du numéro 380 au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi et borné comme suit, le dit terrain: au nord partie par le terrain de Madame Veuve Laforest et Sévérin Simard, à l'ouest par le terrain de Madame Arthémise Gagné, au sud par le résidu du dit lot numéro 380 et à l'est par une petite rue connue sous le nom de rue Maltais—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Chicoutimi, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 7 novembre 1916. 5991—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Chicoutimi, à savoir: } LA VILLE DE CHI-
No 4478. } COUTIMI, contre EDMOND SIMARD, de Chicoutimi.

La moitié indivise d'un certain lopin de terre comprenant d'après le cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, pour le quartier est, la partie nord-ouest du lot 96, mesurant 50 pieds de largeur, sur 78 pieds de profondeur, et une partie de la partie nord-est du lot 97, contigue à celle ci-dessus mentionnée, et mesurant huit pieds de largeur sur 78 pieds de profondeur, lequel emplacement est borné au nord-ouest par l'avenue Bégin, au sud-est partie au terrain d'Adé- lard Beaulieu et partie au terrain de Pitre Boudreault, du côté nord-est par le terrain d'Adjutor Desbiens, et du côté sud-ouest par le terrain de Paul Fortin ou représentants—avec ensemble la moitié indivise de toutes les bâtisses érigées sur ce terrain et les dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Chicoutimi, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 7 novembre 1916. 5993—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit: } P H Y D I M E L E-
No. 4771. } CLERC, of Chicoutimi, farmer, against GABELUS TREMBLAY, of the same place.

Against aforesaid Plaintiff:

That certain lot of land or emplacement measuring 184 feet from east to west by 75 feet from north to south, and forming part of lot number 380 on the official cadastre of the town of Chicoutimi, bounded as follows: on the north partly by the land of Dame Widow Laforest and Sévérin Simard, on the west by the land of Dame Arthémise Gagné, on the south by the residue of said lot number 380 and on the east by a lane known under the name of Maltais street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, at the Court House, at Chicoutimi, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 7th November, 1916. 5992—45-2
[First published, 11th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Chicoutimi, to wit: } THE TOWN OF CHI-
No. 4478. } COUTIMI, against EDMOND SIMARD, of Chicoutimi.

The undivided half of that certain parcel of land made up, according to the official cadastre of the town of Chicoutimi, for the east ward of the north west part of lot 96, measuring 50 feet in width by 78 feet in depth, and a portion of the north east part of lot 97, contiguous to the aforesaid part of lot 96, and measuring eight feet in width by 78 feet in depth, said emplacement being bounded on the north west by Begin avenue, on the south east partly by the land of Adé- lard Beaulieu and partly by the land of Pitre Boudreault, on the north east side by the land of Adjutor Desbiens, and on the south west side by the land of Paul Fortin or representatives—together with the undivided half of all the buildings erected on said emplacement, and dependencies.

To be sold at my office, at the Court House, at Chicoutimi, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 7th November, 1916. 5994—45-2
[First published, 11th November, 1916.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

Sheriff's Sales—Gaspé

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Gaspé.

Percé, à savoir : } J. ERNEST SIROIS, arpen-
No 983. } teur, de la Grande-Ri-
vière, comté de Gaspé, Demandeur ; vs MOISE
GRENIER, de la Grande Rivière, comté et dis-
trict de Gaspé, Défendeur.

Un certain lot ou morceau de terre situé à la Petite-Rivière-Est, dans le comté de Gaspé, mesurant un demi arpent de front sur environ vingt-cinq de profondeur; borné en front par les terres du 1er rang du canton de Percé, en arrière par celles du 3ème rang, d'un côté par Simon Grenier, et de l'autre côté par François Lapointe, faisant le dit immeuble partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Percé, sous le numéro 879, du dit canton—avec une maison et grange dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Grande-Rivière, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain 1916, à DEUX heures de l'après-midi.

JAS. T. TUZO,

Bureau du shérif.

Percé, 3 novembre 1916.

[Première publication, 11 novembre 1916].

Shérif.

5927—45-2

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit : } J. ERNEST SIROIS, land
No. 983. } surveyor, of Grand Ri-
ver, county of Gaspé, Plaintiff; vs MOISE GRE-
NIER, of Grand River, county and district of
Gaspé, Defendant.

That certain lot or parcel of land situate at Little River East, in the county of Gaspé, measuring one half arpent in front by about twenty five arpents in depth; bounded in front by the lands of the 1st range of Percé township, in rear by those of the 3rd range, on one side by Simon Grenier and on the other side by Francois Lapointe, said immovable forming part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of Percé township, under number 879, of said township—with a house and barn thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de la Grande Riviere, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office.

Percé, 3rd November, 1916.

[First published, 11th November, 1916].

Shérif.

5928—45-2

Ventes par le Shérif—Joliette

Sheriff's Sales—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS'

Cour supérieure.—District de Joliette.

Province de Québec, } DAME C. GAUTHIER
Joliette, à savoir : } ET AL; Demandeurs,
No 7550. } contre J. B. E. RI-
CHARD, Défendeur.

Un certain lopin de terre bâti de manufacture et hangar situé en la dite paroisse de l'Epiphanie district de Joliette, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de cette dite paroisse comme faisant partie du lot numéro cent quatre vingt-quatre (p. 184), et borné comme suit, du côté nord par Pierre Riopelle, du côté est par le No 186, du côté sud par le résidu du lot No 184, ayant appartenu à Jean Payette et du côté ouest par la rivière Achigan, contenant environ quatre vingt dix-mille pieds de terrain en superficie—avec les bâtisses y érigées, y compris la bâtisse d'un moulin, la moitié de la chaussée et le canal, servant à l'exploitation d'un pouvoir d'eau organisé sur la rivière Achigan et attenant à et faisant partie du dit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église de l'Epiphanie, MERCREDI, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE 1916, à ONZE heures avant midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif.

Joliette, 17 octobre 1916.

[Première publication, 21 octobre 1916].

Shérif.

5611—42-2

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Province of Quebec, } DAME C. GAUTHIER
Joliette, to wit : } ET AL; Plaintiffs;
No. 7550. } against J. B. E. RI-
CHARD, Defendant.

That certain parcel of land with a manufactory and shed thereon erected situate in said parish of L'Epiphanie, district of Joliette, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of said parish as forming part of lot number one hundred and eighty four (pt. of 184), and bounded as follows; on the north by No. 186, on the south side by the residue of lot No. 184, formerly owned by Jean Payette and on the west side by the river Achigan, containing about ninety thousand feet of land in superficies—with the buildings thereon erected, including the mill building half of the dam and the canal used for the exploitation of the water power on the River Achigan and adjacent to and forming part of said immovable.

To be sold at the church door of L'Epiphanie, on WEDNESDAY, the TWENTY SECOND day of NOVEMBER, 1916, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's Office.

Joliette, 17th October, 1916.

[First published, 21st October, 1916].

Sheriff.

5612—42-2

Vente par le Shérif—Montréal

Sheriff's Sale—Montreal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } BRUNO PETIT DIT
No 142. } LALUMIERE, De-
mandeur; vs J. ALBERT PATENAUDE, Dé-
fendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal district de Montréal, ayant front sur la rue Cuvillier de la dite cité, connu et désigné sous le numéro cinq cent cinq (505), de la subdivision du lot numéro vingt-neuf (29-505), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hoche-laga, et —avec les bâtisses dessus érigées et avec droit de passage dans la ruelle en arrière en commun avec ceux qui peuvent y avoir droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 8 novembre 1916. 5997—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME ELMIRE PA-
No 418. } QUETTE, veuve de
feu Napoléon Archambeault, Demanderesse; vs
ROGER FRENETTE, Défendeur.

Un lopin de terre situé dans le rang Saint-Elzéar à Saint-Vincent de Paul, et a être détaché dans la ligne nord-est du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Vincent de Paul, sous le numéro cinq cent trente-huit, et contenant environ deux arpents de largeur sur dix-neuf arpents de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise et —avec bâtisses dessus construites et tel qu'actuellement clos, est borné comme suit: au sud par le chemin Saint-Elzéar, à l'est pour la plus grande partie, par le lot numéro cinq cent quarante et un et pour une petite partie, par partie du lot cinq cent quarante, au nord par le dit lot cinq cent quarante et à l'ouest par le résidu du dit lot numéro cinq cent trente-huit. Ainsi que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives apparentes ou occultes et attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Vincent de Paul, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 8 novembre 1916. 6011—45-2
[Première publication, 11 novembre, 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JEAN-BAPTISTE I. POIS-
No 4234. } SANT, Demandeur; vs
JAMES PIETTE, Défendeur.

Deux lots de terre ayant front sur la rue de la Roche dans le quartier Saint-Denis, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros quarante-cinq et quarante-six de la subdivision

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } BRUNO PETIT DIT
No. 142. } LALUMIERE, Plain-
tiff; vs J. ALBERT PATENAUDE, Defendant.

That certain lot of land lying and situate in the city of Montreal, district of Montreal, fronting on Cuvillier street, in said city, known and designated as being the subdivision number five hundred and five (505) of lot number twenty nine (29-505), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, and— with all the buildings thereon erected and the use of the lane in rear in common with others who may have rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX

Sheriff's office.

Montreal, 8th November, 1916. 5998—45-2
[First published, 11th November, 1916].

Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME ELMIRE PA-
No. 418. } QUETTE, widow of
the late Napoléon Archambeault, Plaintiff; vs
ROGER FRENETTE, Defendant.

That certain parcel of land situate in Saint Elzéar's range at Saint Vincent de Paul, and to be detached from the north east side of the lot known and designated on the official plan and book of reference of said parish of Saint Vincent de Paul, under number five hundred and thirty eight and containing about two arpents in width by nineteen arpents in depth, more or less, without warranty as to exact measurements and—with the buildings thereon erected and as presently fenced in, bounded as follows: on the south by Saint Elzéar road, on the east mostly by lot number five hundred and forty one and to a small extent by part of lot five hundred and forty, on the north by said lot five hundred and forty and on the west by the residue of said lot number five hundred and thirty eight. As the whole now subsists, with the active and passive, apparent or un-apparent servitudes attached to said im-moveables.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Vincent de Paul, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TWELVE O'CLOCK in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Montreal, 8th November, 1916. 6012—45-2
[First published, 11th November, 1916].

Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JEAN - BAPTISTE I.
No. 4234. } POISSANT, Plaintiff;
vs JAMES PIETTE, Defendant.

Two lots of land fronting on de la Roche street, in Saint Denis ward, in the city of Montreal, known and designated under numbers forty five and forty six of the official subdivision of lot num-

officielle du lot numéro cinq (5-45 et 5-46), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la côte Saint-Louis—avec les bâtisses y érigées, ces dits deux lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif,

Montréal, 8 novembre 1916. 6017—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A** BRAHAM COSTIN,
No 54. } **O**ZIAS COHEN et
ISRAEL SHERKER, Demandeurs; vs **D**A
GITIL WEBER, épouse de feu David Salomon
et **D**A ME RACHEL COVELER, épouse de feu
Isidore Docks, Défendeurs.

Un emplacement ayant front sur l'Avenue Laval, en la cité de Montréal, mesurant quarante pieds en front par 70 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec une maison et ses dépendances dessus construites, portant les numéros 712, 714, 716, 718, 720 et 722 de l'avenue Laval, avec l'usage de la ruelle en arrière en commun avec d'autres et composé des lots portant les numéros onze cent vingt-cinq, onze cent vingt-six de la subdivision du lot numéro quinze (No 15-1125, 1126), des plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DOUZE heures (midi).

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 8 novembre 1916. 6031—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L**A COMPAGNIE MU-
No 3309. } **T**U E L L E D'IM-
MEUBLE A RESPONSABILITE LIMITEE,
corps politique et incorporé ayant sa principale
place d'affaires en les cité et district de Montréal,
Demanderesse; vs **J**. HENRI ALBERT FAU-
TEU X, Défendeur.

Cinq lots de terre situés dans la ville de la Pointe aux Trembles, sur la rue Victoria, connus et désignés sous les numéros cent quarante-cinq, cent quarante-six, cent quarante-sept, cent quarante-huit et cent quarante-neuf de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-treize (93-145, 146, 147, 148 et 149), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe aux Trembles, —sans bâtisses, avec les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 8 novembre 1916. 6013—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **A** DOLPHE BISSON-
No 4998. } **N**ETTE, Deman-
deur; contre les terres et tènements de **D**A ME
MARIE DUBUC, née Yon, veuve de Louis

ber five (5-45 and 5-46), on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of côte Saint Louis—with the buildings thereon erected, said two lots forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, 8th November, 1916. 6018—45-2
[First published, 11th November, 1916].

Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **A** BRAHAM COSTIN,
No. 54. } **O**ZIAS COHEN and
ISRAEL SHERKER, Plaintiffs; vs **D**A ME
GITIL WEBER, widow of the late David Solom-
on and **D**A ME RACHEL COVELER, widow
of the late Isidore Docks, Defendants.

An emplacement fronting on Laval avenue, in the city of Montreal, containing 40 feet in front by 70 feet in depth, english measure and more or less—with a house and dependencies thereon erected, bearing the numbers 712, 714, 716, 718, 720 and 722 of Laval avenue, with the use of the lane in rear in common with others, and composed of the lots bearing the numbers eleven hundred and twenty five, eleven hundred and twenty six of the subdivision of the lot number fifteen (No. 15-1125, 1126), on the official plan and in the book of reference of the village of Saint Jean Baptiste.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, 8th November, 1916. 6032—45-2
[First published, 11th November, 1916.]

Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **L**A COMPAGNIE MUTU-
No. 3309. } **E**LLE D'IMMEU-
BLES A RESPONSABILITE LIMITEE, a body
politic and corporate, duly incorporated, having
its head office in the city and district of Montreal;
Plaintiff; vs **J**. HENRI ALBERT FAU-
TEU X, Defendant.

Those five lots of land situated in the town of Pointe aux Trembles, on Victoria street, known and designated under numbers one hundred and forty five, one hundred and forty six, one hundred and forty seven, one hundred and forty eight and one hundred and forty nine of the subdivision of lot number ninety three (93-145, 146, 147, 148 and 149), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux Trembles, —without buildings, with the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, 8th November, 1916. 6014—45-2
[First published, 11th November, 1916.]

Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **A** DOLPHE BISSONNET-
No. 4998. } **T**E, Plaintiff; against
the lands and tenements of **D**A ME **M**ARIE
DUBUC, née Yon, widow of Louis Philippe

Philippe Dubuc, Défenderesse, mais entre les mains de Georges Ludger l'Heureux, curateur au délaissement.

Un lot de terre ou emplacement situé sur la rue Notre-Dame, dans la ville de Maisonneuve, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro treize (13), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant quarante-trois pieds de largeur par quatre-vingt-dix-sept pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, borné comme suit: en avant par la dite rue Notre-Dame, en arrière et d'un côté au nord-est, par le résidu du dit lot numéro treize (13) et de l'autre côté au sud-ouest à une terre divisée en lots, connue sous le no. quatorze (14), le tout — avec les maisons et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

Le Shérif,
L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,
Montréal, 6 novembre 1916. 6015—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS,
Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } MARIUS LACHANCE,
No 2552. } Demandeur; vs R.
COUSINEAU ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à V. E. Brien:

Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le numéro quarante-quatre de la subdivision du lot numéro un (No 1-44), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga—avec les bâtisses sus érigées, le dit emplacement ayant front sur la rue Adam, en la cité de Maisonneuve.

Pour être vendu, à mon bureau en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,
Montréal, 8 novembre 1916. 6009—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } F. X. BILODEAU,
No 481. } curateur aux biens
de Leguerrier et Baillargeon, Faillis.

1. Deux lots de terre situés sur l'Avenue Dandurand, en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros dix-neuf cent quatre-vingt-six et dix-neuf cent quatre-vingt-sept, de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante et douze (172-1986 et 1987), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation—sans bâtisses dessus érigées.

2. Un lot de terre situé sur le Boulevard Rosemont, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux mille quatre cent trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-douze (172-2403), des dits plan et livre de renvoi officiels de la Côte de la Visitation—sans bâtisses dessus érigées;

3. Une propriété située au coin du Boulevard Gouin et de l'Avenue Laurentides, composée des lots numéros vingt-huit, vingt-neuf et trente de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-cinq (85-28, 29 et 30), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet;

4. Une propriété située sur la Première Avenue,

Dubuc, Defendant, but now in the hands of Georges Ludger l'Heureux, curator to the surrender made herein.

That certain lot of land or emplacement situate on Notre Dame street, in the town of Maisonneuve, forming part of the lot of land known and designated under number thirteen (13), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing forty three feet in width by ninety seven feet in depth, more or less, english measure, bounded as follows: in front by said Notre Dame street, in rear and on the north east side by the residue of said lot number thirteen (13) and on the other side to the south west by a subdivided lot known under number fourteen (14), the whole—with the houses and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TWELVE o'clock noon.

Sheriff's office,
Montreal, 6th November, 1916. 6016—45-2
[First published, 11th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS,
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } MARIUS LACHANCE,
No. 2552. } Plaintiff; vs R. COU-
SINEAU ET AL., Defendants.

As belonging to V. E. Brien:

That certain lot of land known and designated as being subdivision number forty four of lot number one (No. 1-44), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with the buildings thereon erected, said emplacement fronting on Adam street, in the city of Maisonneuve.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Montréal, 8th November, 1916. 6010—45-2
[First published, 11th November, 1916.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } F. X. BILODEAU, cura-
No. 481. } tor to the property of
Leguerrier and Baillargeon, Insolvents.

1. Those two lots of land situated on Dandurand Avenue, in the city of Montreal, known and designated as being the official subdivisions numbers nineteen hundred and eighty six and nineteen hundred and eighty seven of original lot number one hundred and seventy two (172, 1986 and 1987), on the official plan and book of reference of the village of Côte-de-la-Visitation—with the buildings thereon erected;

2. That certain lot of land situate on Rosemont Boulevard, in the city of Montreal, known and designated as being the official subdivision number two thousand four hundred and three, of original lot number one hundred and seventy two (172-2403), on said official plan and book of reference of Côte-de-la-Visitation—without buildings thereon;

3. That certain property situate corner of Gouin Boulevard and Laurentides Avenue, composed of the official subdivision lots numbers twenty eight, twenty nine and thirty of original lot number eighty five (85-28, 29 and 30), of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet;

4. That certain property situate on First Ave-

dans le quartier Hochelaga-Rosemont, connue et désignée sous les numéros quinze cent quatre-vingt-quatorze, quinze cent quatre-vingt-quinze et quinze cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-douze (172-1594, 1595 et 1597), des dits plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation—avec les bâtisses y érigées portant les Nos civiques 479 à 501 et 515 à 525 de la dite Première Avenue;

5. Une autre propriété située sur la Neuvième Avenue, en la cité de Montréal, dans le quartier Hochelaga-Rosemont, connue et désignée sous le numéro deux mille cent trente-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-douze (172-2134), des dits plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte de la Visitation—avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 586 à 596 de la dite Neuvième Avenue;

6. Les lots de terre 496 et 497 de la subdivision du lot numéro 172, des plan et livre de renvoi officiels de la Côte de la Visitation—avec les bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 329, 331, 333, 335, 337, 339, 341, 343, 345 de la Quatrième Avenue, du quartier Rosemont, en la cité de Montréal, et les lots de terre Nos 498 et 499 du dit lot originaire No 172—avec bâtisses dessus construites portant le No civique 355 de la dite Quatrième Avenue et enfin les lots de terre Nos 500, 501, 502, 503, 504 et 505 du lot No 172 des dits plan et livre de renvoi officiels de la Côte de la Visitation—sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 8 novembre 1916. 6001—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) ALPHONSE LEBEAU, No 4246. Demandeur; vs JOSEPH ROY, EUCLIDE ROY ET ARMAND LAPIERRE, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires à la succession d'Alphonse Lapierre, Défendeurs et L. A. BEDARD curateur au délaissement.

Un lot de terre situé à Montréal, sur la rue Déséry, connu et désigné sous le No cent cinq de la subdivision du lot No cinquante-trois, aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, mesurant 25 pieds de largeur par 88 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées et les servitudes s'y rattachant.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 8 novembre 1916. 6007—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) THE S. CARSLY COMPANY, No 1268. Demanderesse; vs ANGLO-CANADIAN ESTATES, LIMITED, corporation légale ayant son bureau-chef dans la cité et district de Montréal, Défenderesse.

nue, in Hochelaga-Rosemont ward, composed of the lots known and designated as being the official subdivisions numbers fifteen hundred and ninety four, fifteen hundred and ninety five and fifteen hundred and ninety six (172-1594, 1595 and 1596), on said official plan and book of reference of the village of Côte de la Visitation—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 479 to 501 and 515 to 575 in said First Avenue;

5. That other property situate on ninth Avenue, in the city of Montreal, in Hochelaga-Rosemont ward, known and designated as being the lot official subdivision number two thousand one hundred and thirty four of original lot number one hundred and seventy two (172-2134), on said official plan and book of reference of Cote de la Visitation—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 586 to 596 in said Ninth Avenue.

6. Those lots of land being subdivision numbers 496 and 497 of lot number 172, on the official plan and book of reference of Côte-de-la-Visitation, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 329, 331, 333, 335, 337, 339, 341, 343, 345 in Fourth Avenue of Rosemont ward, in the city of Montreal, and those lots of land being subdivision Nos. 498 and 499 of said original lot No. 172—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 355 in said Fourth Avenue, and finally those lots of land bearing subdivision Nos. 500, 501, 502, 503, 504 and 505 of lot No. 172, on said official plan and book of reference of Côte-de-la-Visitation—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montréal, 8th November, 1916. 6002—45-2
[First published, 11th November, 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) ALPHONSE LEBEAU, No. 4246. Plaintiff; vs JOSEPH ROY, EUCLIDE ROY AND ARMAND LAPIERRE, in their capacity of testamentary executors of the estate of Alphonse Lapierre, Defendants and L. A. BEDARD, curator to the surrender made herein.

That certain lot of land situate at Montreal, on Desery street, known and designated as being subdivision number one hundred and five of lot number fifty three, on the official plan and book of reference of Hochelaga village, measuring 25 feet in width by 88 feet in depth, english measure and more or less—with the buildings thereon erected and the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Montreal, 8th November, 1916. 6008—45-2
[First published, 11th November, 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) THE S. CARSLY COMPANY, No. 1268. Plaintiff; vs ANGLO CANADIAN ESTATES LIMITED, a body corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, Defendant.

"Le lot de terre situé dans le quartier ouest de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-trois (163), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier; borné en front, au sud-est, par la rue Notre-Dame; en arrière, au nord-ouest, par le lot officiel numéro cent soixante et deux; d'un côté, au nord-est, par le lot officiel numéro cent soixante et de l'autre côté, au sud-ouest, partie par le lot officiel numéro cent soixante et deux et partie par la rue Saint-Pierre—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Avec tous les droits de la défenderesse dans et sur une certaine voie ou ruelle, mesurant dix pieds de largeur, faisant partie du lot officiel numéro cent soixante-deux du dit quartier et borné au sud-est et au nord-est par le dit lot officiel numéro cent soixante-trois, au nord-est par le résidu du dit lot numéro cent soixante-deux et au sud-ouest par la rue Saint-Pierre; et aucuns autres droits dans, sur et en dessous de la dite ruelle que la défenderesse possède et peut transporter."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 8 novembre 1916. 6029—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ONESIME DAGE-**
No 3206. } **NAIS**, Demandeur; vs
MEDERIC BETOURNAY ET RODRIQUE
BETOURNAY, tous deux des cité et district de
Montréal, conjointement et solitairement, Défendeurs.

Quatre lots de terre ou emplacements sis et situés en la dite cité de Montréal, connus et désignés comme étant les subdivisions officielles numéros cinq cent dix, cinq cent onze, cinq cent cinquante et cinq cent cinquante et un, du lot originaire numéro vingt-neuf (Nos 29-510, 511, 550 et 551), sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelega—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 6 novembre 1916. 6021—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **EDOUARD LEFEB-**
No 1244. } **VRE DE BELLE-**
FEUILLE, conseil du Roi de Montréal, en sa
qualité de fiduciaire à Edward de B. MacDonald,
ci-devant gentilhomme de Montréal et mainte-
nant demeurant au Mexique, et aux enfants de ce
dernier et Dame Eléonore Caron, de la paroisse
Saint-Eustache, veuve de Charles Dalbec, en son
vivant avocat, du même lieu, Demandeurs; vs
PIERRE ROBITAILLE, des cité et district de
Montréal, Défendeur.

(a) Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Hubert, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-seize de la subdivision officielle du lot numéro sept (7-296), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis;

"That certain lot of land in the west ward of the city of Montreal, known and designated as lot number one hundred and sixty three (163), of the official plan and book of reference of the said ward; bounded in front, to the south east, by Notre Dame street, in rear, to the north west, by official lot number one hundred and sixty two, on one side, to the north east by official lot number one hundred and sixty and on the other side, to the south west, partly by official lot number one hundred and sixty two and partly by Saint Peter street—with all the buildings thereon erected.

Together with all the rights of the defendant in to and upon a certain passage-way or lane, containing ten feet in width orning part of official lot number one hundred and sixty two of the said ward and bounded to the south east and north east by said official lot number one hundred and sixty three, to the north west by the remainder of said lot number one hundred and sixty two and to the south west by Saint Peter street; and any other rights in, upon or under the said lane which the defendant may possess and can convey.'

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, 8th November, 1916. 6030—45-2
[First published, 11th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ONESIME DAGENAIS**,
No. 3206. } **Plaintiff**; vs **MEDE-**
RIC BETOURNAY AND RODRIGUE BE-
TOURNAY, both of the city and district of
Montreal, jointly and severally Defendants.

Those four lots of land or emplacements lying and situate in the city of Montreal, known and designated as being the official subdivisions numbers five hundred and ten, five hundred and eleven, five hundred and fifty and five hundred and fifty one, of original lot number twenty nine (Nos. 29-510, 511, 550 and 551), on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelega—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, 6th November, 1916. 6022—45-2
[First published, 11th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **EDOUARD LEFEBVRE**
No. 1244. } **DE BELLEFEUILLE**,
King's Counsel, of Montreal, in his capacity of
fiduciary to Edward de MacDonald, gentleman,
heretofore of Montreal, and now residing in
Mexico, and to the minor children of the latter
and Dame Eléonore Caron of the parish of Saint
Eustache, widow of Charles Dalbec, in his lifetime
advocate of the same place, Plaintiffs; vs **PIER-**
RE ROBITAILLE, of the city and district of
Montréal, Defendant.

(a) That certain lot of land fronting on Saint Hubert street, in the city of Montreal, known and designated as being the official subdivision number two hundred and ninety six of lot number seven (7-296), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis.

(b) Une lisière de terrain faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision officielle du lot numéro sept (No 7, p. de 297), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; bornée la dite lisière de terrain, en front par la rue Saint-Hubert, du côté sud par le lot numéro deux cent quatre-vingt-seize, en arrière et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept, mesurant, la dite lisière, plus ou moins, trois pieds de largeur à partir de la ligne du dit lot numéro deux cent quatre-vingt-seize, auquel la dite lisière de terrain est contigue, et quarante-quatre pieds de profondeur à partir de la ligne de la rue St-Hubert jusqu'à la profondeur de la maison érigée sur le résidu du dit lot No 297, le tout—avec les bâtisses dessus construites et formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif.

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 6 novembre 1916. 6025—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } EDOUARD DAGENAIS
No 4562. } Demandeurj vs HARRIS
ARONSON et EMMANUEL ZUCKER-
MAN, Défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs, conjointement et solidairement, les terres et héritages décrits comme suit :

“Un emplacement situé dans le quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, mesurant trente-huit pieds cinq pouces de largeur en front et en arrière par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, formant une superficie de trois mille huit cent trente-trois pieds, plus ou moins, composé des lots suivants, à savoir :

1. La subdivision numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatorze, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, cité de Montréal, mesurant trente-huit pieds cinq pouces en largeur par quatre vingt dix pieds de profondeur (114-1).

2. La partie nord-est du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent quatorze (114-2), des dits plan et livre de renvoi officiels, mesurant trente-huit pieds et vingt-cinq centièmes en front et en arrière par dix pieds de profondeur, mesure anglaise, bornée comme suit: vers le nord-est, par ledit lot 114-1 ci-haut décrit, en arrière, au sud-ouest par le résidu du dit lot 114-2 appartenant à S. Berling ou représentants, d'un côté, au nord-ouest, par le lot No 113 et de l'autre côté, au sud-est, par le lot No 115;

Avec bâtisses dessus construites portant les numéros 744-746-748 Boulevard Saint-Laurent; le mur du côté nord-ouest desdites bâtisses étant mitoyen avec les bâtisses construites sur partie dudit lot No 113, quartier Saint-Laurent.

Avec droit en commun avec d'autres à l'usage d'un passage large de pas moins de huit pieds et haut de douze pieds, mesure anglaise, établi à peu près au centre du résidu dudit lot numéro deux de la subdivision originaire du lot numéro cent quatorze (114-2), pour communiquer de l'arrière du dit emplacement jusqu'à la rue Elgin.

Avec réserve en faveur de Carl Rosenberg personnellement et ceux à qui il donnera le même privilège, en faveur du lot numéro cent treize

(b) By that strip of land forming part of the lot known and designated as being the official subdivision number two hundred and ninety seven of lot number seven (Pt. of No. 7-297), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis; bounded, said strip of land, in front by Saint Hubert street, on the south side by subdivision number two hundred and ninety six, in rear and on the other side by the residue of said subdivision number two hundred and ninety seven, measuring, said strip of land, more or less, three feet in width to be measured from the line of said subdivision number two hundred and ninety six, to which it is contiguous, and forty four feet in depth to be measured from the line of Saint Hubert to the rear of the house erected on the residue of said subdivision No. 297, the whole—with all the buildings thereon erected and forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, 6th November, 1916. 6026—45-2
[First published, 11th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } EDOUARD DAGENAIS,
No. 4562. } Plaintiff; vs HARRIS
ARONSON AND EMMANUEL ZUCKERMAN,
Defendants.

Seized as belonging to said defendants, jointly and severally the lands and tenements described as follows :

An emplacement situate in Saint Lawrence ward, in the city of Montreal, measuring thirty-eight feet five inches in width, in front and in rear by one hundred feet in depth, english measure, more or less, forming a superficie of three thousand eight hundred and thirty-three feet, more or less, composed of the following lots namely :

1. Subdivision number one of the official subdivision of original lot number one hundred and fourteen, on the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, city of Montreal, measuring thirty eight feet five inches in width by ninety feet in depth (114-1).

2. The north east portion of lot number two of official subdivision of original lot number one hundred and fourteen (114-2), on said official plan and book of reference measuring thirty eight feet twenty five hundredths in front and in rear by ten feet in depth, english measure, bounded as follows: towards the north east, by said lot 114-1 above described, in rear, towards the south west, by the residue of said lot 114-2 belonging to S. Berling or representatives, on one side, to the north west, by lot No 113 and on the other side, to the south east, by lot No. 115.

With buildings thereon erected bearing numbers 744-746-748, Saint Lawrence Boulevard; the north west gable wall of said buildings being mitoyen with the buildings erected on part of said lot No. 113, Saint Lawrence ward.

With right in common with others of the use of a passage not less than eight feet wide by twelve feet high, english measure, established about on the center of the residue of said lot number two of the original subdivision of lot number one hundred and fourteen (114-2), to communicate from the rear of the said emplacement to Elgin street.

With reserve for Carl Rosenberg himself and for these to whom he may give the same privilege, in favour of lot number one hundred and thirteen

(113), ou en faveur de telle partie d'icelui que ledit Carl Rosenberg pourra déterminer, sur les plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, cité de Montréal, le droit de passer sur l'emplacement ci-haut décrit en deuxième lieu, en tout temps, à pied, à cheval ou en voiture, pour communiquer avec la rue Elgin, au moyen dudit passage de huit pieds de largeur établi sur le résidu dudit lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro cent quatorze (114-2), et s'étendant depuis l'arrière de la propriété présentement vendue jusqu'à la même rue Elgin; delà ledit lot en second lieu ci-haut décrit, étant la partie nord-est du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro cent-quatorze (114-2), desdits plan et livre de renvoi, est par le présent exclusivement réservée comme passage perpétuel pour communiquer avec la rue Elgin au moyen dudit passage de huit pieds, pour le bénéfice mutuel et commun de l'acquéreur et dudit Carl Rosenberg, leurs représentants, héritiers et cessionnaires, et de plus pour celui d'aucune autre personne à qui ledit Carl Rosenberg accordera le même privilège, comme propriétaires de partie du dit lot numéro cent treize; de plus, ledit lot ci-dessus décrit en deuxième lieu restera libre, découvert et non obstrué, en tout temps, sans clôtures ou barrières, avec l'entente que toutes clôtures et barrières en aucun temps construites sur le résidu de ladite propriété ci-haut décrite en second lieu, séparant les terrains de l'acheteur d'avec ceux dudit Carl Rosenberg, seront construites et entretenues aux frais et dépens de l'acheteur seul.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif.

Montréal, 6 novembre 1916. 6019—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) JOSEPH BOURGIE, De-
No 1887.) J mandeur; vs JEAN
ROY, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité d'Outremont, district de Montréal, ayant front sur l'avenue Girouard, de la dite cité, connu et désigné sous le numéro deux cent cinquante (250) de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-six (36-250), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, avec droit de passage dans les ruelles desservant le dit lot de terre, lequel mesure vingt-cinq pieds de front par cent huit pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 8 novembre 1916. 5999—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir:) FRANCOIS-XAVIER
No 1087.) F CRAIG, bourgeois,
Demandeur; vs ALPHONSE LEGER, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Cathédrale, en la cité de Montréal, étant le lot No 788 des plan et livre de renvoi officiels du quartier

(113), or in favor of such part thereof which the said Carl Rosenberg may determine, on the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, city of Montreal, the right to use over and across that emplacement hereinabove secondly described at all time, on foot or with horse and vehicles, in order to communicate to Elgin street, by and through said passage of eight foot wide, established on the residue of said lot number two of the original subdivision of lot number one hundred and fourteen (114-2), and extending from the rear of the presently sold property, to same Elgin street; therefore said lot secondly hereinabove described, being the north east portion of lot number two of the official subdivision of lot number one hundred and fourteen (114-2), on said plan and book of reference, is hereby reserved exclusively as a perpetual court of passage to communicate to Elgin street by way of said eight foot passage, for the joint and common benefit of the purchaser and the said Carl Rosenberg, their respective heirs and assigns, and further for any other party or parties to whom said Carl Rosenberg may grant same privilege, as owners of part of said lot number one hundred and thirteen (113); therefore said hereinabove secondly described lot shall remain free, clear and unencumbered, at all time, without fences or gates, with the understanding that all fences and gates at any time erected on the residue of said property hereinabove secondly described, dividing the lands of the purchaser from those of the said Carl Rosenberg, shall be erected and maintained at the cost and expense of the purchaser exclusively.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's Office.

Montreal, 6th November, 1916. 6020—45-2
[First published, 11th November, 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) JOSEPH BOURGIE,
No. 1887.) J Plaintiff; vs JEAN
ROY, Defendant.

That certain lot of land lying and situate in the city of Outremont, district of Montreal, fronting on Girouard avenue, of said city, known and designated as being the official subdivision number two hundred and fifty (250) of original lot number thirty six (36-250), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring, said lot, twenty five feet in front by one hundred and eight feet in depth, english measure and more or less, with a right of way in the lanes leading thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, 8th November, 1916. 6000—45-2
[First published, 11th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit:) FRANCOIS-XAVIER
No. 1087.) F CRAIG, gentleman,
Plaintiff; vs ALPHONSE LEGER, Defendant.

That certain emplacement fronting on Cathédrale street, in the city of Montreal, being the lot No. 788 of the official plan and book of refe-

Saint-Antoine—avec une maison en brique et autres bâtisses dessus construites, portant les Nos 7 et 9 de la dite rue Cathédrale.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du Shérif.

Montréal, 8 novembre 1916. 6003—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } J. T. DECARIE, De-
No 2918. } mandeur; vs AU-
GUSTIN HANDFIELD, Défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Joseph, dans la ville de Verdun, formant la partie nord du lot numéro cent soixante-dix-huit de la subdivision du lot numéro trois mille quatre cent six (pt. N. 3406-178) sur les plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal; borné en front vers l'ouest par la rue Joseph, No 3406-190; en arrière, vers l'est, par une ruelle No 3406-175; d'un côté, vers le nord, par le numéro 3406-177, et de l'autre côté par une partie du dit numéro 3406-178; mesurant seize pieds huit pouces de largeur par cent cinq pieds de profondeur, et contenant en superficie, mille sept cent cinquante pieds, mesure anglaise—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du Shérif.

Montréal, 8 novembre 1916. 6005—45-2
[Première publication 11 Novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } GUILLAUME WIL-
No 2347. } LEMS, Demandeur;
vs FERDINAND FONTAINE, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Champagnieur, en la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, composé comme suit, formant une seule exploitation, savoir:

a. Dulot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la ré-subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-six, de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b. Du lot de terre connu et désigné comme étant les numéros un et deux de la ré-subdivision officielle du lot numéro cent quatre-vingt-sept, de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-cinq, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Avec les bâtisses dessus érigées et portant les numéros civiques 873 à 883 de la rue Champagnieur, contenant en tout environ quarante et un pieds de front par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 6 novembre 1916. 6023—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]

rence of Saint Antoine ward—with a brick house and other buildings thereon erected, bearing Nos. 7 and 9 in said Cathedrale street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's Office.

Montreal, 8th November, 1916. 6004—45-2
[First published, 11th November, 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } J. T. DECARIE, Plain-
No. 2918. } tiff; vs AUGUSTIN
HANDFIELD, Defendant.

That certain lot of land fronting on Saint Joseph street and being the north part of the subdivision number one hundred and seventy eight of lot number three thousand four hundred and six (N. pt. of No. 3406-178), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal; bounded in front, to the west, by Joseph street, No. 3406-190; in rear, to the east, by a lane No. 3406-175, on one side, to the north, by lot number 3406-177, and on the other side by a part of said lot number 3406-178; measuring sixteen feet and eight inches in width by one hundred and five feet in depth and containing one thousand seven hundred and fifty feet in superficies, english measure—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff,

Sheriff's Office.

Montreal, 8th November, 1916. 6006—45-2
[First published, 11th November, 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } GUILLAUME WIL-
No. 2347. } LEMS, Plaintiff;
vs FERDINAND FONTAINE, Defendant.

That certain emplacement fronting on Champagnieur street, in the city of Outremont, in the district of Montreal, forming one single plot of land and composed as follows, to wit:

a. Of that lot of land known and designated as being the official re-subdivision number two of the official subdivision number one hundred and eighty six, of original lot number thirty five, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal;

b. Of that lot of land known and designated as being the official re-subdivisions number one and two of the official subdivision one hundred and eighty seven of the original lot number thirty five, of the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

With the buildings thereon erected and bearing civic numbers 873 to 883 in Champagnieur street, measuring in all about forty one feet in front by ninety feet in depth, english measure and more or less.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office,

Montreal, 6th November, 1916. 6024—45-2
[First published, 11th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOHN B. HENDERSON,** Demandeur; No 2226. } **SON,** Demandeur; contre **XAVIER CHARBONNEAU,** Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision cinq cent cinquante du lot numéro trente-cinq (35-550), et un autre lot de terre avoisinant le lot sus-décrit et connu et désigné comme étant la moitié indivise de la subdivision du lot numéro cinq cent cinquante et un du lot numéro trente-cinq (35½ indivise 551), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; bornés en front par la rue McDougall, dans la ville d'Outremont, district de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,

Montréal, 8 novembre 1916. 6027—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **DAME ELISE POULIOT,** du village de Boucherville, dans le district de Montréal, épouse séparée de biens de Joseph A. Demers, médecin, du même endroit, et ce dernier partie aux présentes pour autoriser son épouse, Demanderesse; contre **NAPOLEON LALONDE, HOSANNA QUIENTY ET JEAN LARIVIERE,** tous de la cité et du district de Montréal, Défendeurs.

Comme appartenant à Jean Larivière, l'un des dits défendeurs:

Un emplacement situé au village de Sainte-Julie de Verchères, comme étant connu sous le numéro deux cent soixante et seize (276), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Julie de Verchères; borné en front par le chemin du Roi—avec une maison occupée comme "Hôtel Lalonde", et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Julie-de-Verchères, le VINGT-QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 octobre 1916. 5599—42-2
[Première publication, 21 octobre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ARTHUR LEGAULT,** Demandeur; No 4028. } **ARTHUR LEGAULT,** Demandeur; vs **JOSEPH BERNARD,** Défendeur et **TELESPHORE DESPATIE,** curateur au délaissement.

1. Un terrain faisant partie du lot connu et désigné sous le numéro onze de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf cent soixante et onze (No 971-11), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, ce terrain mesurant en front sur l'Avenue Colonial (ci-devant rue Saint-Hypolithe) une largeur de 16 pieds et dix-huit pieds et six pouces à l'extrémité opposée par une profondeur de soixante-quinze pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par l'Avenue Colonial, à l'est par le résidu du dit lot numéro onze ou par l'Avenue des Pins, à l'ouest par le lot numéro douze et en arrière par la subdivision du lot numéro neuf cent soixante-douze —avec les bâtisses et dépendances dessus érigées, portant les

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOHN B. HENDERSON,** Plaintiff; against **XAVIER CHARBONNEAU,** Defendant.

That certain lot of land known and designated as being the subdivision five hundred and fifty of lot number thirty five (35-550), and another lot of land contiguous to the above described lot and known and designated as being the undivided half of the subdivision five hundred and fifty one of lot number thirty five (undivided ½ of 35-551), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded in front by McDougall street, in the city of Outremont, district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TWELVE o'clock noon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff,

Montreal, 8th November, 1916. 6028—45-2
[First published, 11th November, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **DAME ELISE POULIOT,** of the village of Boucherville, in the district of Montreal, wife separate as to property of Joseph A. Demers, physician, of the same place, and the latter party to these presents to authorize his wife, plaintiff; against **NAPOLEON LALONDE, HOSANNA QUIENTY AND JEAN LARIVIERE,** all of the city of district of Montreal, Defendants.

As belonging to Jean Larivière, one of the said Defendants.

One emplacement situate in the village of Sainte-Julie, de Verchères, known and designated under number two hundred and seventy-six (276), of the official plan and book of reference for the parish of Sainte-Julie de Verchères; bounded in front by the King's Road—with one building used as "Hotel Lalonde", and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Sainte-Julie de Verchères, on the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montréal, 18th October, 1916. 5600—42-2
[First published, 21st October, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ARTHUR LEGAULT,** Plaintiff; vs **JOSEPH BERNARD,** Defendant and **TELESPHORE DESPATIE,** curator au délaissement.

1. That certain parcel of land forming part of the lot known and designated under the number eleven of the official subdivision of original lot number nine hundred and seventy one (No. 971-11), of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, in the city of Montreal, said parcel of land measuring sixteen feet in width in front on Colonial Avenue (formerly Saint Hypolithe street) and eighteen feet and six inches in width in rear by seventy five feet in depth, the whole english measurements and more or less; bounded in front by Colonial Avenue, on the east by the residue of said lot number eleven or by Avenue des Pins, on the west by lot number twelve and in rear by the subdivision of lot number nine hundred and seventy two,—with the

Nos civiques 220 de l'Avenue Colonial 33, 35, 35a et 37 de l'Avenue des Pins Est.

2. Un emplacement situé dans le quartier Saint-Louis de la cité de Montréal, composé des six pieds sud-est de la largeur du lot No 13 de la subdivision officielle du lot numéro neuf cent soixante-onze (971-S. E. 6' de No 13), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, et des 17 pieds nord-est de la largeur du lot numéro douze de la même subdivision officielle (No 971 N. O. 17 de 12), le tout mesure anglaise, contenant le dit emplacement 23 pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur le tout mesure anglaise et plus ou moins et borné au front au nord-est par l'Avenue Colonial (ci-devant rue Saint-Hypolite), en arrière par un passage ou ruelle au nord-ouest par le résidu du dit lot No 13 et au sud est par le résidu du dit lot No 12 étant un passage à l'usage du dit emplacement et autres emplacements) — avec une maison en briques sur fondations en pierre et autres bâtisses dessus construites, la dite maison divisée en deux logements portant les Nos civiques 224 et 226 de l'Avenue Colonial, sujets à et avec le droit de passage en commun avec d'autres dans deux passages tels qu'ils existent et tels qu'ils ont été établis par et en vertu d'un acte à cet effet passé entre Casimir F. Papineau et William U. B. Hall devant F. J. Durand, notaire, le 8 octobre 1894, enregistré le premier décembre suivant sous le No 82-341 avec aussi le droit et sujets à la servitude de mitoyenneté dans les murs et clôtures de division dans la ligne nord-est du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de NOVEMBER prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 18 octobre 1916. 5597—42-2
[Première publication, 21 octobre 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CANADA STOVE & FURNITURE COMPANY, LIMITED, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, Demandeur; contre ELPHEGE BELAIR, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la première Avenue en la cité de Verdun, connu et désigné sous le numéro quatre-cent soixante-quatre de la subdivision du lot numéro quatre mille six cent soixante-neuf (4669-464), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées, et avec droit de passage en commun, dans la ruelle en arrière du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 octobre 1916. 5601—42-2
[Première publication, 21 octobre 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH PAQUETTE, No 4659. } Demandeur; contre DAME CORINTHE MELOCHE, des cité et district de Montréal, épouse contractuellement

buildings and dependencies thereon erected bearing civic numbers 220 on Colonial Avenue and 33, 35, 35a and 37 in Avenue des Pins East.

2. That certain emplacement situate in Saint Louis ward city of Montreal, composed of the south east six feet taken from the width of lot No. 13, of the official subdivision of lot number nine hundred and seventy one (971-S. E. 6' of No. 13), of the official plan and book of reference of said ward, and of the north east 17 feet taken from the width of lot number twelve of same official subdivision (No. 971-N. W. 17' of No. 12), the whole english measurements and more or less, containing, said emplacement, 23 feet in width by seventy five feet in depth, the whole english measurements and more or less and bounded in front, to the north east by Colonial Avenue (formerly Saint Hypolite street), in rear by a passage or lane, to the north west by the residue of said lot No. 13, and to the south east by the residue of said lot No. 12, being a passage for the use of said emplacement and other emplacements,—with a brick house on stone foundations and other buildings thereon erected, the said house being divided into two dwellings bearing civic numbers 224 and 226 on Colonial Avenue, subject to and with a right of way, in common with others, in two passages as they now subsists and as established by virtue of a deed to that purpose passed between Casimir F. Papineau and William U. B. Hall, before F. J. Durand, notary, on the 8th October, 1894, registered on the first December, following under No. 82-341, together with the right and subject to the servitude of *mitoyenneté* in the partition wall and fences in the north east line of said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Montreal, 18th October, 1916. 5598—42-2
[First published, 21st October, 1916].

Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CANADA STOVE & FURNITURE COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate having its principal place of business in the town of Saint Laurent, district of Montreal, Plaintiff; against ELPHEGE BELAIR, Defendant.

That certain emplacement fronting on First Avenue, in the city of Verdun, known and designated under number four hundred and sixty four, of the subdivision of lot number four thousand six hundred and sixty nine (4669-464), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected, and a common right of way in the lane in rear of said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Montreal, 18th October, 1916. 5602—42-2
[First published, 21st October, 1916.]

Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH PAQUETTE, No. 4659. } Plaintiff; vs DAME CORINTHE MELOCHE, of the city and district of Montreal, wife contractually separated as to

séparée de biens de Emmaus Leroux, du même lieu, et le dit Emmaus Leroux, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Défenderesse.

Un lot de terre situé dans le quartier Laurier cité de Montréal, et ayant front sur la rue Alma, portant le numéro neuf cent cinquante-quatre A de la subdivision du lot numéro dix (10-954 A), aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses y érigées et portant les numéros civiques 551 et autres de la rue Alma.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 octobre 1916. 5605—42-2
[Première publication, 21 octobre 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } HONORE ROBERT,
No 1601. } Demandeur; vs LEO-
POLD MARTINEAU et JOSEPH GEORGES
MANSEAU, Défendeurs.

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Rosemont de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro mille soixante et quinze (1075), de la subdivision du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, sous le numéro cent soixante et douze (172-1075), contenant le dit lot vingt-cinq pieds de largeur par soixante et dix-huit pieds de profondeur plus ou moins; borné en front par la huitième Avenue—avec une maison à trois étages et autres dépendances dessus construites circonstances et dépendances et avec tous les droits y attachés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal le VINGT-QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif.

Montréal, 18 octobre 1916. 5603—42-2
[Première publication, 21 octobre 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOHN HENRY HAND,
No 5302. } Demandeur; vs
MONTREAL TRUST COMPANY, corporation
légitime ayant ses bureau-chef et principale place
d'affaires dans les cité et district de Montréal,
Défenderesse, et JOHN KNIFTON, curateur
au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la rue Lorne Crescent dans la cité de Montréal, faisant partie du lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro un du lot numéro dix-huit cent vingt-deux (1822, pt. 1), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint Antoine de la dite cité de Montréal, mesurant ladite partie environ cinquante neuf pieds de largeur en front, et en arrière, par environ soixante dix-neuf pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, le tout tel que compris dans les limites suivantes, à savoir: borné en front, au sud-est, par Lorne Crescent, du côté sud-ouest par une autre partie de ladite subdivision numéro un qui est une ruelle commune de dix pieds de large en arrière, au nord-ouest, par une autre partie de ladite subdivision numéro un, appartenant à Dame Ellen Adele Lafleur, épouse d'Adolphe Lomer ou représentants; la ligne de division entre ladite partie et le résidu appartenant à A. Haig Sims

property of Emmaus Leroux, of the same place and the said Emmaus Leroux, to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendant.

That certain lot of land situate in Laurier ward, city of Montreal, fronting on Alma street, bearing the number nine hundred and fifty four-A of the subdivision of lot number ten (10-954-A), on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected and bearing civic numbers 551 and others in Alma street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office,

Sheriff.

Montreal, 18th October, 1916. 5606—42-2
[First published, 21st October, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } HONORE ROBERT,
No. 1601. } Plaintiff; vs LEO
POLD MARTINEAU and JOSEPH GEORGE
MANSEAU, Defendants.

That certain lot of land lying and situate in Rosemont ward, of the city of Montreal; known and designated under number one thousand and seventy five (1075), of the subdivision of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation, under number one hundred and seventy two (172-1075), containing said lot twenty five feet in width by seventy eight feet in depth, more or less; bounded in front by eighth Avenue,—with a three storey house and other dependencies thereon erected, circumstances and dependencies, and all rights attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Sheriff.

Montreal, 18th October, 1916. 5604—42-2
[First published, 21st October, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOHN HENRY HAND,
No. 5302. } Plaintiff; vs MON-
TREAL TRUST COMPANY, a body politic
and corporate having its head office and principal
place of business in the city and district of Mon-
treal, Defendant, and JOHN KNIFTON, curator
au délaissement.

An emplacement fronting on Lorne Crescent street in the city of Montreal, being a part of the lot of land known and designated as subdivision number one of the lot number eighteen hundred and twenty-two (1822, pt. 1), on the official plan and in the book of references of the Saint Antoine ward of the city of Montreal, containing said part about fifty nine feet in width, in front and in rear by about seventy-nine feet in depth, english measure and more or less, the whole as contained in the following boundaries, to wit: bounded in front, to the south east, by Lorne Crescent, on the south west side by another portion of said subdivision number one a common lane of ten feet wide, in rear, to the north west, by another portion of said subdivision number one, belonging to A. Haig Sims and to the north east by a portion of said subdivision number one belonging to Dame Ellen Adele Lafleur, wife of Adolphe Lomer, or representa-

et au nord-est par une partie de ladite subdivision numéro un appartenant à ladite Dame Ellen Adèle Lafleur ou représentants, étant un prolongement de Lorne Crescent susdit, jusqu'à l'arrière à travers la partie centrale du mur sud-ouest de la maison appartenant à ladite Dame Ellen Adèle Lafleur ou représentants, prolongée jusqu'à l'arrière du dit lot.

Avec la maison de rapport à six étages, contenant trente-neuf logements connue sous le nom de "Lorne Appartements", dessus construite.

Avec l'usage de la dite ruelle en commun avec tous autres y ayant droit et la mitoyenneté dudit mur principal tel qu'il existe, de la maison susmentionnée.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DOUZE heures (midi).

Le Député-shérif,
P. M. DURAND.

Bureau du shérif.

Montréal, 18 octobre 1916. 5439—41-2
[Première publication, 14 octobre 1916 est nulle.]
[Première publication, 21 octobre 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **VICTOR CARDINAL,**
No 3645. } Demandeur; vs **JAMES BEAMER JARVIS,** Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement sis et situé au coin des rues Comte, maintenant rue Bellechasse et Avenue Casgrain, contenant cent vingt pieds de front, sur la dite Avenue Casgrain, sur soixante seize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous les numéros un, deux, trois et quatre de la ré-subdivision du lot numéro huit cent vingt-deux et un, deux, trois et quatre de la ré-subdivision du lot numéro huit cent vingt-trois de la subdivision du lot numéro dix (No 10-822, 1, 2, 3 et 4 et No 10-823, 1, 2, 3 et 4), des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, et les numéros un et deux de la ré-subdivision du lot numéro huit cent quarante et un de la dite subdivision numéro dix (No 10-841 et 1 et 2), des même plan et livre de renvoi susdits avec—toutes les bâtisses sus-érigées et borné en front par l'Avenue Casgrain.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi

Le Député-shérif,
P. M. DURAND.

Bureau du shérif,

Montréal, 18 octobre 1916. 5451—41-2
[Première publication, 14 octobre 1916 est nulle.]
[Première publication, 21 octobre 1916.]

tives; the line of division between the said portion and that remaining to said Dame Ellen Adele Lafleur or representatives, being an extension from Lorne Crescent aforesaid to the rear, through the centre of the main south west wall of the house belonging to the said Dame Allen Adele Lafleur or representatives, prolonged to the rear of said lot.

With the six storey apartment building, containing twenty nine apartments known as "The Lorne Apartments" thereon erected.

Together with the use of said lane in common with all others having rights therein and the mitoyenneté of the said main wall as now existing, of the before mentioned house.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of NOVEMBER next, at TWELVE o'clock noon.

P. M. DURAND,
Deputy-sheriff,

Sheriff's Office.

Montreal, 18th October, 1916. 5440—41-2
[First published, 14th October, 1916 is null].
[First publ shed, 21st October 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **VICTOR CARDINAL,**
No. 3645. } Plaintiff; vs **JAMES BEAMER JARVIS,** Defendant.

That certain lot of land or emplacement lying and situate at the corner of Comte street, now Bellechasse street, and Casgrain Avenue, containing one hundred and twenty feet in front, on said Casgrain Avenue, by seventy six feet in depth, english measurements and more or less, known and designated under numbers one, two, three and four of the re-subdivision of lot number eight hundred and twenty two and one, two, three and four of the re-subdivision of lot number eight hundred and twenty three of the subdivision of lot number ten (No. 10-822-1, 2, 3 and 4 and No. 10-823-1, 2, 3 and 4), of the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, and the numbers one and two of the re-subdivision of lot number eight hundred and forty one of said subdivision number ten (10-841-1 and 2), of same plan and book of reference aforesaid—with all the buildings thereon erected and bounded in front by Casgrain Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of NOVEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, 18th October, 1916. 5452—41-2
[First published, 14th October, 1916 is null.]
[First published, 21st October, 1916.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } **DAME ELLEN COCH-**
No. 4331. } **RAN ET VIR,** Deman-
deurs; contre C. RICHARD NEWTON, Défendeur.

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } **DAME ELLEN COCH-**
No. 4331. } **RAN ET VIR,** Plaintiff;
against C. RICHARD NEWTON, Defendant.

Le lot de terre situé dans le canton Buckingham, district d'Ottawa—avec bâtisses et dépendances s'y rattachant, et étant le numéro quatre A (4A) du septième rang du dit canton, sur les plan et livre de renvoi officiels, mesurant cent-vingt-un acres, plus ou moins, sujet à un certain permis de coupe de bois en faveur de Napoléon Brisbois, sur la partie du dit lot comprise entre un chemin public et un lopin de terre appartenant à un nommé Doherty, d'une superficie d'environ vingt acres, plus ou moins, avec droit de passage.

That certain lot of land situate in the township on Buckingham, district of Ottawa—with buildings and appurtenances thereto belonging, and being number four A (4A), in the seventh range of said township, as per official plan and book of reference, containing one hundred and twenty one acres, more or less, subject to a certain reserve of cut of timber in favor of Napoleon Brisbois, on that part of said lot which is contained between a public road and a piece of ground belonging to one Doherty, of a superficies of about twelve acres, more or less, with right of way.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Grégoire de Nanzianze, à Buckingham, le DOUZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Grégoire de Nanzianze, at Buckingham, on the TWELTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Hull, 8 novembre 1916. [Première publication, 11 novembre 1916.]

Shérif.

6035—45-2

Sheriff's office, Hull, 8th November, 1916. [First published, 11th November, 1916.]

Sheriff.

6036—45-2

Ventes par le Shérif—Québec

Sheriff's Sales—Quebec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } JOSEPH DURAND, de }
No 217. } Loretteville, manufactu- }
rier; contre J.-EUGENE PAGEAU, de Québec, }
à savoir: }

Québec, to wit: } JOSEPH DURAND, of Lo- }
No. 217. } retteville, manufacturer; }
against J.-EUGENE PAGEAU, of Québec, to }
wit: }

1. Partie du lot No 613 (six cent treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, comté de Québec, étant un emplacement situé sur le chemin Saint-Claude, seigneurie Saint-Gabriel, concession Saint-Antoine, contenant quatre-vingt-deux pieds de front sur deux cent cinquante-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, borné au nord par le chemin public, au sud par le No 610, au nord-est par Onésime Fiset, et au sud-ouest par E. Mailly et le lot ci-après décrit—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

1. Part of lot No. 613 (six hundred and thirteen) of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune-Lorette, county of Québec, being an emplacement situate on Saint Claude Road, Saint Gabriel Seignior, Saint Antoine concession, containing eighty two feet in front by two hundred and fifty four feet in depth, english measure, bounded on the north by the public road, on the south by lot No. 610, on the north east by Onésime Fiset and on the south west by E. Mailly and the lot hereinunder described—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Partie du lot No 613 (six cent treize), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, comté de Québec, étant un lopin de terre contenant quatre-vingt-huit pieds de front, au nord et quarante pieds de front au sud, sur cent soixante et six pieds de profondeur, borné au nord par E. Mailly et J. Bédard, au sud par Ls. Genest, du côté nord-est par le lot ci-haut décrit et au sud-ouest par Dame Vve Ph. Pageau, circonstances et dépendances.

2. Part of lot No. 613 (six hundred and thirteen), of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune-Lorette, county of Québec, being a parcel of land containing eighty eight feet in front on the north and forty feet in front on the south, by one hundred and sixty six feet in depth; bounded on the north by E. Mailly and J. Bédard, on the south by Ls. Genest, on the north east by the lot firstly hereinabove described and on the south west by Dame widow Ph. Pageau, circumstances and dependencies.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, le QUATORZIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

To be sold at the parochial church door of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Québec, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Québec, 9 novembre 1916. [Première publication, 11 novembre 1916.] [Deuxième publication, 25 novembre 1916.]

Shérif.

6037—45-2

Sheriff's office, Québec, 9th November, 1916. [First published, 11th November, 1916.] [Second published, 25th November, 1916.]

Sheriff.

6038—45-2

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } LA COMPAGNIE J. H. }
No 541. } GIGNAC, LIMITEE, }
corps politique et incorporé ayant son siège social }
en la cité de Québec, contre DAME ALIDA }
MYRAND, de Québec, épouse de Joseph }
Théodoric Côté, de Québec, et y faisant affaires }

Québec, to wit: } LA COMPAGNIE J. H. }
No. 541. } GIGNAC, LIMITEE, a }
body politic and corporate having its principal }
place of business in the city of Québec, against }
DAME ALIDA MYRAND, of Québec, wife of }
Joseph Théodoric Côté, of Québec, and there }

seule, à Québec, comme entrepreneur, sous la raison sociale de "T. J. Côté, Enrg." et le dit Joseph Théodorice Côté mis en cause pour assister et autoriser sa dite épouse à ester en justice, à savoir:

Les subdivisions Nos 725-A-1 et 725-A-2 (sept cent vingt-cinq-A-un et sept cent vingt-cinq-A-deux) du lot No 509 (cinq cent neuf) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant des emplacements situés Boulevard Garneau—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues en bloc.

Pour être vendues à mon bureau en la cité de Québec, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 9 novembre 1916. 6039—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]
[Deuxième publication, 25 novembre 1916.]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } Dans une cause ou DAME
No 2208. } AURELIE MARTINEAU, épouse judiciairement séparée de biens de Alfred Martineau, de la paroisse de Stoneham, y faisant affaires sous la raison sociale de A. Martineau & Cie, et le dit Alfred Martineau pour autoriser et assister sa dite épouse; était Demanderesse; vs JAMES D. STEWART, de Montmagny, marchand, SAMUEL G. KNOWLES et THOMAS B. O'NEIL, tous deux marchands de bois de Québec, ces deux derniers faisant affaires comme tels en société à Québec, sous la raison sociale de "Knowles & O'Neil" étaient Défendeurs; et l'Honorable P.-Auguste Choquette, membre du Sénat du Canada, Antonin Galipeault, Louis S. St-Laurent, J.-Alphonse Métayer et Hector Laferté, tous cinq avocats, exerçant eidevant leur profession ensemble à Québec, en leur qualité de procureurs en Cour Supérieure du défendeur Knowles et du défendeur O'Neil, et les quatre en dernier lieu nommés, en leur qualité de procureurs en Cour du Banc du Roi, en Cour Suprême, des défendeurs intimés Knowles & O'Neil, procureurs distrayants, les dit procureurs distrayants contre la dite Dame Aurélie Martineau, la demanderesse, à savoir:

1. Le lot No 20 (vingt) du cadastre officiel des cantons Stoneham et Tewkesbury, comté de Québec, étant un lot de terre situé au quatrième rang de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 21 (vingt et un) du cadastre officiel des cantons Stoneham et Tewkesbury, comté de Québec, étant un lot de terre situé au cinquième rang de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, circonstances et dépendances.

3. Le lot No 20'B (vingt-B) du cadastre officiel des cantons de Stoneham et Tewkesbury, comté de Québec, étant un lot de terre situé au cinquième rang de la paroisse de Saint-Edmond-de-Stoneham, comté de Québec, circonstances et dépendances.

4. Le lot No 20 (vingt) du cadastre officiel des cantons Stoneham et Tewkesbury, comté de Québec, étant un lot de terre situé au troisième rang de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, circonstances et dépendances.

5. Le lot No 22 (vingt deux) du cadastre officiel des cantons de Stoneham et Tewkesbury, comté de Québec, étant un lot de terre

carrying on business alone as contractor, under the firm name and style of "F. J. Côté, Enrg." and the said Joseph Théodorice Côté, *mis-en-cause*, to assist and authorize his said wife to *ester en justice*, to wit:

Those subdivisions Nos. 725-A-1 and 725-A-2 (seven hundred and twenty five-A-one and seven hundred and twenty five-A-two) of lot No. 509 (five hundred and nine) of the official cadastre for the parish of Saint Roch north, now Limoilou ward of the city of Quebec, being emplacements situated on Garneau Boulevard—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold *en bloc*.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 9th November, 1916. 6040—45-2
[First published, 11th November, 1916.]
[Second published, 25th November, 1916.]

FIERI FACIAS

Québec, to wit: } IN a cause where DAME
No. 2208. } AURELIE MARTINEAU, wife judicially separated as to property of Alfred Martineau, of the parish of Stoneham, there carrying on business under the firm name of A. Martineau & Cie, and the said Alfred Martineau to authorize and assist his said wife, was plaintiff; vs JAMES D. STEWART, of Montmagny, merchant, SAMUEL G. KNOWLES and THOMAS B. O'NEIL, both lumber merchants of Quebec, the two latter carrying on business as such in partnership at Quebec, under the firm name of Knowles & O'Neil, were Defendants; and the Honorable P. Auguste Choquette, member of the Canadian Senate, Antonin Galipeault, Louis S. St-Laurent, J.-Alphonse Métayer, and Hector Laferté, all five advocates, exercising heretofore their profession together at Quebec, in their capacity of attorneys in the Superior Court of the Defendant Knowles and of the Defendant O'Neil, and the four lastly named in their capacity of attorneys in the Court of King's Bench, in the Supreme Court, of the respondent defendants Knowles & O'Neil, attorneys distracting for costs, the said attorneys distracting against the said Dame Aurélie Martineau, the Plaintiff, to wit:

1. The lot No. 20 (twenty) of the official cadastre of the townships Stoneham and Tewkesbury, county of Quebec, being a lot of land situate in the fourth range of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, circumstances and dependencies.

2. Lot No. 21 (twenty one) of the official cadastre of the townships Stoneham and Tewkesbury, county of Quebec, being a lot of land situate in the fifth range of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, circumstances and dependencies.

3. Lot No 20-B (twenty-B) of the official cadastre of the townships of Stoneham and Tewkesbury, county of Quebec, being a lot of land situate in the fifth range of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, circumstances and dependencies.

4. Lot No. 20 (twenty) of the official cadastre of the townships Stoneham and Tewkesbury, county of Quebec, being a lot of land situate in the third range of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, circumstances and dependencies.

5. Lot No. 22 (twenty two), of the official cadastre of the townships of Stoneham and Tewkesbury, county of Quebec, being a lot of

situé au premier rang de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, circonstances et dépendances.

6. Le lot No 20 A (vingt A) du cadastre officiel des cantons de Stoneham et Tewkesbury, comté de Québec, étant un lot de terre situé au deuxième rang de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, circonstances et dépendances.

7. Le lot No 20-B (vingt-B) du cadastre officiel des cantons Stoneham et Tewkesbury, comté de Québec, étant un lot de terre situé au deuxième rang de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, circonstances et dépendances, y compris le pouvoir d'eau sur la rivière Huron,—avec les bâtisses érigées sur les dits lots.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, le QUINZIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif,

Shérif.

Québec, 9 novembre 1916. 6041—45-2

[Première publication, 11 novembre 1916.]

[Deuxième publication, 25 novembre 1916.]

land situate in the first range of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec—circumstances and dependencies;

6. Lot No. 20-a (twenty A) of the official cadastre of the townships of Stoneham and Tewkesbury, county of Quebec, being a lot of land situate in the second range of the township of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec—circumstances and dependencies.

7. The lot No. 20-b (twenty B), of the official cadastre of the townships of Stoneham and Tewkesbury, county of Quebec, being a lot of land situate in the second range of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, circumstances and dependencies, including the water power on the Huron river—with the buildings erected on said lots.

To be sold at the parochial church door of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office,

Sheriff.

Quebec, 9th November, 1916. 6042—45-2

[First published, 11th November, 1916.]

[Second published, 25th November, 1916.]

Ventes par le Shérif—St-François

Sheriff's Sales—St. Francis

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } LUDGER GRA-
No 202. } L VEL, de la cité
et du district de Montréal, Demandeur, contre
DAME MARIE FONTAINE, du canton de
Weedon, district de Saint-François, épouse judi-
ciairement séparée de biens de Léon Fontaine,
du même endroit, faisant affaire comme voiturier,
sous les noms et raison sociale de Léon Fontaine
& Co., et le dit Léon Fontaine pour autoriser sa
dite épouse aux fins des présentes, Défenderesse;
et TELESOPHORE BELANGER et GEDEON
E. BEGIN, tous deux de la cité de Sherbrooke,
district de Saint-François, comptables, Curateurs-
conjoints

Saisis comme appartenant à la dite défende-
resse-insolvable:

1. Un lopin de terre faisant partie du lot numéro soixante et sept (p. 67), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Weedon-Centre, de la contenance de cent cinquante pieds de front sur cent vingt pieds de profondeur, plus ou moins; borné en front par la ue, par derrière par la propriété appartenant à Louis Demers, ou représentants, d'un côté par le terrain appartenant à Moïse Fontaine, ou représentants, et de l'autre côté par le lot numéro cent treize du cadastre susdit—avec aussi les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Un autre terrain faisant partie du lot numéro cent treize (p. 113), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le village de Weedon-Centre, de la contenance de cent trente pieds de front sur deux cent quatre-vingt pieds de profondeur, le tout plus ou moins; borné en front par le terrain ci-haut décrit, par derrière au bout de la profondeur par le lot numéro cent quatorze (114), d'un côté par le terrain de la Compagnie de chemin de fer "Quebec Central",

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } LUDGER GRA-
No 202. } L VEL, of the city
and district of Montreal, Plaintiff; against
DAME MARIE FONTAINE, of Weedon
township, district of Saint Francis, wife judicially
separated as to property of Léon Fontaine, of
the same place, carrying on business as carriage
maker, under the firm name and style of Léon
Fontaine & Co, and the said Léon Fontaine to
authorize his said wife for the purposes hereof,
Defendant; and TELESOPHORE BELANGER
and GEDEON E. BEGIN, both of the city of
Sherbrooke, district of Saint Francis, account-
ants, Joint Curators.

Seized as belonging to said Insolvent-Plaintiff:

1. That certain parcel of land forming part of lot number sixty seven (pt. 67), on the official cadastral plan and book of reference for the village of Weedon-Centre, containing one hundred and fifty feet in front by one hundred and twenty feet in depth, more or less; bounded in front by the street, in rear by the property of Louis Demers, or representatives, on one side by the land of Moïse Fontaine or representatives, and on the other side by lot number one hundred and thirteen of the aforesaid cadastre,—together with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies;

2. That other parcel of land forming part of lot number one hundred and thirteen (pt. 113), on the official cadastral plan and book of reference for the village of Weedon Centre, containing one hundred and thirty feet in front by two hundred and eighty feet in depth, the whole more or less; bounded in front by the land firstly herein above described, in rear at the end of said depth by lot number one hundred and fourteen (114), on one side by the land of the Quebec Central

et de l'autre côté par le terrain appartenant à Adolphe Tanguay, ou représentants, ainsi qu'il appaît à l'index aux immeubles pour le dit village de Weedon-Centre.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Janvier de Weedon, le DOUZIÈME jour de DECEMBRE prochain, 1916, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif,
Sherbrooke, 8 novembre 1916. 5995—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916.]

Railway Co., and on the other side by the land of Adolphe Tanguay, or representatives, as the whole appears on the index to immovables for said village of Weedon-Centre.

To be sold at the church door of the parish of Saint Janvier de Weedon, on the TWELFTH day of DECEMBER next, 1916, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Sheriff,
Sherbrooke, 8th November, 1916. 5996—45-2
[First published, 11th November, 1916.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

District de Montréal, } ZEPHIRIN PESANT
No 3421. } cultivateur, de la
ville de Saint-Michel, dans le district de Montréal,
Demandeur; vs LEO LAFOND et LEON
LAFOND, tous deux des cité et district de
Montréal, et J. T. LAFOND, de la paroisse de
Sainte-Scholastique, dans le district de Terre-
bonne, Défendeurs, savoir:

Les propriétés saisies sur l'un des dits défendeurs, J. Théodule Lafond.

1. Un emplacement faisant partie du lot numéro trente-quatre (partie de No 34), des plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Scholastique, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, contenant environ deux arpents en superficie, et borné en front par la rue Saint-Jacques, en arrière et des deux côtés par le reste du dit numéro trente-quatre—avec les bâtisses y érigées.

Et le sixième indivis des immeubles ci-après mentionnés et appartenant aussi à J. Théodule Lafond;

2. Un terrain situé dans le village de Sainte-Scholastique, de figure irrégulière, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit village sous le numéro trente-quatre (34)—avec une maison et autres bâtisses y érigées;

A retrancher de ce terrain les emplacements de Joseph Dumoulin, Félix Brisebois, Frédéric Joly, Isidore Boucher, Ferdinand Laporte et du C. P. Ry.;

3. Le lot numéro trente-sept (37), des mêmes plan et livre de renvoi officiels;

4. Un autre terrain situé au même lieu portant le numéro trente-huit (38), des mêmes plan et livre de renvoi officiels—avec une grange y érigée;

5. Une terre située au sud de la Belle-Rivière, portant le numéro cent soixante-dix-huit (178), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Scholastique—sans bâtisse.

A retrancher le terrain pris pour le chemin de fer Pacifique Canadien.

6. Une autre terre située au même lieu, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le numéro cent soixante-dix-neuf (179).

A déduire le terrain pris pour le dit chemin de fer et sans bâtisse;

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

District of Montreal, } ZEPHIRIN PESANT,
No. 3421. } farmer, of the town
of Saint Michel, in the district of Montreal,
Plaintiff; vs LEO LAFOND and LEON LA-
FOND, both of the city and district of Montreal,
and J. T. LAFOND, of the parish of Sainte
Scholastique, in the district of Terrebonne,
Defendants, to wit:

Taken in execution as belonging to J. Theodule Lafond, one of the aforesaid defendants.

1. That certain emplacement forming part of the lot number thirty four (Part of No. 34), of the official plan and book of reference of the village of Sainte Scholastique, county of Two Mountains, district of Terrebonne, containing about two arpents in superficies and bounded in front by Saint Jacques street, in rear, and on both sides by the residue of said lot number thirty four—with the buildings thereon erected.

And the sixth undivided part of the hereinunder described immovables also belonging to J. Théodule Lafond.

2. That certain lot of land situate in the village of Sainte Scholastique, of irregular outline, known and designated on the official plan and book of reference of said village, under number thirty four (34)—with a house and other buildings thereon erected.

To deduct from said lot, the emplacements owned by Joseph Dumoulin, Félix Brisebois, Frédéric Joly, Isidore Boucher, Ferdinand Laporte and C. P. Ry.;

3. The lot number thirty seven (37), of same official plan and book of reference;

4. That other lot of land situate at the same place bearing number thirty eight (38), of same official plan and book of reference—with a barn thereon erected;

5. That farm situate south of Belle-Rivière, bearing number one hundred and seventy eight (178), of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Scholastique—without buildings.

To deduct therefrom the land taken for the Canadian Pacific Railway;

6. That other farm situate at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of said parish, under number one hundred and seventy nine (179)—without buildings.

To deduct therefrom the land taken for the said C. P. Ry.;

7. Une autre terre connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Scholastique, sous le numéro cent quatre-vingt (180)—sans bâtisse.

Ces emplacements ou immeubles ne forment et servent qu'à un seul et même héritage et exploitation.

Pour être vendus à la porte de l'église du village de Sainte-Scholastique, le VINGT-DEUXIEME jour de NOVEMBRE prochain 1916, à ONZE heures de l'avant-midi.

PREVOST & CYR, Shérif.
Bureau du shérif, Sainte-Scholastique, 18 octobre 1916.

5673—42-2

[Première publication, 21 octobre 1916.]

7. That other farm known and designated on the above official plan and book of reference of the parish of Sainte Scholastique, under number one hundred and eighty (180)—without buildings.

The above emplacements or immoveables form but one single plot of land and one estate.

To be sold at the church door of the village of Sainte Scholastique, on the TWENTY SECOND day of NOVEMBER next, 1916, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PREVOST & CYR, Sheriff.
Sheriff's office, Sainte Scholastique, 18th October, 1916.

5674—42-2

[First published, 21st October, 1916.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } ARTHUR HEBERT, Dem-
No 334. } andeur; vs JOSEPH LAMBERT, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :

Un emplacement situé au côté nord-ouest de la rue Sainte-Geneviève, en la cité des Trois-Rivières, connu et désigné sous le numéro quinze cent trente-et-un (No 1531) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement fait pour la dite cité des Trois-Rivières, contenant d'après ce cadastre, trente-neuf pieds de front et allant en s'élargissant de manière à avoir quarante-deux pieds de largeur à la profondeur, qui est de cent soixante-et-quatre pieds dans la ligne nord-est et de cent soixante-et-deux pieds et huit pouces dans la ligne sud-ouest, formant en superficie, six mille six cent quinze pieds, mesure française, équivalant à sept mille cinq cent quarante-cinq pieds, mesure anglaise; borné en front, au sud-est, par la dite rue Sainte-Geneviève, en profondeur au nord-ouest, par le numéro quinze cent quarante (No 1540) au côté nord-est, par le numéro quinze cent trente et au côté sud-ouest par le lot numéro quinze cent trente-deux du dit cadastre—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le DOUZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN, Shérif.
Bureau du Shérif, Trois-Rivières, 3 novembre 1916. 5967—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : } ALEXANDRE LEVESQUE,
No 215. } Demandeur, vs DAVID THIBAUT, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Sylvere, dans le cinquième rang du canton de Maddington, de la contenance de deux arpents et demi de largeur, plus ou moins, sur la profon-

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } ARTHUR HEBERT,
No. 334. } Plaintiff; vs JOSEPH LAMBERT, Defendant.

As belonging to said defendant, to wit :

That certain emplacement situate on the north west side of Sainte Genevieve street, in the city of Three Rivers, known and designated under number fifteen hundred and thirty one (No. 1531) on the official plan and book of reference of the registration cadastre made for the said city of Three Rivers, containing, as per said cadastre, thirty nine feet in front and gradually widening so as to measure forty two feet in width in rear, the north east line measuring one hundred and sixty four feet in depth and the south west line, one hundred and sixty two feet and eight inches, making up a total area of six thousand six hundred and fifteen feet, french measure, equivalent to seven thousand five hundred and forty five feet, english measure; bounded in front, to the south east, by said Sainte Genevieve street, in rear, to the north west, by lot number fifteen hundred and forty (No. 1540), on the north east side, by lot number fifteen hundred and thirty and on the south west side by lot fifteen hundred and thirty two of said cadastre—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, at the Court House, in the city of Three Rivers, on the TWELFTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN, Sheriff.
Three Rivers, 3rd November, 1916. 5968—45-2
[First published, 11th November, 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : } ALEXANDRE LEVESQUE, Plaintiff; vs DAVID THIBAUT, Defendant.

As belonging to said defendant, to wit :

1. That certain land situate in the parish of Saint Sylvere, in the fifth range of Maddington township, containing two arpents and a half in width, more or less, by the depth of said range

deur du dit rang entre David Desruisseaux, au nord-est et Donat Rivard au sud-ouest—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connue et désignée par le numéro trois cent trente-neuf (No 339) du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Gertrude, maintenant en la dite paroisse de Saint-Sylvere;

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Sylvere, dans le douzième rang du canton de Maddington, contenant quatre arpents et demi de largeur par vingt-huit arpents de profondeur connue et désignée comme étant le lot numéro quatre cent trente-quatre (No 434) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Sainte-Gertrude et maintenant en la dite paroisse de Saint-Sylvere—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sylvere, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHAS. DEMOULIN,

Bureau du Shérif.

Shérif.

Trois-Rivières, 3 novembre 1916. 5969—45-2
[Première publication, 11 novembre 1916].

and lying between David Desruisseaux, to the north east and Donat Rivard, to the south west—with a house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, known and designated under number three hundred and thirty nine (No. 339) of the official cadastre of the parish of Sainte Gertrude, now in the said parish of Saint Sylvere;

2. That certain land situate in the parish of Saint Sylvere, in the twelfth range of Maddington township, containing four arpents and a half in width by twenty eight arpents in depth, known and designated as being the lot number four hundred and thirty four (No. 434) of the official cadastre of the county of Nicolet, for said parish of Sainte Gertrude and now in the said parish of Saint Sylvere—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Sylvere, on the FOURTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. DUMOULIN,

Sheriff's Office.

Sheriff.

Three Rivers, 3rd November, 1916. 5970—45-2
[First published, 11th November, 1916].

Lettres Patentes

Letters Patent

"Atlas Securities, Limited"

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deuxième jour de novembre 1916, constituant en corporation MM. Agenor Henri Tanner, avocat, Charles Joseph Eugène Charbonneau, notaire, Bernard Mélançon, notaire, Joseph Paul Lamarche, avocat, et Alexandre Turgeon, étudiant-en-droit, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir des terrains ou intérêts en ceux avec aucunes bâtisses ou structures qui peuvent se trouver sur les dits terrains ou sur aucun d'eux, et vendre, louer, échanger, grever ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des terrains, bâtisses ou édifices d'une nécessité actuelle ou future;

Se faire donner ou détenir des hypothèques en garantie d'aucune balance due sur le prix d'achat d'aucun de ces biens-fonds, et négocier les dites hypothèques; améliorer, modifier et administrer les dits terrains et édifices:

Prendre, souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, soit comme principaux, soit comme agents et en qualité de propriétaires absolus, en garantie collatérale, ou autrement, et vendre, échanger, transporter, céder ou autrement disposer ou faire commerce des obligations, des débetures, parts, actions ou autres valeurs d'aucun gouvernement, corporation municipale ou scolaire, ou d'aucune banque autorisée, compagnie ou corporation industrielle, financière ou autre légalement constituée;

Promouvoir, organiser, développer, administrer, ou aider à promouvoir, organiser, développer ou administrer aucune corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou ouvrage, et prélever, aider à prélever de l'argent pour aucune compagnie ou corporation, l'aider au moyen de bonus, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, et offrir à la souscription publique les parts, actions, obligations, débetures ou les autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation, commerce ou entreprise;

"Atlas Securities, Limited"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of November, 1916, incorporating Messrs. Agenor Henri Tanner, advocate, Charles Joseph Eugène Charbonneau, notary, Bernard Mélançon, notary, Joseph Paul Lamarche, advocate and Alexandre Turgeon, student at law, of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may be deemed necessary;

To take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, dispose of said mortgages; to improve, alter and manage the said lands and buildings;

To underwrite, subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold either as principal or agent and absolutely as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of or deal in the bonds, debentures, stocks, shares or other securities of any government or municipal or school corporation, or of any chartered bank or of any duly incorporated company or corporation, industrial, financial or otherwise;

To promote, organize, develop or manage or to assist in the promotion, organization, development or management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking and to raise and assist in raising money for and aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any other company or corporation and to offer for public subscription any shares, stocks, bonds, debentures or other securities of any company or corporation, business or undertaking;

Etre procureur aux fins d'émettre et contre-signer les certificats d'actions, de débetures ou d'autres obligations d'aucune association, corporation municipale ou autre, agir comme agents de cession et registraires des dites parts, débetures ou autres obligations, et administrer aucun fonds d'amortissement d'icelle, aux conditions convenues;

Faire enquête et rapport sur la valeur d'aucun titre à aucune propriété immobilière, terre d'aucun tènement et héritage, garantir et se procurer les titres à aucunes telles propriétés de même que les obligations d'aucun des vendeurs ou acquéreurs d'icelles;

Faire enquête, examen, audition et rapport, et garantir les livres, la situation, les perspectives, les affaires et particularités relatives à aucune personne, firme ou compagnie; et enquêter, examiner et faire rapport sur la légalité d'aucun titre ou d'une émission d'actions, d'obligations ou de débetures, garantir l'authenticité d'aucun sceau ou d'aucune signature, ou d'aucun acte de cession, vente, ou transport des actions, du capital, ou d'aucune autre propriété réelle ou personnelle;

Agir comme fiduciaires en rapport avec les débetures, obligations, mortgages, hypothèques ou les autres valeurs émises conformément à aucune loi corporative, municipale ou autre; détenir la propriété grevée ou hypothéquée en garantie du paiement de ces débetures, obligations, mortgages, hypothèques ou autres valeurs, et disposer de telle propriété en conformité avec les documents par lesquels elles auront été établies; le tout d'après les dispositions de la Loi de Québec 4 Geo. V, chap. 51, et sans y déroger;

Etre liquidateurs, comptables, auditeurs, mandataires d'aucune personne corporation, société ou partie solvable ou insolvable;

Payer avec les deniers de la compagnie, ou, sur consentement des contribuables, en actions de la corporation, ou en numéraire et en parts, toutes dépenses se rattachant à la formation, à la passation, à la publication et à l'obtention de la charte de la corporation ou rémunérer aucune personne ou compagnie pour services rendus en faisant souscrire, aidant à faire souscrire ou garantissant la souscription d'aucun nombre de parts du capital action de la corporation, d'obligations, de débetures ou d'autres de ses valeurs;

Payer par émission d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, aussi employer et imputer le surplus de ses recettes ou de ses bénéfices accumulés que la loi autorise, à la création d'un fond de réserve destiné à l'achat et à l'acquisition de propriétés, de son propre capital de temps à autre, dans les limites, de la manière et aux conditions que déterminera le conseil de direction;

Distribuer à ses actionnaires, en nature, aucune propriété de la compagnie, et spécialement les actions, débetures ou valeurs d'autres corporations lui appartenant ou dont elle peut disposer, et faire tous actes, exercer tous pouvoirs et aucun commerce tendant à la bonne gestion des affaires pour lesquelles la présente compagnie est constituée;

Se fusionner avec aucune autre corporation ou compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente, y souscrire des actions et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne ou corporation;

Tirer, faire accepter, endosser et payer des billets promissoires, lettres de change, connaissements et autres instruments négociables et transportables;

Acheter, prendre ou acquérir par souscription originnaire, ou autrement, et détenir, vendre, grever ou autrement négocier les parts du capital

To act as agent for the purpose of issuing or countersigning certificates of stock, bonds, or other obligations of any associations or municipal or other corporation, to act as transfer agents and registrars in connection with said stock, bonds, or other obligations and to manage any sinking fund therefor on such terms as may be agreed upon;

To investigate and report upon the title of any immoveable property, lands, tenements and chattels real, and to guarantee and secure the title of any such properties as well as the obligations of all and any sellers or buyers thereof;

To investigate, examine, audit and report on and guarantee the books, standing, prospects, business affairs and conditions of any person, firm or corporation and to investigate, examine and report on the legality of any title or the issue of the stock, bonds or debentures of any corporation authorized by law to make an issue of stock, bonds or debentures and to guarantee any seal or signature or act of assignment sale or transfer of any shares or stock or other property real or personal;

To act as trustee in respect of any debentures, bonds, mortgage, hypothec or other securities, issued according to the law of any corporation, municipal or otherwise; to hold property mortgaged or pledge to secure the payment of such debentures, bonds, mortgage, hypothec, or other securities, and to deal with such property in accordance with the instruments creating the same; the whole however in accordance and not otherwise than with the provisions of the Quebec Statute, chapter 51, 4 Geo. V.;

To act as liquidators, accountants, auditors, or agents of any individual corporation, firm, or person solvent or insolvent;

To pay out of the funds of the company or with the approval of shareholders by shares in the company or by both cash and shares, all expenses of or incidental to the formation, flotation, advertising and procuring the charter of the company, and to remunerate any person or company for services rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any bonds, debentures or other securities of the company;

To pay by issue of bonds, debentures or other securities as well as to use and apply its surplus earnings or accumulated profits authorized by law to be reserved to the purchase and acquisition of property and the purchase and acquisition of its own capital stock from time to time, to such extent and in such manner and upon such terms as the board of directors shall determine;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have the power to dispose of and to do all acts and exercise all powers and to carry on any business incidental to the proper fulfilling of the business for which the company is incorporated;

To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those of this company, and to take shares in and to guarantee the performance of contracts by any person or company;

To draw, make, accept, endorse and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To purchase, take or acquire by original subscription or otherwise, and to hold, sell, pledge or otherwise dispose of shares of stock, whether

ordinaires ou préférentielles, les débetures, bons et autres obligations, dans aucune autre corporation dont les fins sont totalement ou partiellement similaires à celles de la présente compagnie, ou qui exerce aucun genre d'affaires susceptible d'être exercé au profit direct ou indirect de la présente corporation, et voter en vertu des actions ainsi possédées par l'intermédiaire des procureurs que les directeurs désigneront;

Placer les argents disponibles de la compagnie et en disposer, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Faire toutes autres choses qui seront nécessaires à l'accomplissement parfait des objets précités, ou qui s'y rattacheront;

Les pouvoirs énumérés dans chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou inférence d'iceux, sous le nom de "Atlas Securities, limited", avec un fond social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de novembre 1916.

C. J. SIMARD,

5973-45-2 Sous secrétaire de la province.

common or preferred, debentures, bonds and other obligations, in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being carried on so as directly or indirectly to benefit this company, and to vote on such shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may, from time to time be determined;

To do all such other things as may be necessary to the due carrying out of the above objects or as may be incidental thereto;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Atlas Securities, limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of November, 1916.

C. J. SIMARD,

5974-45-2 Assistant Provincial Secretary.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE

Ceux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSERÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

Notices published only once are only followed by our document number.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914. 5833

Government House.
Quebec, 4th April, 1914. 5834

**Index de la Gazette Officielle
de Québec, No 45.**

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 45.**

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—**

Dame Dionne vs Caron.....	2916
" Khaner vs Gross.....	2915
" Jobin vs Mady.....	2915
" Laquerre vs Dusablon.....	2915

**ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS
FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—**

Dame Labelle vs Alluisi.....	2915
" Lussier vs Fontaine.....	2916
" Marchand vs Robichaud.....	2914
" Nadon vs Dalpé dit Pariseau.....	2915
" Vallée vs Cholette.....	2915

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Dme Morris vs Johnson.....	2916
----------------------------	------

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:

Warnke vs Nicholson.....	2916
--------------------------	------

ANNONCEURS, avis aux..... 2944

ADVERTISERS, notice to..... 2944

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Bills privés.....	2896
-------------------	------

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Private bills.....	2896
--------------------	------

AVIS DU PARLEMENT FÉDÉRAL:—

Bills privés.....	2896
-------------------	------

NOTICE OF THE FEDERAL PARLIAMANT:—

Private bills.....	2896
--------------------	------

**DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS
TO THE LEGISLATURE:—**

Anglo American Trust Company.....	3899
Association Catholique de la Jeunesse Canadienne-Française.....	2904
Back River Power Coy.....	2910
Baie Saint-Paul, ville de—town of.....	2901
Bankers' Trust Company.....	2910
Banque Molson—Molson's Bank.....	2898
Barr, Charles-Henry.....	2898
Braut, Ernest.....	2910
Brunet, Joseph-Orphir.....	2899
Cartierville et Verdun Cité—City.....	2898
Comte—Jean de la Croix Joseph—Suc- cession—Estate.....	2909
Dames Religieuses de N. D. de Charité du Bon Pasteur de Montréal.....	2911
Eastern Townships Telephone Coy.....	2901
Forget Jean-Baptiste <i>et al.</i>	2900
Gervais, Achille.....	2902
Hampstead, ville de—town of.....	2908
Hébert, L.-H. (succession-estate).....	2902
Hôpital Sainte-Justine.....	2902
Lachine, cité de—city of.....	2911
La Congrégation des Sœurs du Saint- Enfant-Jésus.....	2897
Lallier Joseph <i>et al.</i>	2903
Laval-des-Rapides, ville de—town of.....	2905
Lavigne, Léo.....	2901
Les Écoles Royales d'Agriculture.....	2900
Magog, ville de—town of.....	2908
Maisonneuve—Commission du Parc— Commission of the Park of.....	2908
McCready, Succession—Estate.....	2909

**DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS
TO THE LEGISLATURE:—**

Montréal, amendements à la charte de— Amendments to the charter of—.....	2898
Montréal, Bureau des Commissaires de la Cité de—Board of Commissioners, City of.....	2905
Montréal, cité de—city of—(expropria- tions).....	2898
Montréal, cité de—city of.....	2900
Montreal Trust Company.....	2910
Mount Sinai Foundation.....	2902
National Exhibition Society.....	2897
National Jockey Club Limitée.....	2900
Parent, G.-W.....	2904
Québec, Cité de—City of.....	2899
Royal Dental School.....	2904
Saint Laurent, village de—village of.....	2908
Saint Maurice Lumber Company.....	2910
Sainte-Thérèse de Blainville, corporation de—of.....	2901
Société Saint-Vincent de Paul de Mont- réal.....	2903
Saunders, Frederic-William.....	2899
Sault-au-Récollet et Montréal-Nord, villes de—towns of—.....	2898
Scottish Trust Coy.....	2909
Shearith Israel.....	2909
Shink, Georges.....	2902
Southern Canada Power Coy.....	2911
Trois-Rivières, cité de—Three Rivers, City of.....	2903
Union Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe.....	2905
Verdun, cité de—city of.....	2898
Wounded Soldiers Institute (The).....	2902

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—		DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—	
Courville.....	2912	Application is made to abolish the school corporation of the municipality La Macaza, County of Labelle.....	2912
Demande d'abolir la corporation scolaire de la municipalité La Macaza, comté Labelle.....			
2912			
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR (Branche des assurances):—TREASURY DEPARTMENT (Insurance Branch):—		DÉPARTEMENT DU TRÉSOR (Branche des assurances):—TREASURY DEPARTMENT (Insurance Branch):—	
Association de secours mutuels du diocèse de Sherbrooke.....	2913	L'Association des gardes-malades de Ville-Marie.....	2913
La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Ambroise de Kildare.....	2912	The Insurance Company of the State of Pennsylvania.....	2912
EXAMENS:—		EXAMINATIONS:—	
L'Association des Architectes de la province de Québec.....	2918	Province of Quebec Association of Architects.....	2918
FAILLIS:—INSOLVENTS:—		FAILLIS:—INSOLVENTS:—	
Archambault.....	2919	Pomerleau.....	2919
Chainé.....	2920	Riopelle.....	2920
Cofsky.....	2918	Roberge.....	2919
Fisk, Ltd.....	2920	Rochette.....	2919
Ladouceur.....	2918	United Photographic Stores, Ltd.....	2920
Pepin.....	2919		
LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—		LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—	
Atlas Securities, Ltd.....	2992	La Compagnie électrique de Trois-Pistoles, Itée.....	2894
Canada Realty, Ltd.....	2887	Lymburner Brass Works, incorporated.....	2888
Farnham Realty Company, Ltd.....	2890	Medical & Surgical Supply Coy.....	2893
Fonderie de l'Islet, Itée.....	2894	Reliance Investment, Ltd.....	2889
LIQUIDATION:—		WINDING UP:—	
Compagnie Brodeur Limitée.....	2916	Compagnie Brodeur Limitée.....	2916
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—	
Société Coopérative Agricole de Mont-Laurier.....	2914	Société Coopérative Agricole de Saint-Pamphile.....	2913
Société Coopérative Agricole de Saint-Etienne des Grès.....	2914		
NOMINATIONS:—APPOINTMENTS:—		NOMINATIONS:—APPOINTMENTS:—	
Commissaires d'Ecoles, municipalité de Saint-Gérard-de-Magella, comté de l'Assomption.....	2912	School Commissioners, municipality of Saint Gerard de Magella, County of l'Assomption.....	2912
PROCLAMATIONS:—		PROCLAMATIONS:—	
Partie du canton d'Amherst, comté de Terrebonne—Part of Amherst township, County of Terrebonne.....	2881	Partie du canton d'Amherst, comté de Labelle—Part of Amherst township, County of Labelle.....	2884
RÉSOLUTION:—		RESOLUTION:—	
Annexion de Saint-Jean-Baptiste de Rouville à la municipalité de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont.....	2861	Annexation of Saint Jean Baptiste de Rouville to the municipality of the parish of Saint Michel de Rougemont....	2861
SÉANCE GÉNÉRALE:—		GENERAL SITTING:—	
Cour de l'Echiquier du Canada.....	2921	Exchequer Court of Canada.....	2921
VENTE PAR ENCAN—AUCTION SALE:—		VENTE PAR ENCAN—AUCTION SALE:—	
Bélangier.....	2921	Chemin de fer du Pacifique-Canadien—Canadian Pacific Railway.....	2921

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—SHERIFFS' SALES:—

BEAUCE:—		BEAUCE:—	
Gendron vs Fortin.....	2922	Gendron vs Fortin.....	2922
BEAUHARNOIS:—		BEAUHARNOIS:—	
Joannette vs Galarneau.....	2922	P. T. Légaré Ltée vs Latendresse.....	2922
CHICOUTIMI:—		CHICOUTIMI:—	
Leclere vs Tremblay.....	2923	Ville de—town of Chicoutimi vs Simard...	2923
GASPÉ:—		GASPE:—	
Sirois vs Grenier.....	2924	Sirois vs Grenier.....	2924
JOLIETTE:—		JOLIETTE:—	
Gauthier Dme <i>et al</i> vs Richard.....	2924	Gauthier Dme <i>et al</i> vs Richard.....	2924
MONTRÉAL:—		MONTREAL:—	
Bissonnette vs Dme Dubuc.....	2926	Lachance vs Cousineau.....	2927
Bourgie vs Roy.....	2931	Lefebvre de Bellefeuille <i>è ql</i> vs Robitaille	2929
Canada Stove & Furniture Company vs Belaire.....	2934	Lebeau vs Roy <i>et al ès ql</i>	2928
Cardinal vs Jarvis.....	2936	Legault vs Bernard <i>et al</i>	2933
Costin <i>et al</i> vs Weber <i>et uxor</i>	2926	Leguerrier <i>et al</i> , faillis—insolvents.....	2927
Craig vs Léger.....	2931	Paquette (Dme) vs Frenette.....	2925
Dagenais vs Aronson <i>et al</i>	2930	Paquette vs Dame Meloche.....	2934
Dagenais vs Bétournay <i>et al</i>	2929	Poissant vs Piette.....	2925
Décarie vs Handfield.....	2932	Petit dit Lalumière vs Patenaude.....	2925
Hand vs Montreal Trust Company.....	2935	Pouliot (Dame) vs Lalonde <i>et al</i>	2933
Henderson vs Charbonneau.....	2933	Robert vs Martineau <i>et al</i>	2935
La Compagnie mutuelle d'immeubles, <i>etc</i> vs Fauteux.....	2926	The S. Carsley Coy, Ltd vs Anglo Cana- dian Estates, Ltd.....	2928
		Willems vs Fontaine.....	2932
OTTAWA:—		OTTAWA:—	
Cochran <i>et vir</i> vs Newton.....	2936	Cochran <i>et vir</i> vs Newton.....	2936
QUÉBEC:—		QUÉBEC:—	
Durand vs Pageau.....	2937	Martineau (Dme) vs Stewart <i>et al</i>	2938
La Cie J.-H. Gignac, ltée vs Dme Myrand.	2937		
SAINT-FRANÇOIS:—		SAINT FRANCIS:—	
Fontaine (Dme) faillie.....	2939	Fontaine (Dme) Insolvent.....	2939
TERREBONNE:—		TERREBONNE:—	
Pesant vs Lafond <i>et al</i>	2940	Pesant vs Lafond <i>et al</i>	2940
TROIS-RIVIÈRES:—		THREE RIVERS:—	
Hébert vs Lambert.....	2941	Levesque vs Thibault.....	2941

13 NOV 1916

12 NOV 1916